



Participation de tous

LES ELEMENTS CLÉS DE LA PÉRENNISATION
D'UN PROJET DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
DE CRS AU NIGER

Depuis 1943, Catholic Relief Services a le privilège de servir les pauvres et les défavorisés à l'étranger. Sans distinction de race, de religion ou de nationalité, CRS apporte une réponse d'urgence à la suite de catastrophes naturelles et d'origine humaine. Grâce à des projets de développement dans des domaines tels que l'éducation, la paix et la justice, l'agriculture, la microfinance, la santé, et le VIH et le SIDA, CRS œuvre pour le respect de la dignité humaine et pour de meilleures conditions de vie. CRS travaille aussi aux États-Unis pour étendre les connaissances et l'action des catholiques et autres personnes intéressées par des sujets tels que la paix et la justice internationales. Nos programmes et nos ressources répondent à l'appel des évêques des États-Unis à vivre dans la solidarité, comme une seule famille, au-delà des frontières, des océans, et des différences de langue, des cultures et des situations économiques.

Catholic Relief Services
228 W. Lexington Street
Baltimore, MD 21201-3413 USA

Auteurs : Jindra Cekan, Ph.D., Valuing Voices; Rutere Kagendo, M.A.; et Alexandra Towns, Ph.D., CRS ; avec le personnel de CRS Niger, y compris Na Oumé Habou Ibrahim, Mamane Magagi, et Boubacar Soumana.



Photos de couverture (de gauche à droite) :

Un habitant du village de Takouidawa, Niger, fait la démonstration d'une pompe à pied au-dessus d'un puits. Les puits étant situés dans une dépression derrière le village, ils ne sont jamais à sec. *Lane Hartill /CRS*

Habsu Boubacar porte dans ses bras sa plus jeune fille, Nafissa. Habsu s'est résolue à manger des cosses de millet, et ses enfants n'ont rien mangé d'autre que du millet et de l'eau ces trois derniers mois. *Lane Hartill /CRS*

Les femmes préparent la terre qu'elles cultiveront dans le cadre du projet Cash-For-Work (Argent contre travail) de CRS, à Jougola, district de Dogondoutchi dans la région de Dosso au Niger. *Tahirou Gouro /CRS*

Une étude sur la pérennisation du projet de l'Agence américaine pour le développement (USAID), Bureau de Food for Peace (FFP) du Programme de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PROSAN), au Niger de 2006 à 2012

(Numéro de subvention : FFP-A-00-07-00006-07)

© 2016 Catholic Relief Services. Tous droits réservés. Ce document ne peut être reproduit, utilisé, modifié ou transmis sans l'autorisation préalable et écrite du titulaire des droits d'auteur. Pour toute demande d'autorisation, contactez pqpublications@crs.org.

Table des matières

LISTE DES FIGURES.....	III
SOMMAIRE	IV
REMERCIEMENTS	V
ABRÉVIATIONS	VI
RÉSUMÉ	1
INTRODUCTION	7
MÉTHODOLOGIE	9
RÉSULTATS.....	16
FUTURES ÉTUDES SUR LA PÉRENNISATION.....	54
DUPLICATION DES EFFORTS ENTRE L'ÉTUDE SUR LA PÉRENNISATION DE PROSAN ET L'ÉVALUATION DES STRATÉGIES DE CLÔTURE DE TUFTS/FANTA	60
CONCLUSIONS	64
ANNEXE 1 : RÉSULTATS INTER-VILLAGE DE L'ÉVALUATION RURALE RAPID (RRA) SUR LE MAINTIEN DES COMITÉS.....	69
ANNEXE 2 : RÉSULTATS DE LA RRA SUR LA PRIORISATION* ET LA PÉRENNISATION* DES ACTIVITÉS.....	71

Liste des figures

FIGURE 1 : ZONES D'INTERVENTION DE PROSAN	9
FIGURE 2 : POURCENTAGE DES FAMILLES RAPPORTANT LEUR AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE.....	17
FIGURE 3 : MOIS D'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE DE BAKIN TAPKI.....	18
FIGURE 4 : MOIS D'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE DE TOUDROU ANGOUAL.....	18
FIGURE 5 : MOIS D'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE DE BATAMBERI	19
FIGURE 6 : COMPARAISON ENTRE L'ASSISTANCE À LA FORMATION AGRICOLE/ENVIRONNEMENTALE ET LES ACTIVITÉS SOUTENUES	21
FIGURE 7 : ACTIVITÉS AGRICOLES/ENVIRONNEMENTALES CLASSÉES COMME « LES PLUS IMPORTANTES » POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE.....	23
FIGURE 8 : COMPARAISON ENTRE L'ASSISTANCE À LA FORMATION EN SANTÉ ET LES ACTIVITÉS SOUTENUES	30
FIGURE 9 : COMPARAISON ENTRE L'ASSISTANCE À LA FORMATION EN SALUBRITÉ/EAU POTABLE ET LES ACTIVITÉS SOUTENUES	33
FIGURE 10 : AVIS DES MÉNAGES SUR LA SANTÉ APRÈS PROSAN	34
FIGURE 11 : FORMATIONS EN SANTÉ/ACTIVITÉS CLASSÉES COMME « LES PLUS IMPORTANTES »	35
FIGURE 12 : ADHÉSION AUX GROUPEMENTS D'AGRICULTURE DURANT ET APRÈS PROSAN.....	42
FIGURE 13 : ADHÉSION AUX GROUPEMENTS DE SANTÉ DURANT ET APRÈS PROSAN.....	44

Sommaire

TABLEAU 1 : TOTAL DES RÉPONDANTS INTERVIEWÉS PAR VILLAGE ET PAR SEXE...	13
TABLEAU 2 : TAILLE DE L'ÉCHANTILLON ET ÂGE DES 393 RÉPONDANTS	13
TABLEAU 3 : TAUX DES PARTICIPANTS SE SOUVENANT D'AVOIR ASSISTÉ À DES ACTIVITÉS DE FORMATION AGRICOLE ET ENVIRONNEMENTALE.....	20
TABLEAU 4 : TAUX DE PARTICIPANTS SE SOUVENANT D'AVOIR ASSISTÉ À LA FORMATION EN SANTÉ.....	28
TABLEAU 5 : TAUX DE PARTICIPANTS ESTIMANT QUE DIVERS COMITÉS D'AGRICULTURE/ENVIRONNEMENT SURVIVRONT	40
TABLEAU 6 : TAUX DE PARTICIPANTS AYANT RAPPORTÉ DES COMITÉS INACTIFS.....	43

Remerciements

Cette recherche a été possible grâce au soutien des personnes du bureau de Catholic Relief Services (CRS) au Niger : Bill Rastetter, Oliver Hughes, Abdourhimou Adamou et Caroline Agalheir ; les interprètes Salamatou Adamou et Barko Liman; et les recenseurs Mariama Isshaya Ibrahim, Tankoano Labidi Ousmane, Issoufou Moussa, et Abdoukader Anaroua.

Un remerciement tout spécial à l'ancien personnel de PROSAN : James Quarshie, A. Abdoulaye, M. Laouali et S. Ousseini ; et aussi au personnel de Food for Peace Niger de l'USAID au Niger, notamment Rob Lüneburg, Rita Hudson, et Mariama Diallo Aitchedji, pour leurs contributions et leurs idées.

Merci à nos partenaires nigériens R. Ahamonohou, A. Zangou, M. Ibrahim, Dr. Coulibaliy Aboubacar, et Dr. Lawali Bawa Cheffou, ainsi qu'à nos 24 experts nigériens des services gouvernementaux et techniques et participants clés, qui ont assisté à la synthèse de l'évaluation rurale rapide (RRA).

Nous sommes particulièrement reconnaissants à Paul Perrin et Guy Sharrock pour leur soutien et leur engagement dans ce projet, ainsi qu'à l'ensemble du personnel technique et à l'équipe de publications au CRS, pour leurs précieux commentaires et leur analyse.

Abréviations

CARE	Coopérative pour l'assistance et les secours partout, Inc <i>(Cooperative for Assistance and Relief Everywhere, Inc)</i>
CFW	<i>Cash for work</i> (Argent contre travail)
COSAN	Comité de Santé
CRS	Catholic Relief Services
CSI	Centre de Santé Intégré
CVD	Comité Villageois de Développement
CVA	Comité Villageois d'Animation
DAP	Projet d'assistance et de développement <i>(Development Activity Plan)</i>
DFAP	Programme d'aide alimentaire au développement <i>(Development Food Assistance Program)</i>
EVPC	Équipe Villageoise de Promotion de Croissance des enfants
FFP	<i>Food for Peace</i> (Alimentation pour la paix)
FFT	<i>Food for Training</i> (Vivres pour la formation)
FFW	<i>Food for Work</i> (Vivres contre travail)
GdN	Gouvernement du Niger
HKI	Helen Keller International
HP	Poste de santé <i>(Health post)</i>
S & E	Suivi et évaluation
MYAP	Programme d'aide pluriannuelle <i>(Multi-year Assistance Program)</i>
ONG	Organisation non gouvernementale
PROSAN	Programme de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle
RRA	Évaluation rurale rapide <i>(Rapid Rural Appraisal)</i>
SCAP-RU	Système Communautaire d'Alerte Précoce-Réponses aux Urgences
ST	Services Techniques
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international

Résumé

1.1 ANTÉCÉDENTS

Catholic Relief Services (CRS) a entrepris une étude sur la pérennisation en 2015, afin d'évaluer le maintien des acquis de son *Programme de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle* (PROSAN), projet en vigueur de 2006 à 2012 au Niger. PROSAN a été mis en place par trois ONG : CRS, Cooperative for Assistance and Relief Everywhere (CARE) et Helen Keller International (HKI), sous l'auspice du Bureau de Food for Peace (FFP) de l'Agence américaine pour le développement international (USAID), en tant que Programme d'aide pluriannuel (MYAP) pour soutenir les activités de sécurité alimentaire dans les régions de Dosso, Tahoua et Zinder. PROSAN s'est centré sur l'amélioration de la production agricole et des entreprises agricoles, sur l'amélioration de la santé et l'état nutritionnel des familles, sur le renforcement des capacités des agents de santé, et sur le renforcement de la résilience communautaire.

1.2 BUT, MÉTHODES ET QUESTIONS DE RECHERCHE

Le but de cette étude sur la pérennisation était d'explorer les perceptions de la pérennisation de la part des Nigériens impliqués dans PROSAN, de l'ancien personnel de CRS et des bailleurs de fonds. Il s'agissait d'évaluer l'adhésion des participants aux résultats du projet et leur création d'autres innovations. Elle concernait également l'implication des partenaires dans le maintien des acquis du projet. Cette évaluation repose sur des méthodes qualitative et quantitative, y compris l'établissement du profil de la communauté, les discussions des groupes cibles, les entretiens avec les bénéficiaires et avec les principaux intervenants. L'évaluation a été réalisée dans six communautés de la région de Dosso, avec plus de 500 personnes sur les questions de recherche suivantes :

- 1. La pérennisation des activités et des groupements :** Est-ce que les communautés continuent de réaliser les activités trois à cinq ans après la fin du projet ? Que pouvons-nous apprendre des communautés et de leurs partenaires de mise en œuvre post-projet ?
- 2. Expansion et résultats inattendus :** Même si le projet a été considéré comme un succès aux yeux de la communauté, s'est-il vraiment bien étendu ?
- 3. Promotion du développement durable :** Quelles sont les perspectives à long terme pour une pérennisation soutenue ?

1.3 RÉSULTATS

Trois ans après la clôture de PROSAN, le projet a été considéré comme un succès par les membres de la communauté, les partenaires nationaux, le responsable de l'exécution (CRS), et le personnel du bailleur de fonds (USAID). Les principales conclusions sont les suivantes :

1.3.1 PÉRENNISATION DES ACTIVITÉS ET DES GROUPEMENTS

Il est rapporté que quatre-vingt pour cent (80 %)¹ de toutes les activités sont devenues auto-suffisantes et des innovations communautaires ont vu le jour :

- En moyenne, les ménages ont rapporté être passés de 3 à 6 mois par an de sécurité alimentaire durant PROSAN à 8 à 12 mois au moment de l'évaluation.
- Les femmes ont rapporté disposer de plus de revenus grâce à l'augmentation des ventes des denrées produites et transformées grâce aux moulins à grains.
- Les répondants ont également rapporté une amélioration de la santé, de la salubrité et de la nutrition des ménages, 91 % des répondants indiquant que leur état de santé et leur sentiment de bien-être s'étaient améliorés, en particulier grâce aux efforts des postes de santé et des cliniques que CRS a aidé à construire et grâce aux efforts du gouvernement nigérien qui les soutient en matière de ressources et de personnel.

Les comités ou groupements communautaires ont continué et sont bien soutenus par les ONG partenaires :

- 81 % des comités créés par PROSAN étaient actifs au moment de cette évaluation, avec de nombreux participants discutant des moyens de soutenir les meilleures pratiques au sein de leur communauté, et les membres recevaient encore des formations ou des mises à jour régulières.
- Plusieurs formations nouvelles et de mise à niveau sont réalisées par des partenaires nationaux, des ONG, et de nouveaux canaux tels que les programmes de radio.
- Quelques nouvelles ONG et organisations internationales ont bâti sur le succès de PROSAN, par exemple, en utilisant des terres auparavant gérées par PROSAN pour un nouveau programme de formation à la culture maraîchère, ou en créant des programmes d'hygiène sur les efforts passés de sensibilisation à la santé, ou en accordant des prêts agricoles pour de nouveaux intrants.

Vingt pour cent (20 %) des activités mises en œuvre n'ont pas été maintenues ou ont stagné :

- Malgré des pratiques d'hygiène maintenues par les ménages, et la construction généralisée de latrines, l'assainissement était pauvre dans les villages, et la plupart des latrines étaient tombées en désuétude.
- Moins de 50 % des femmes ont déclaré pratiquer l'allaitement maternel exclusif pour les nourrissons de moins de six mois.
- Alors que près de la moitié de tous les comités de santé n'existent plus, un nouveau personnel des cliniques a assumé une partie du travail des comités, par des messages de promotion de la santé et de l'agriculture, qui sont aujourd'hui diffusés à travers la radio, la télévision, et les portables.
- Les cours d'alphabétisation et les groupes d'animation ont complètement disparu.

¹ Les pourcentages ont été calculés en combinant le nombre d'activités maintenues et le taux de participants qui les ont maintenues.

- À l'exception du *Système Communautaire d'Alerte Précoce-Réponses aux Urgences* (SCAP-RU), un système d'alerte précoce qui s'est élargi, d'autres activités de résilience, telles que les travaux de réfection de pistes et la bonne intendance de l'environnement, n'ont plus la même priorité, en partie à cause de l'absence de vivres et d'aides économiques pour continuer à le faire.

1.3.2 EXPANSION ET RÉSULTATS INATTENDUS

La création d'autres innovations et l'arrêt d'activités reflètent le legs du projet :

- Des innovations communautaires ont vu le jour, telles que des fonds collectifs pour payer le personnel d'entretien du nouveau centre de santé, ou des sanctions imposées par la communauté pour les naissances survenues hors des centres de santé, ou encore le contrôle des économies issues des ventes d'eau de puits.
- Les partenaires nationaux ont fait l'éloge du projet, et beaucoup d'entre eux déplorent son retrait. Les habitants d'un village non PROSAN ont affirmé au personnel du ministère de l'Agriculture et d'une ONG partenaire potentielle que « Personne ne devrait introduire ici un programme, à moins que ce soit un comme PROSAN. »
- Des maçons formés par PROSAN, ainsi des techniciens de réparation de puits, et les jeunes du village, ont appris des techniques de récupération des terres (*zaïs*, diguettes et demi-lunes) qui ont contribué à générer des revenus au-delà des communautés du projet.
- Les activités du projet bénéficiant d'intrants gratuits ne sont plus du tout maintenues depuis que les aides ont été retirées, comme *Food for Training* – vivres pour la formation (FFT), *Food for Work* – vivres contre travail (FFW), ou *Cash for Work* – argent contre travail (CFW) (par exemple, l'alphabétisation, les semis, les latrines, l'animation, etc.) ; néanmoins les intrants ont été très appréciés et ont continué à soutenir l'agriculture et la santé (charrettes, bicyclettes).

1.3.3 PROMOTION DE LA PÉRENNISATION

Les domaines suivants ont été identifiés comme de possibles handicaps à la pérennisation, et pourraient être systématiquement explorés dans d'autres projets :

- Bien que la plupart des comités soient encore en fonctionnement, il n'y a aucun processus en place pour mobiliser et former les jeunes et les nouveaux habitants des villages.
- Alors que les communautés villageoises ont été maintenues, il y a un manque croissant de ressources ministérielles (par exemple, personnel, transports et communications) pour prendre la place d'ONG comme CRS à la fin d'un programme.
- Il existe un déficit de gestion des connaissances sur les données du projet, aggravé par les changements de personnel des ONG, des ministères et des bailleurs de fonds. Les données du projet (contenu de la proposition, données de suivi, résultats d'évaluation, listes de participants, noms des partenaires et accords de fin de projet) doivent être gérées de façon éthique, localement, et placées en ligne, accessibles à tous les projets à venir et aux villages qui voudraient effectuer une auto-évaluation.

1.4 LIMITATIONS

Cette étude sur la pérennisation a été compliquée par des préoccupations de sûreté et de sécurité, des problèmes d'agrégation de données, et des limitations dans la taille des échantillons. En raison de préoccupations de sécurité à la suite de l'attaque de Boko Haram dans la province orientale de Diffa, les régions orientales étaient inaccessibles au moment de cette évaluation. Alors que certaines données ont été fournies par le système de suivi des indicateurs (TSIP), les exigences des bailleurs de fonds étaient axées sur les résultats (par exemple les effectifs formés) plutôt que sur les mesures de développement durable (par exemple, ce qui a été appris et retenu), ce qui a entraîné des lacunes dans les données de base nécessaires pour mesurer les activités et l'implication du comité. En raison de l'absence d'études rétrospectives rigoureuses, notre propre méthodologie multiméthodes a dû être remodelée sur le terrain. Enfin, en raison de contraintes de temps et de ressources, nous avons réalisé 393 des 480 entretiens prévus.

1.5 LEÇONS TIRÉES

Cette évaluation révèle des leçons transférables pour la consolidation de la pérennisation du projet. Les duplications d'efforts détectées dans l'évaluation, par Tufts/FANTA de FFP², des stratégies de clôture de projet en Bolivie, au Honduras, en Inde et au Kenya, concernaient les ressources, les capacités techniques et administratives, la motivation et les liens. Comme la portée et les objectifs de l'évaluation de Tufts/FANTA sont particulièrement similaires à cette étude sur la pérennisation de PROSAN, nous avons choisi de référencer leurs conclusions, pour mieux comme un moyen de comparaison des enseignements issus d'études et de zones géographiques similaires. Notre évaluation a également mis en lumière plusieurs catalyseurs et plusieurs obstacles à la pérennisation.

RESSOURCES

Les communautés vont prioriser leurs propres ressources pour répondre à leurs besoins, et poursuivre les activités de plus grande valeur pour elles. Les aides en espèces et en vivres sont profondément appréciées et peuvent apporter des bénéfices à court terme, mais ne parviennent pas à soutenir le long terme. Deuxièmement, les responsables de l'exécution devraient identifier qui appuiera les projets après leur départ ; les gouvernements manquent souvent de personnel et de moyens de transport pour soutenir les villageois.

CAPACITÉ TECHNIQUE ET ADMINISTRATIVE

Les comités ont joué un rôle clé dans le maintien des activités de PROSAN et des activités de formation dans les communautés. Les résultats des partenaires de PROSAN pourront être considérés comme concluants en ce qui concerne le maintien

2 *Food Security and Nutrition Network. Effectiveness of Title II Program Exit Strategies: Conclusions and Recommendations* (Réseau de sécurité alimentaire et nutrition. Efficacité des stratégies de clôture de programme du Titre II : Conclusions et recommandations). www.fsnnetwork.org/sites/default/files/fanta_exit_strategies_presentation_conclusions_-_finale_-_feb_5.pdf

des comités, en particulier compte tenu de leurs contraintes de ressources et de la participation de certains membres dans plusieurs comités..

MOTIVATION

La motivation était nécessaire du côté des responsables de l'exécution et du côté des bénéficiaires du projet. Le personnel et les partenaires devraient être encouragés à regarder le projet avec perspective et à construire sur ce qui existe déjà dans la communauté. La motivation peut aussi venir des communautés participantes ; le personnel du partenaire reconnaît que de nombreux villages sont motivés et autonomes, mais que d'autres ne possèdent ni les moyens ni la motivation pour se surpasser.

LIENS

Cette évaluation a montré que le degré de participation du consortium et du personnel de CRS lors de la mise en œuvre, puis avec les communautés et les partenaires pendant et après PROSAN, semble être une clé de pérennisation. Ces liens promeuvent une prise en main conduite par le pays.

CATALYSEURS DE PÉRENNISATION

La pérennisation d'un projet peut être comprise par le biais d'une évaluation approfondie de ses divers catalyseurs et obstacles. Les atouts du projet PROSAN au Niger étaient entre autres : le calendrier, la participation, la continuité et l'adhésion. Les obstacles à la pérennisation de PROSAN comprenaient de fait l'impuissance, la dépendance, le manque de gestion des connaissances, et l'exclusion des jeunes.

1.6 CONCLUSIONS

Les bailleurs de fonds et les responsables de l'exécution du projet ont beaucoup à gagner des travaux d'enquête, pour savoir si les programmes sont concluants après que le programme ait pris fin. Bien que les membres de la communauté soient les mieux placés pour affirmer si les résultats souhaités sont soutenus, les organisations partenaires peuvent également partager leur vision des impacts durables d'un projet. Les questions suivantes sont la clé d'une conception efficace des études sur la pérennisation :

- Les communautés et leurs partenaires maintiennent-ils les activités du projet et les comités pour les appuyer encore trois années après la fin du projet d'une ONG ?
- Que pouvons-nous apprendre des efforts de ces communautés et leurs partenaires de mise en œuvre post-projet ? Quelles sont les perspectives à long terme pour une pérennisation solide ?
- Qu'est-ce que les ONG peuvent apprendre des projets pour rendre la pérennisation à long terme plus envisageable partout ?

Un engagement plus ferme des bailleurs de fonds, des responsables de l'exécution et des partenaires est nécessaire à l'ancrage de la pérennisation. Les prochains travaux sur le développement durable devront se centrer sur ces quatre catalyseurs de pérennisation :

- De longues périodes de financement et de longs délais de mise en œuvre ;
- Une vaste participation de la communauté et des partenaires à la conception, à la mise en œuvre, et à la clôture ;
- Une continuité structurée parmi les partenaires afin d'éviter la duplication des efforts ;
- Une prise en main conduite par le pays.



Les femmes recueillent l'eau d'un puits, en saison sèche, pour les plantes de leur jardin potager à Jougola, district de Dogondoutchi, dans la région de Dosso au Niger. Les jardins sont construits grâce aux projets Cash for Work de CRS, à travers une remise en état des terres et l'utilisation de techniques d'irrigation simples. *Photo par Tahirou Gouro/CRS*

Introduction : L'étude sur la pérennisation dans le contexte de PROSAN

2.1 ANTÉCÉDENTS

Le Programme de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PROSAN) de CRS s'est déroulé de 2006 à 2012. PROSAN a été mis en œuvre par trois ONG : Catholic Relief Services (CRS), CARE, et Helen Keller International (HKI) sous la direction de l'USAID/FFP, comme un programme d'assistance pluriannuel (MYAP), pour soutenir les activités de sécurité alimentaire dans trois régions du Niger : Dosso (Loga, Dogondoutchi), Tahoua (Konni, Illéla) et Zinder (Tanout, Mirriah du Nord). Le programme de 30 millions de dollars des États-Unis, prévu pour une période de cinq ans (2006-2011), puis prolongé jusqu'au 30 juin 2012, a succédé à la Proposition d'activité de développement 2000 et 2006 (Initiatives de sécurité alimentaire du DAP/Niger, ISAN) mise en œuvre par les mêmes ONG dans les mêmes zones. PROSAN s'est maintenant élargi à un

nouveau Programme d'aide alimentaire au développement (DFAP) de 40 millions de dollars, financé par FFP, avec quatre agences d'implémentation dans 900 villages à travers le Niger (le projet est appelé *Programme d'Appui à la Sécurité Alimentaire des Ménages-Tanadin Abincin Iyali* [PASAM- TAI]).

Les objectifs stratégiques pour PROSAN 2006-2012 étaient les suivants :

1. Protéger et améliorer les moyens de subsistance en améliorant les conditions pour une meilleure productivité agricole et agro-industrielle.
2. Protéger et mettre en valeur les capacités humaines en améliorant l'état de santé et la nutrition des ménages, et renforcer les capacités des agents de santé.
3. Protéger et améliorer la résilience communautaire en améliorant la capacité d'identifier et de répondre aux crises.

Ce rapport présente les résultats d'une étude sur la pérennisation des activités de PROSAN à travers ces trois objectifs stratégiques, à partir de l'étude sur la pérennisation post-projet des activités. L'évaluation a également porté sur l'indicateur d'impact du nombre de mois d'autoapprovisionnement alimentaire. En raison des restrictions de sécurité et de sûreté, l'étude de la pérennisation s'est axée uniquement sur la région de Dosso du projet PROSAN.

2.2 BUT ET OBJECTIFS DU TRAVAIL D'ÉVALUATION

Le but de l'étude était d'explorer les perceptions de la pérennisation de la part des Nigériens impliqués dans PROSAN, de l'ancien personnel de CRS et des bailleurs de fonds, en mettant l'accent sur l'évaluation de l'adhésion des participants aux résultats du projet et leur création d'autres innovations. PROSAN a également évalué l'implication des partenaires dans le maintien des acquis du projet. L'étude a également évalué la qualité, par la recherche de preuves des perceptions, par exemple des pratiques agricoles améliorées comme la technique du zaï et les moulins-broyeurs à grains/arachide pour une génération de revenus ou un complément de production alimentaire. Ce rapport exposera les résultats globaux du projet et quelques lacunes.

Les outils d'étude ont été conçus pour documenter et recueillir l'information fournie par les propres intéressés à propos des activités, de la pérennité des comités, de l'expansion, et les résultats inattendus, et pour savoir comment favoriser la pérennisation. L'étude n'a pas été conçue pour la collecte de données par des méthodes d'observation, en raison du temps et des ressources limités, et d'autres considérations techniques. Plusieurs fois pendant le travail de terrain, nous avons été confrontés à des questionnements, à savoir si (ré) évaluer la qualité de la mise en œuvre de PROSAN ou évaluer le degré d'exactitude des perceptions. Notre objectif n'était pas de corriger les participants qui avaient des perceptions erronées, mais plutôt de nous centrer sur la façon dont les activités et les résultats de PROSAN étaient soutenus aux yeux des participants. Les commentaires que nous avons recueillis nous ont paru crédibles étant donné que les participants se souvenaient encore des activités du projet près de cinq ans après la fin du projet, et que la grande majorité des réponses ont été confirmées (vérifiées) lors des entretiens auprès d'un partenaire ou du personnel.

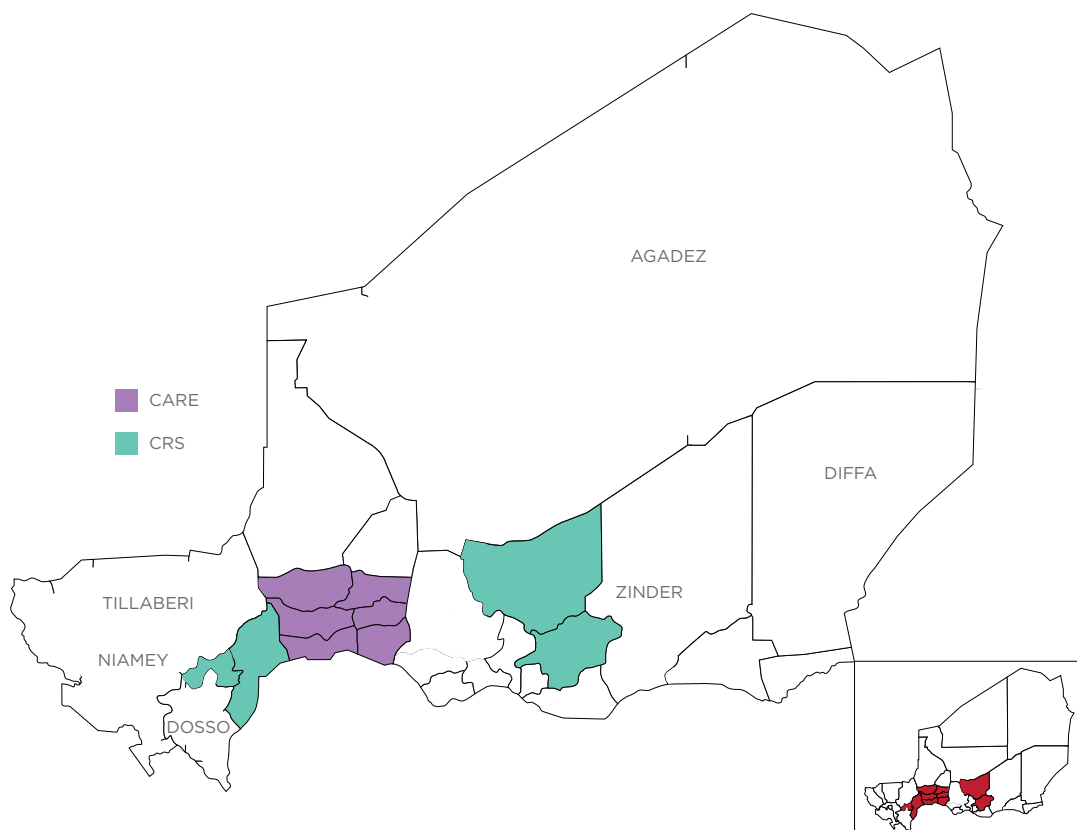
Méthodologie

Une approche méthodologique mixte a été utilisée ; elle associe les méthodes qualitative et quantitative, et implique plus de 500 entretiens. Le séquençage de la méthode qualitative à la méthode quantitative a permis à l'équipe de documenter qualitativement la pérennisation des activités et des comités de PROSAN et de mettre en évidence des zones d'exploration plus profonde durant l'enquête. L'enquête quantitative portait sur des questions telles que les raisons de la pérennisation des d'activités et des comités, les causes du faible allaitement exclusif, le degré d'adoption des activités PROSAN par le partenaire, etc. Notre équipe intersectorielle était composée d'un expert de CRS en santé/nutrition, un expert de CRS en agriculture/ environnement, un interprète et un consultant comme chef d'équipe.

3.1 CHOIX DU SITE

Sur les 70 villages de la région de Dosso, nous en avons choisi six pour représenter les trois zones agroclimatiques proches de la ville principale de Dogondoutchi (Figure 1). Le choix du site est basé sur (1) la concentration des activités et des villages de PROSAN, (2) la diversité agroécologique la plus élevée, (3) l'accès aux soins de santé et (4) la proximité la plus grande aux marchés de Dosso. Les régions de Tahoua et Zinder n'ont pas été évaluées en raison des problèmes de sécurité. L'étude a été réalisée durant plus de six semaines entre avril et mai 2015. Le premier village de l'étude, Batamberi, est situé dans le nord de Dosso, les quatre suivants sont situés dans le centre de Dosso (Angoual Toudroua, Bakin Tapki, Bado et Jougola), et le dernier village, Angoual Magagi Doka, se trouve dans la partie sud (Doutchi) du comté.

Figure 1 : Zones d'intervention de PROSAN



3.2 ÉTUDE QUALITATIVE

Nous avons commencé par la mise en place d'une évaluation rurale rapide (RRA). L'objectif de la RRA était d'identifier les résultats soutenus attendus et inattendus de PROSAN. Nous avons révisé les outils après les deux premiers villages, afin de raccourcir l'étude pour la troisième localité. Nous avons exploré les résultats suivants :

Autofinancement des acquis/activités :

- Quelles sont les activités et les comités encore en fonctionnement ?
- Quelles formations ont eu l'impact le plus durable sur le changement des comportements ?
- Qu'est-ce qui leur a permis de continuer après l'achèvement du programme ?
- Des collectivités particulières ont-elles bénéficié de certaines interventions plus que d'autres ? Pourquoi ?
- D'autres qui, à l'origine, ne participaient pas au projet ont-ils adopté les mêmes activités ?
- Plus de pérennisation générale :
- Quelles institutions et quels groupements locaux ont-ils continué et pourquoi ?
- Dans quelle mesure les ressources du projet ont-elles été remplacées avec succès par des ressources locales ?
- Quelles caractéristiques différencient ceux qui ont continué ?

L'évaluation comprenait une analyse qualitative dans trois communautés. Deux villages se trouvaient dans la région nord (principalement une agriculture pluviale, et aucune culture de légumes, mais une plus grande dépendance du broyage et de la transformation des arachides), et un village dans la région centre-sud (agriculture pluviale et irriguée). Dans tous les domaines, l'équipe a évalué les activités de résilience, santé et salubrité, écologie. Nous avons suivi le calendrier suivant :

- Jour 1 :
 - Cartographie à l'échelle communautaire des partenaires et des activités depuis 2012
 - Évaluation du choc (résilience) ou du calendrier saisonnier à l'échelle communautaire, et des mois d'autoapprovisionnement en nourriture, au cours des trois dernières années (mesure de l'impact.)
- Jour 2 :
 - Débats en petits groupes de discussion (4-6 groupes par village, par genre et par âge) sur les activités maintenues.
 - Classement de la pérennisation de l'activité, pérennisation du comité, et résilience de chaque groupe de discussion.

- Jours 3-4 :
 - Fin des débats en groupe, y compris la discussion sur les résultats inattendus.
 - Synthèse présentée à la communauté et confirmation des résultats.
 - Entretiens avec les partenaires publics et privés pour l'agriculture (4) et les partenaires pour la santé (6) sur leurs rôles post-projet et leur perspective sur PROSAN.

3.2.1 CARTOGRAPHIE COMMUNAUTAIRE ET CALENDRIER SAISONNIER

La RRA a identifié les tendances avant, durant, et trois ans après le projet. Nous avons besoin de contextualiser les trois années après clôture, donc nous avons créé des calendriers saisonniers dans chaque communauté, en nous centrant sur les crises (notamment climatiques) qui pouvaient avoir touché la communauté, pour voir si la pérennisation des activités s'en était vue diminuée, et pour déterminer également la pérennisation des comités du Système d'Alerte Précoce -SCAP-RU. Les calendriers ont également été utilisés pour déterminer l'indicateur d'impact que nous avons défini comme le nombre de mois d'autosuffisance alimentaire. Pour évaluer la pérennisation globale des activités de subsistance de PROSAN, nous avons demandé aux participants comment ils nourrissaient leur famille tout au long de l'année, et l'étendue de leur production alimentaire, de la transformation d'aliments, et des ventes de produits alimentaires. Nous avons calculé le nombre de ménages qui pouvaient couvrir leurs besoins alimentaires pendant la période de mise en œuvre PROSAN, après la mise en œuvre de PROSAN, et pendant la dernière année du projet (2014). Pour comprendre comment l'excédent alimentaire est finalement survenu, nous avons discuté des formations, du niveau d'appréciation vis-à-vis des activités, et des plus grands moteurs de la réussite.

3.2.2 GROUPE DE DISCUSSION

Les débats en groupe de discussion ont porté sur des questions conformément au Manuel de développement intégral des personnes (*Integral Human Development Manual*) de CRS, notamment « Est-ce que les participants au projet ont la capacité de soutenir les acquis du projet ? » et « Est-ce que les participants au projet ont les ressources nécessaires pour soutenir les acquis du projet ? » Des synthèses quotidiennes préparaient l'équipe pour de nouvelles discussions le lendemain, et entre le premier et le deuxième village, nous avons ajouté des questions pour déterminer qui (le cas échéant) avait repris les activités des comités inactifs. Dans les groupes de discussion, nous avons également demandé aux participants d'indiquer dans quelles activités et quels groupements ils intervenaient encore, afin d'évaluer quelles activités nous allions reporter dans l'enquête quantitative.

Les groupes de discussion ont également contribué à définir la méthodologie. En examinant les évaluations de base, de mi-parcours et de clôture du projet PROSAN, nous pensions que nous allions trouver peu de participants, car l'évaluation finale avait évoqué certaines activités adoptées par seulement 7 à 25 % de tous les villageois. Cela s'est avéré ne pas être le cas, puisque la RRA nous a révélé qu'un bon nombre de

personnes avaient participé d'une certaine façon. On nous a dit que tous les ménages avaient participé au moins à l'une des activités des programmes de FFW ou de CFW, et les « non-participants » étaient en fait les parents les plus jeunes de ces familles, des parents en visite, ou une poignée de femmes vivant dans l'isolement. À partir de là, nous avons décidé de ne pas interroger les non-participants pour comparer l'impact.

3.2.3 SYNTHÈSE À LA COMMUNAUTÉ ET ENTRETIENS AVEC LES PARTENAIRES

Après trois à quatre jours de travail sur le terrain, nous avons présenté une synthèse à chaque communauté, pour confirmer les résultats et combler les lacunes restantes, notamment qui avait permis de poursuivre les activités. Notre équipe a également présenté et débattu des résultats au cours d'une séance plénière des partenaires régionaux à Dogondoutchi, en utilisant un format World Café. Vingt-quatre participants du gouvernement local (par exemple le gouverneur régional, deux maires, des experts techniques régionaux et des dirigeants d'ONG) et 13 représentants de villages (3-4 par village) nous ont fait part de leurs commentaires et de leur point de vue sur la façon de favoriser la pérennisation. Les participants ont trouvé la discussion utile et ont demandé davantage de données et une gestion des connaissances au niveau des services techniques et de la communauté. Les résultats ont été utilisés pour nourrir l'enquête quantitative, par exemple quelles activités étaient en cours et quels comités en fonctionnement, ou quelles sources d'information avaient inspiré confiance aux ménages et quelles étaient leurs recommandations pour promouvoir la pérennisation.

3.3 ÉTUDE QUANTITATIVE

L'enquête quantitative reposait sur un questionnaire composé à la fois de questions ouvertes et de questions fermées. Les questions portaient entre autres sur les données démographiques du répondant ; les activités de subsistance couvertes par le projet PROSAN ; l'appartenance à un groupe ; la participation à la formation ; les mesures de santé ; et les pratiques d'alimentation, de salubrité et d'allaitement. Le questionnaire comportait deux questions ouvertes et deux questions fermées. Les questions ouvertes ont été codées lors de la saisie des données pour générer les pourcentages des réponses.

3.3.1 TAILLE DE L'ÉCHANTILLON ET BASE DE L'ÉCHANTILLONNAGE

Un total de 393 entretiens (292 hommes et 101 femmes) ont été réalisés sur 480 interviews prévues et présélectionnées au hasard à partir des listes de villages de la communauté fournies par CRS (Tableau 1). La base d'échantillonnage pour l'étude provenait de la liste des familles dans tous les villages ; il a été assigné 80 entretiens à chaque village. Pour sélectionner les ménages de chaque village, une méthode d'échantillonnage systématique à probabilité égale a été utilisée pour distribuer l'échantillon de façon uniforme à travers le village et obtenir de bonnes estimations quant aux paramètres de population.

TABLEAU 1 : TOTAL DES RÉPONDANTS INTERVIEWÉS PAR VILLAGE ET PAR SEXE

SEXE	VILLAGE						TOTAL
	Angoul Magagi Doka	Angoul Toudrou	Bado	Bakin Tapki	Batamberi	Jougola	
Homme	61	47	19	66	57	41	291
Femme	19	26	11	14	14	18	101
Base totale	80	73	30	80	71	59	393

Les répondants ont été principalement distribués dans la tranche d'âge 31-40 et 41-50 ans (Tableau 2). Les participants de 20-30 ans constituaient le plus petit groupe représenté dans l'évaluation.

TABLEAU 2 : TAILLE DE L'ÉCHANTILLON ET ÂGE DES 393 RÉPONDANTS

ÂGE	20-30 ans	31-40 ans	41-50 ans	51-60 ans	61 ans et +
TAILLE DE L'ÉCHANTILLON	40	105	98	78	72

Nous avons saisi les données des 393 interviews sur SPSS -un logiciel utilisé pour l'analyse statistique- et nous les avons analysées à l'aide de tableaux et de graphiques de fréquence, que nous présentons dans le présent rapport.

3.4 ENTRETIENS AVEC LE PERSONNEL DE CRS, LES PARTENAIRES, ET L'USAID

Après la collecte et l'analyse des données de l'étude quantitative, nous avons interrogé six employés de CRS, six partenaires locaux, et un agent du bureau de l'USAID de FFP au Niger, pour connaître leur point de vue sur la pérennisation de PROSAN. Nous nous sommes centrés sur les activités qui semblaient les plus durables, sans confirmer les activités spécifiquement liées aux services techniques.

Leurs commentaires sont cités dans le rapport. Cette étude pilote ne vise pas une telle confirmation détaillée, mais dans une future étude de la pérennisation, nous nous efforcerons de confirmer les perceptions de la communauté et l'équipe.

3.5 LIMITATIONS

Cette étude sur la pérennisation a été compliquée par une série de limitations, y compris des problèmes de sûreté et de sécurité, des questions d'agrégation des données, et des problèmes de taille d'échantillon.

3.5.1 PROBLÈMES DE SÉCURITÉ

PROSAN a soutenu des activités de sécurité alimentaire dans les trois principales régions du Niger : Dosso, Tahoua et Zinder. Toutefois, en raison de problèmes de

sécurité à la suite de l'attaque de Boko Haram, dans la province de Diffa, à l'extrême-est, les régions de l'est étaient inaccessibles au moment de cette étude. Ainsi, il existe un biais géographique à l'étude du fait que des bénéficiaires d'autres régions n'ont pas pu nous faire part de leurs points de vue. Notre enquête a été encore plus compliquée par une épidémie de méningite à Dosso, au cours de notre travail sur le terrain.

3.5.2 QUALITÉ DES DONNÉES

L'impossibilité de consulter les listes des ménages participant au projet PROSAN a sans doute été la plus grande complication. Les données de PROSAN avaient été agrégées, du niveau individuel et des ménages à un niveau panprojet, par exemple le nombre de personnes formées dans les activités, le nombre de groupes formés, selon les exigences des bailleurs de fonds concernant la présentation des rapports. Ce traitement des données empêchait toute désagrégation des données de suivi à nouveau vers les données relatives aux ménages participants, nécessaires à notre étude. Pour obtenir les données détaillées, nous avons lancé un appel ouvert pour que les participants décident eux-mêmes de venir parler avec nous, au cours de la RRA. Pour l'enquête quantitative, nous avons recréé des listes de participants à partir de la photocopie des registres des six communautés sélectionnées, et les recenseurs de MEAL-CRS Niger ont saisi les noms à la main dans une feuille de calcul, d'où nous avons extrait un échantillon de 480 noms.

Nous n'avons pas utilisé les méthodes d'observation pour vérifier les activités spécifiques (telles que le nombre de personnes se lavant les mains), car cela impliquerait de passer une période de temps prolongée dans la communauté. Nous croyons que la non-observation des pratiques agricoles ciblées était plus un reflet de la saison (sèche), période de notre étude, qu'une non-adoption de la pratique par la communauté. D'autres études pourront être nécessaires pour confirmer l'adhésion à des pratiques spécifiques et à des mesures objectives telles que la qualité de l'eau, la qualité de la construction des latrines, la qualité des pistes, etc.

En raison de l'absence d'exemples concrets d'études rétrospectives rigoureuses, nous avons dû redéfinir sur le terrain notre propre méthodologie à méthodes mixtes. Les méthodes qualitative et quantitative utilisées par les évaluateurs internes et externes de CRS se sont révélées utiles dans notre recherche sur les acquis soutenus, sur les partenaires actifs et sur les innovations, mais plus il faudra encore affiner les méthodes sur le terrain comme nous l'avons fait.

3.5.3 TAILLE DE L'ÉCHANTILLON

Avant cette étude de la pérennisation, CRS avait engagé un consultant local pour réaliser un exercice de préparation dans la zone cible, afin d'identifier la population de l'échantillon. Cela n'a pas tout à fait fonctionné parce que les listes de CRS concernant les participants au projet PROSAN étaient incomplètes. Ainsi, au niveau du village, nous avons dû rassembler les registres des participants et les listes, parce que les données individuelles au niveau des ménages s'étaient perdues au cours de l'agrégation. Le consultant local envoyé avant notre visite a informé les villages de l'évaluation à venir et a aidé à identifier les données nécessaires à l'évaluation.

Comme l'évaluation finale avait aussi rapporté des taux de participation très faibles dans certaines activités, l'équipe qualitative de la RRA a essayé de trouver des non-participants, pour mesurer l'expansion et l'impact de ces activités. Il a été presque impossible de trouver des non-participants, car on nous a dit que presque toutes les familles avaient participé à des activités de FFT ou de CFW. Après des tentatives dans le premier village, nous avons abandonné les entretiens séparés de non-participants en tant que groupe témoin. Néanmoins, l'enquête quantitative, échantillonnée au hasard, a révélé beaucoup plus de non-participants, ce qui a conduit à l'interruption de diverses enquêtes. Nous ne pouvons pas expliquer cette non-participation dans notre recherche, si ce n'est par l'intervention de répondants autosélectionnés au cours de la RRA contre certains ménages absents lors de l'enquête, ou de nouvelles familles ayant emménagé au cours des trois dernières années.

L'étude prévoyait 480 entretiens, mais, en raison des listes incomplètes de participants, nous avons réalisé 393 entretiens, équivalent à un niveau d'importance de 80 %, avec une marge d'erreur de 6 %. Par ailleurs, l'hypothèse d'un taux de non-réponse de 10 % a été avancée pour ajuster la taille de l'échantillon. La taille réduite de l'échantillon peut être attribuée aux causes suivantes : (1) les listes contenaient des entrées en double ; (2) certains répondants de l'échantillon ne sont plus dans les villages (en raison d'une délocalisation ou d'un décès) ; (3) certains répondants de l'échantillon ont indiqué qu'ils n'avaient pas participé au projet PROSAN.

Résultats

Au cours du projet PROSAN (2006-2012), les membres de la communauté ont été formés et/ou ont participé à des activités agricoles de subsistance, de santé, de nutrition et d'hygiène. L'enquête visait à évaluer la mesure dans laquelle ces activités et leurs résultats avaient été soutenus par les membres de la communauté au cours de la période post-PROSAN (2013-2015). Cette section traite de la pérennisation dans les domaines de formation et de mise en œuvre effective des activités de subsistance, comme la nutrition et l'hygiène, et de la pérennisation des structures telles que les groupes et les comités.

Dans l'ensemble, nous avons constaté que trois ans après l'achèvement de PROSAN, le projet était considéré comme un succès par les membres de la communauté, les partenaires nationaux, l'ancien personnel de CRS et un représentant des bailleurs de fonds. Ce qui a étonné les équipes qualitatives et quantitatives lors de cette étude, c'est le sentiment général de développement durable autour de PROSAN : une grande appréciation du projet de la part des communautés, une grande reconnaissance des partenaires envers CRS, et un grand enthousiasme du personnel et des représentants des bailleurs de fonds lorsqu'ils parlaient du projet. La production agricole et la manière dont PROSAN et ses partenaires ont mobilisé les communautés, notamment en aidant les comités et les partenaires à soutenir leur propre développement, ont été perçues comme ayant le plus grand impact. Les résultats de la priorisation des activités sont indiqués en détail en Annexe 1.

4.1 MOYENS DE SUBSISTANCE AGRICOLES

4.1.1 SÉCURITÉ ALIMENTAIRE DES MÉNAGES

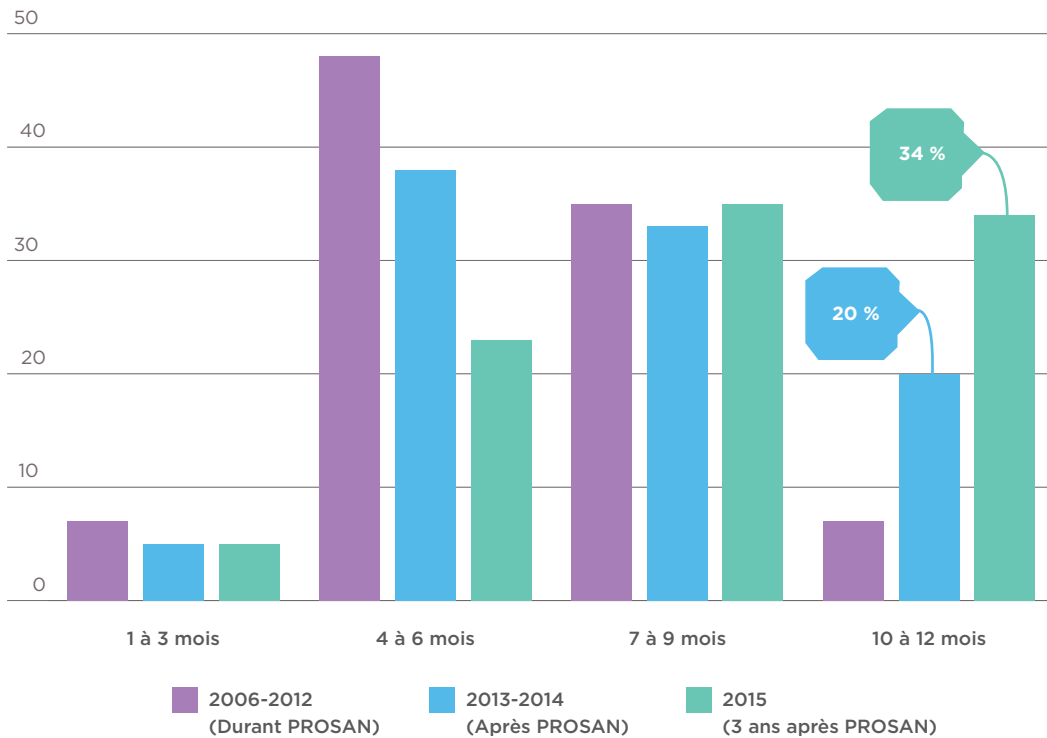
Les ménages impliqués dans notre évaluation sont passés d'une sécurité alimentaire de 3 à 6 mois durant PROSAN, grâce à leur propre production ou à l'achat de nourriture, à 8 à 12 mois de sécurité alimentaire au moment de cette étude (Figure 2).³ Une telle réussite est remarquable quand on sait que la moyenne des précipitations est de 150 mm par an dans la région. Alors que le même pourcentage de familles ont déclaré être en mesure de se nourrir durant 7-9 mois pendant la période de mise en œuvre de PROSAN, après la mise en œuvre de PROSAN, et au cours de la dernière année, il est à noter que seuls quelques ménages ne pouvaient se nourrir que 4 à 6 mois par an, mais que beaucoup d'entre eux pouvaient se nourrir presque toute l'année. Le plus important est la prédominance des barres vertes et des barres jaunes (2013, et 2014, année post-PROSAN).

Elles indiquent que les gens se nourrissent durant plus de mois dans l'année (10 à 12 mois) que durant PROSAN, surtout depuis 2014, et que 34 % des répondants ont dit qu'ils étaient en mesure de répondre à leurs besoins alimentaires pendant près de 12 mois. Les participants ont attribué cela à l'augmentation de la production alimentaire, au broyage de céréales et de légumineuses, ce qui leur a permis de diversifier leur

³ Plus de la moitié (54 %) des personnes au cours de l'enquête ont affirmé que, durant le projet PROSAN, leur stabilité alimentaire ne dépassait pas 6 mois. Ceci se rapproche énormément du rapport final de PROSAN en 2012, qui indique que « le nombre de mois d'approvisionnement alimentaire des ménages a augmenté de 5,5 au départ à 6,98 au cours de l'enquête de CAP 2012, même si un pic de 9,1 mois a été observé lors de l'évaluation finale en 2011. »

alimentation, et de vendre certains des aliments qu'ils produisent pour en acheter d'autres. En plus de 20 ans de travail sur la sécurité alimentaire et de travaux d'évaluation, les évaluateurs de Valuing Voices avaient rarement vu un changement aussi remarquable en matière de sécurité alimentaire perçue à l'achèvement d'un projet, et encore moins trois ans après la fin des appuis du projet.

Figure 2 : Pourcentage des familles rapportant leur autosuffisance alimentaire



Les deux barres de droite indiquent que les gens se nourrissent pendant plus de mois dans l'année (10 à 12 mois) que pendant PROSAN. Le succès est long à construire.

Les deux barres de droite indiquent que les gens se nourrissent pendant plus de mois dans l'année (10 à 12 mois) que pendant PROSAN. Le succès est long à construire.

Le village de Bakin Tapki avait l'autosuffisance alimentaire la plus importante à chaque saison avant le projet, au cours du projet, et après le projet, suivi d'Angoual Toudrou, et moins bien nanti en termes de consommation d'aliments, se trouvait Batamberi (Figures 3, 4, et 5). Pendant la RRA, nous avons discuté des causes de cet écart, et nous croyons qu'il est dû à la présence d'eau pour la culture maraîchère irriguée dans les deux premiers villages.

Figure 3 : Mois d'autosuffisance alimentaire de Bakin Tapki

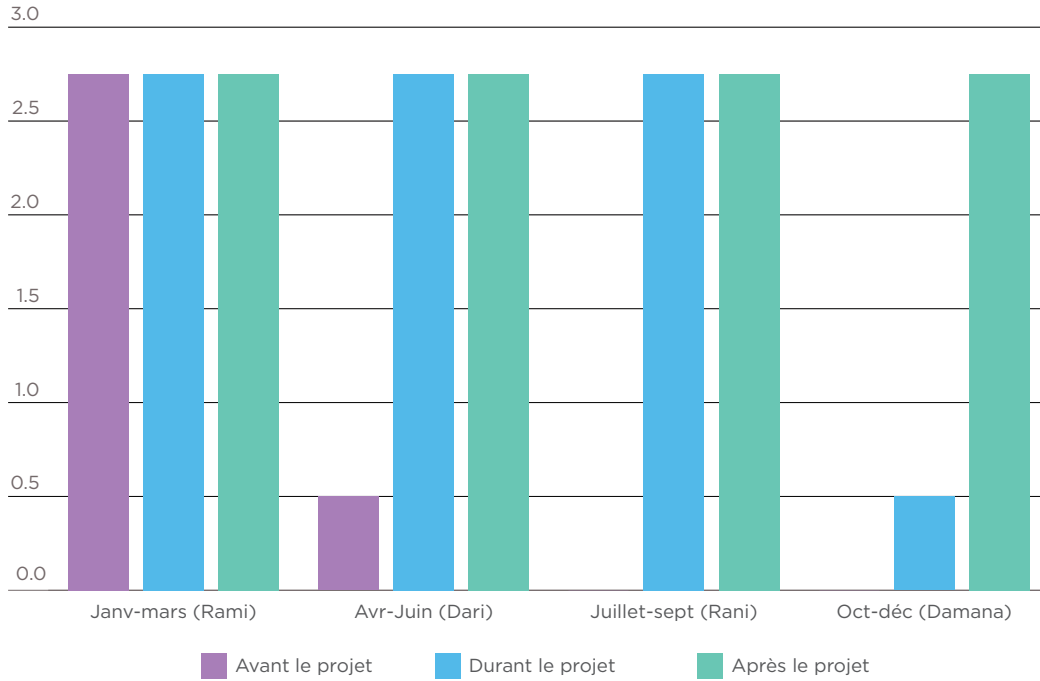


Figure 4: Mois d'autosuffisance alimentaire de Toudrou Angoual

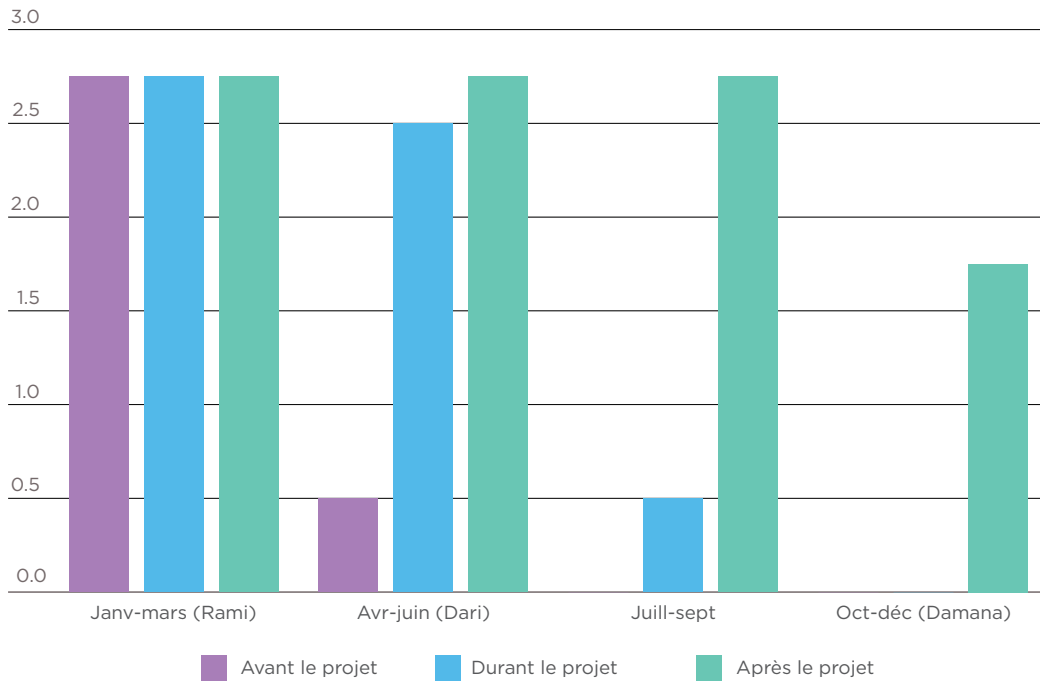
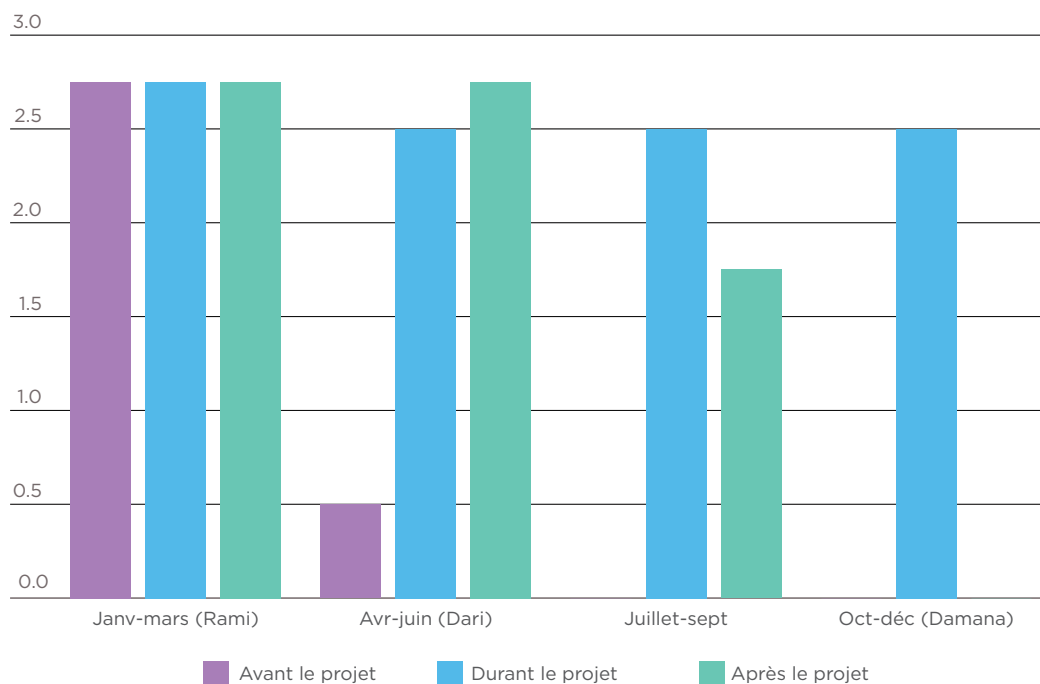


Figure 5: Mois d'autosuffisance alimentaire de Batamberi



Les conditions n'étaient pas propices à la culture de légumes à Batamberi, ce qui semblait être un des facteurs de la précarité de leur sécurité alimentaire (seulement 8 mois après le projet) par rapport aux autres villages de la RRA, qui rapportaient 10 à 12 mois de stabilité alimentaire après le projet. À Batamberi, la moyenne était 8 mois, les hommes de la localité rapportant 10 mois et les femmes 6 mois.

Remarquablement, les trois dernières années, depuis la fin de PROSAN, ont été des années de surplus agricole, sans aucun choc climatique ou civil, autre que la menace actuelle de Boko Haram du Nigeria et la récente épidémie de méningite qui a tué 6 % des personnes infectées. Ainsi, les résultats pourraient changer durant les années de tension.

4.1.2 FORMATION AGRICOLE/ACTIVITÉS ENVIRONNEMENTALES

Les enquêteurs ont demandé aux villageois s'ils avaient reçu une formation dans des activités de subsistance (cultures agricoles et génération de revenus) et d'environnement. Une majorité écrasante des répondants (99 %), avec une cohérence relative dans les trois villages (Tableau 3), ont déclaré qu'ils avaient participé à une formation agricole et environnementale. Les répondants se souvenaient bien des activités et appliquaient ce qu'ils avaient appris. Ceci est un indicateur important de pérennisation.

TABLEAU 3 : TAUX DE PARTICIPANTS SE SOUVENANT D'AVOIR ASSISTÉ À DES ACTIVITÉS DE FORMATION AGRICOLE ET ENVIRONNEMENTALE⁴

ACTIVITÉS DE FORMATION	N = 389	SEXE		VILLAGE					
		Hommes	Femmes	Angoual Magagi Doka	Angoual Toudrou	Bado	Bakin Tapki	Batamberi	Jougola
		239	100	79	72	29	78	71	59
	%	%	%	%	%	%	%	%	
Engrais chimique	88	90	85	92	79	93	82	96	92
Fumure organique	94	95	91	96	89	97	88	100	97
Zaïs et diguettes	85	85	84	84	88	79	78	85	97
Demi-lunes	82	81	85	90	85	66	79	69	93
Séparation des cultures 1m x 1m	62	63	58	63	56	66	54	72	64
Production d'arachides	70	63	90	71	53	83	59	82	83
Broyage d'arachides	29	14	72	30	33	28	27	14	44
Broyage et transformation/ valeur ajoutée de l'arachide	25	11	63	24	29	28	24	10	37
Gestion améliorée des arbres/taille des branches	61	64	51	58	63	76	49	65	66
Semis et plantation d'arbres	61	64	52	63	58	62	60	59	64
Culture maraîchère	78	77	80	100	92	90	81	14	98
Amélioration des semences potagères	71	71	71	94	85	93	68	17	81
Visites d'échange entre villageoises cultivant un potager	10	3	27	8	13	14	15	0	10

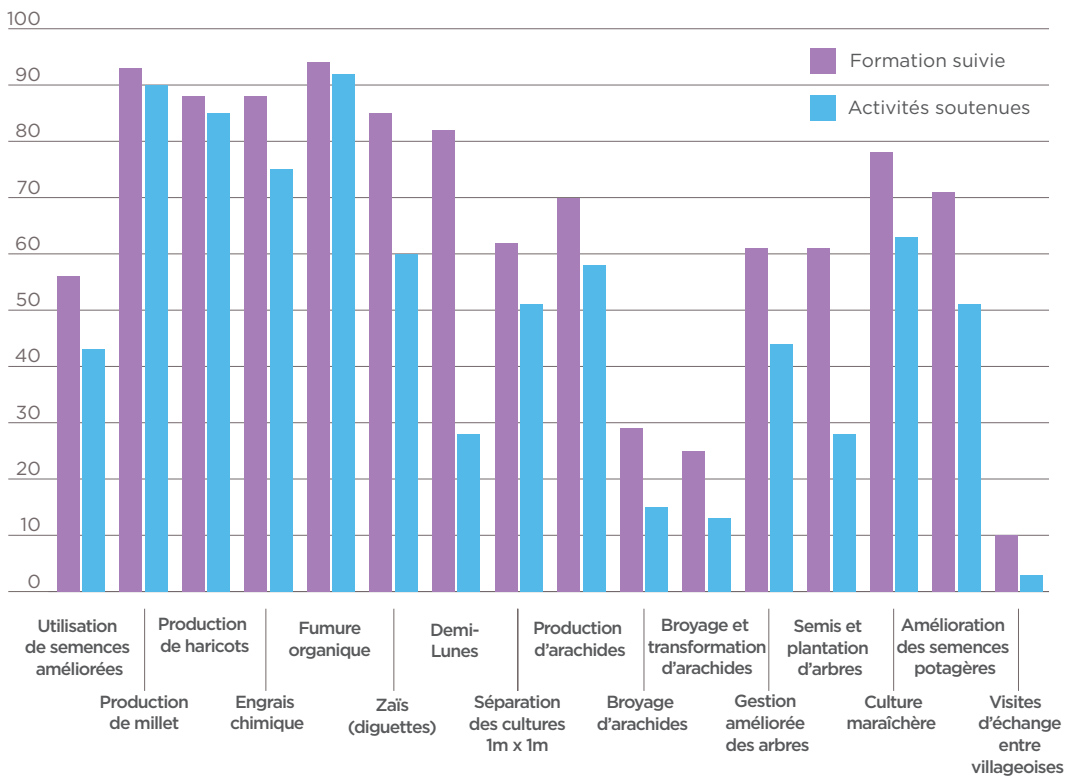
⁴ Alors que dans la majorité du rapport nous avons traduit les tableaux et les conclusions de la RRA en figures, nous avons inclus ce tableau pour illustrer la base des données qui sont généralement présentées sous forme de moyennes, et pour montrer leur cohérence relative à travers tous les villages.

4.1.3 PÉRENNISATION DES ACTIVITÉS DE SUBSISTANCE

La plupart des répondants ont indiqué qu'ils pratiquaient les activités qu'ils avaient apprises au cours du projet PROSAN. Le taux de participants aux activités variait d'une activité à l'autre, mais toutes les activités étaient pratiquées, du moins par certains ménages. Presque tous les ménages pratiquaient l'utilisation de la fumure organique (92 %), la production de millet (90 %), et la production de haricots (85 %). Le broyage et la transformation/valeur ajoutée des arachides (13 %), le broyage seul des arachides (15 %) et les visites d'échange entre villageoises (5 %) ont été signalés comme les activités les moins pratiquées par les ménages à ce moment-là.

Il semble également utile de comparer les activités auxquelles les répondants avaient été formés et les activités qu'ils exerçaient encore. Logiquement, plus le nombre de personnes qui ont suivi une formation est élevé, plus le nombre de personnes réalisant encore les activités l'est aussi (Figure 6).

Figure 6: Comparaison entre l'assistance à la formation agricole/environnementale et les activités soutenues



Dans toutes les activités, l'écart entre ceux qui étaient formés et ceux qui pratiquaient semblait être uniforme, à l'exception de l'utilisation des demi-lunes et les semis/ plantation d'arbres. Cela est probablement dû au fait que les activités à long terme ont aussi un faible rendement immédiat. Dans les entretiens qualitatifs, les participants nous ont dit non seulement qu'il y avait moins de dons d'arbres à planter, mais que le fait que des gens abattaient les arbres dans leurs champs (probablement pour se procurer du

bois de chauffage) décourageait souvent les autres de planter un arbre. Plusieurs communautés, en particulier Batamberi, ont également révélé qu'elles n'utilisaient pas les demi-lunes parce que leur terre ne convenait pas à cette activité. Cette technique a été possible au cours du projet PROSAN parce que les gens cultivaient sur des terres loin de leur domicile, la technique y était nécessaire, plutôt que sur des terres proches de ce village où le sol s'y prête moins. Après la clôture du projet, beaucoup de gens ont cessé de pratiquer cette technique. D'autres villages ont rapporté avoir cessé la construction des demi-lunes à l'arrêt des aides incitatives à la participation.

4.1.4 AGRICULTURE : UN MOTEUR DE CROISSANCE

Une des raisons pour lesquelles la stabilité alimentaire avait pu être prolongée est que les villageois avaient pu accroître leur production alimentaire depuis l'achèvement de PROSAN. Quatre-vingts des répondants ont déclaré que leur production alimentaire avait augmenté au cours de la période 2013-2015. Seuls 12 % estiment que leur production alimentaire n'a pas changé, alors que 8 % ont déclaré que leur production avait diminué ; les raisons de la mauvaise performance tenaient en autres à l'attaque des cultures par les ravageurs et aux précipitations insuffisantes.

Il est devenu évident que non seulement les activités agricoles ont nettement amélioré la production alimentaire des ménages et généré des revenus grâce à la vente des cultures primaires et à la vente des cultures transformées, mais de plus la diversité du régime alimentaire des ménages a également augmenté. La plupart (92 %) des personnes (hommes et femmes à parts égales) ont déclaré que la gamme des aliments qu'ils consommaient à la maison s'était élargie, contre 5 % pour qui elle est restée la même, et 4 % pour qui elle s'est détériorée.

Les ménages étaient tous reconnaissants pour les techniques agricoles améliorées, pour la disponibilité des différentes variétés de cultures et de semences, et pour les initiatives de traitement et valeur ajoutée qui donnent de bons surplus. Les membres de la communauté, surtout les femmes- ont acquis une autonomie financière grâce à l'augmentation des ventes de produits et ont disposé de plus de temps pour d'autres activités, du fait que les moulins sont encore disponibles et bien entretenus.

Une majorité de répondants (92 %) ont déclaré que leurs activités de transformation des aliments ont également augmenté, tandis que seuls 5 % d'entre eux ont affirmé qu'elles avaient diminué, en grande partie en raison de la présence des moulins et des marchés. Soixante-trois pour cent des ménages ont déclaré que leurs ventes de produits alimentaires avaient augmenté. Ceci est une réalisation remarquable compte tenu du fait que la plupart des aliments produits au cours du projet PROSAN étaient consommés par la famille. Les ménages produisent maintenant assez pour leur propre consommation et la vente de leur surplus. Le produit leur permet de diversifier leur alimentation et de couvrir d'autres besoins tels que les services de santé.

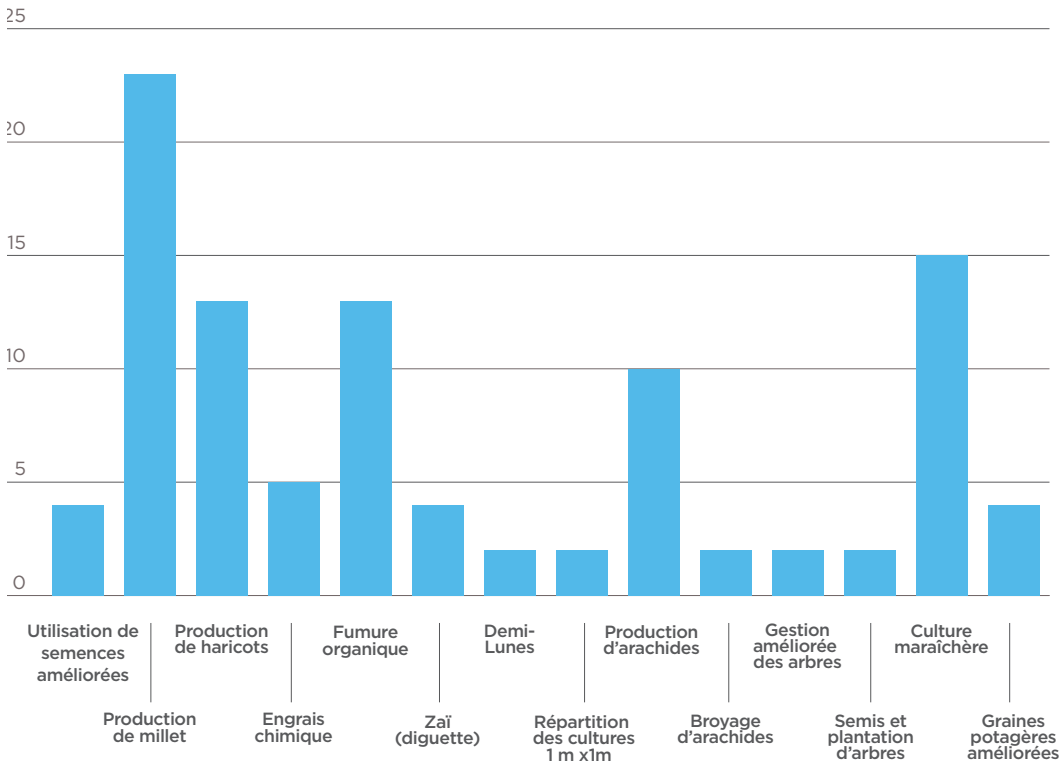
Alors, pourquoi une production alimentaire accrue ? Un tiers des répondants ont dit que cela était dû aux pratiques agricoles améliorées, 20 % ont attribué cette augmentation de la production aux engrais et aux semences chimiques, et un autre 10 % a dit que le compost organique et la culture de légumes avaient été des facteurs clés. Les participants ont affirmé : « Devant Dieu, nous ne pouvons que remercier PROSAN, » et « Avec les nouvelles techniques que nous avons apprises, nous pouvons

augmenter notre production. » Quinze pour cent ont mentionné que l'économie de temps chez les femmes, grâce au moulin broyeur, avait également permis une augmentation de la production, car celles-ci, libérées du broyage manuel, avaient pu réaliser d'autres activités.

À la question de l'enquête sur les trois activités qu'ils continueraient à faire, 46 % ont mentionné la culture maraîchère, 31 % la culture du millet, et 23 % l'agriculture en général. Pour les activités spécifiques, les initiatives spécifiques les mieux classées comprenaient également la culture de haricots et d'arachides (22 %), et les engrais organiques et chimiques (une moyenne de 11 %). Près de la moitié des participants ont déclaré qu'ils partageaient les informations sur la culture de légumes au-delà de leur village, suivi (curieusement) par des informations sur les techniques de zaï, diguettes et demi-lunes (35 %), et sur les engrais organiques et chimiques (23 %). Les moins susceptibles d'être soutenues étaient des activités telles que la restauration des terres, la plantation d'arbres, le broyage, et les semences améliorées (1-8 %). Seule une poignée de villageois ont déclaré que leur production n'avait pas augmenté, en raison des pluies variables et faibles, de la petite taille de leurs champs, ou du manque d'intrants.

Dans l'ensemble, les ménages ont apprécié les activités de subsistance menées au cours du projet. Pour évaluer le niveau d'importance qu'ils attachent à ces activités, les répondants ont été invités à choisir les trois activités principales dans lesquelles ils se sont activement impliqués et à les classer par ordre d'importance pour leur sécurité alimentaire, de la moins importante à la plus importante. Aucune activité n'a fait l'unanimité des répondants (Figure 7).

Figure 7: Activités agricoles/environnementales classées comme « les plus importantes » pour la sécurité alimentaire



Les cultures ont surpassé le traitement et les intrants dans le classement concernant l'importance des activités pour la sécurité alimentaire selon les villageois. Le millet occupe le haut de l'échelle puisque c'est un aliment de base dans la région (23 %), suivi de près par la culture maraîchère (15 %), celle des haricots (13 %), et des arachides (10 %). La culture maraîchère représente une activité nouvelle pour la communauté et il est encourageant de voir qu'un pourcentage non négligeable de répondants la considèrent comme une initiative très importante pour la sécurité alimentaire. Certaines des personnes lors de la RRA, en particulier les jeunes, ont dit que le rendement avait doublé ou triplé grâce aux technologies de PROSAN, telles que les engrais organiques, ce qui a permis de doubler la production à Bakin Tapki, de 10 à 20 sacs de grains. De nombreux participants à la RRA à Angoual, Toudrou et Bakin Tapki ont estimé que la production de légumes leur a apporté des revenus, fruit des ventes, et l'amélioration de leur alimentation. Les hommes ont commencé à produire des arachides, traditionnellement plantés par les femmes. À l'autre extrémité du spectre, les demi-lunes, la séparation des cultures 1 m x 1 m, la gestion améliorée des terres, y compris la taille et la plantation d'arbres, et le broyage des arachides étaient des activités d'un intérêt minime, avec 2 % chacune.

Malgré le fait que la plupart des répondants ont dit qu'ils poursuivront ces activités, 39 % ont estimé qu'ils pourraient devoir en abandonner certaines à l'avenir. Environ un tiers d'entre eux en ont fourni les motifs, notamment des difficultés climatiques, le manque de main-d'œuvre, et le coût des engrais. Cela affecterait le maraîchage (rémunérateur) (25 %), suivi de près par la production de millet (24 %), et la production d'arachide (13 %). Compte tenu de la faiblesse des précipitations au Niger, l'équipe a perçu ces réponses plus comme un cas de réalité climatique qu'une réticence de la part de l'agriculteur.

4.1.5 REVENU DIVERSIFIÉ DU PROJET PROSAN

Alors que la formation et les intrants agricoles de PROSAN, tels que les semences, ont très bien réussi à augmenter la production, au mieux de notre connaissance, aucune initiative de commercialisation fiable n'a été mise en place pour la vente du surplus des récoltes. En dépit de l'offre importante, la demande était si faible à certains moments que les cultures ou l'huile d'arachide produite restaient invendues et moisissaient. Un groupe de femmes d'Angoual Toudrou ont perdu leurs revenus, un camion entier des légumes qu'elles vendaient n'ayant jamais été payé. Si les bailleurs de fonds et le gouvernement avaient prévu le succès de PROSAN, les partenaires du secteur privé auraient été mobilisés plus tôt. Si elles avaient été largement diffusées, les nouvelles de leur productivité auraient pu attirer les investissements du secteur privé ou de nouveaux projets de la chaîne de valeur.

Des possibilités d'emploi ont vu le jour grâce à une meilleure connaissance des pratiques telles que la construction de diguettes agricoles alimentées par les pluies, qui a tenu les participants occupés, y compris ceux contraints à parcourir de longues distances de manière saisonnière. L'exode saisonnier des jeunes a diminué grâce à l'augmentation de la production alimentaire, en particulier en raison de la culture des légumes en potager, même pendant la saison sèche. De même, les maçons et les réparateurs de puits formés

par PROSAN ont pu se procurer des revenus (20 000 CFA – environ 300 euros) en travaillant de façon privée dans d'autres villages.

Les activités de formation de PROSAN ont conduit à une augmentation de la production et à la vente de produits tels que les arachides broyées, la pâte d'arachide, l'huile d'arachide et les légumes. Par ailleurs, le broyage réalisé par les femmes a augmenté parce qu'elles ont bien compris le lien entre la production, le gain de temps et la valeur ajoutée des produits transformés. L'agriculture a intensifié l'autonomie financière des femmes, produit des ventes de leur production et des graines de leurs légumes. Deux femmes ont déclaré, « Avec les moulins, il y a plus de céréales disponibles, et le moulin allège nos tâches et modernise nos vies. » Une autre déclarait : « Cela permet aux femmes d'avoir d'autres occupations. » Pour confirmer ces avantages, disons que moins de 5 % de l'ensemble des 393 répondants ont déclaré que la consommation n'avait pas augmenté grâce au broyage. À Bakin Tapki, les femmes ont capitalisé et ont encore 300.000 CFA sur leur compte épargne grâce au broyage. À Batamberi, les hommes ont commencé à cultiver des arachides (traditionnellement considérés comme le travail d'une femme) parce que c'est rentable. Néanmoins, les femmes s'occupent encore du broyage et de la transformation en huile d'arachide.

En outre, l'initiative même de la formation du personnel de maintenance a également apporté des revenus aux communautés. Par exemple, les maçons et les techniciens de réparation de puits formés par PROSAN nous ont parlé de leurs gains dans d'autres villages. Les jeunes ayant appris les techniques du zaï et de la demi-lune ont aussi généré des revenus, tout en travaillant de façon saisonnière en dehors du village.

4.1.6 6 AUTRES INNOVATIONS DANS LES VILLAGES : UNE MARQUE D'AUTOSUFFISANCE

Manifestement, certaines activités sont tellement appréciées que les communautés ont commencé à les soutenir avec leurs propres finances. Des innovations communautaires ont vu le jour, telles que les fonds collectifs pour payer le personnel d'entretien des centres de santé. Dans le cas de Batamberi, l'équipe de la RRA a su que les villageois avaient collecté 1000 CFA lors de chaque célébration de mariage et de baptême, pour payer le salaire hebdomadaire de la personne chargée de nettoyer le centre de santé. La communauté d'Angoual Toudrou a également obtenu de l'argent de la vente d'eau, argent qui a été réparti entre le bureau du maire, le comité d'entretien de la pompe à eau, et une personne chargée du maintien de la propreté du point d'eau. Bien que l'équipe n'ait pas obtenu de chiffres concrets, la communauté semblait très fière de l'état du point d'eau, à savoir de sa propreté et de son entretien. À Bakin Tapki, l'admission involontaire au centre de santé était frappée d'une pénalité, imposée à toute naissance hors du centre de santé, ce qui a assuré le respect de la réglementation.

4.1.7 AUTRES RÉSULTATS INESPÉRÉS EN AGRICULTURE/ENVIRONNEMENT

Les personnes ont mentionné une variété de résultats, durables grâce à l'amélioration de la formation agricole de PROSAN. Par exemple, le paillage avait conduit à une amélioration de la qualité des sols et les villageois transportaient

régulièrement des engrais organiques d'origine animale dans les champs à l'aide de charrettes. De nouvelles initiatives ont également été très bien accueillies, comme un nouveau groupement local de multiplication de semences, MOURIBANE. Le groupe compte huit multiplicateurs de semences depuis PROSAN, cultive du millet, des haricots et des arachides sur 5 à 10 hectares. Un multiplicateur de semences vend aujourd'hui ses graines d'oignon à Bakin Tapki. Grâce à la production de semences de PROSAN, certaines personnes ont commencé à produire et vendre des graines de laitue, d'oignons et de tomate. En fait, PROSAN a fait la réputation de Batamberi dans la zone, notamment pour sa foire aux semences. La personne formée comme expert en semences a été élue président de la Multiplication communautaire des semences en 2015. Lors de la foire, le personnel de PROSAN a rencontré les représentants du gouvernement.

L'exode des jeunes a diminué durant PROSAN et le projet de l'ONG Swisscontact. Grâce à la location de terres à Angoual Toudrou, au cours des activités de démonstration agricoles de PROSAN, ce nouveau projet de Swisscontact a été implanté sur les mêmes terres pour former 100 nouveaux producteurs de légumes et formateurs. (La quatrième classe de 25 jeunes est actuellement en formation.) L'exode saisonnier des jeunes a diminué en raison de l'augmentation de la production alimentaire, et plus particulièrement en raison de la culture maraîchère pendant la saison sèche, mais aussi grâce à une meilleure connaissance des pratiques, telles que les cultures pluviales selon la technique des diguettes, qui a fourni aux jeunes un emploi local.

Et tandis que les jeunes se chargent des nouveaux semis, les femmes replantent souvent de petits plants qu'elles trouvent dans leur propre champ, dans un effort de maintien de la qualité des sols. Bien qu'il y ait eu un certain désaccord quant à savoir s'il était avantageux que des femmes et des hommes travaillent ensemble dans les champs, les femmes ont parlé favorablement de leurs visites d'échange dans d'autres villages. En outre, la production maraîchère a augmenté les revenus personnels des femmes, et l'on a vu même certaines d'entre elles vendre leur surplus à leur mari. Après PROSAN et la formation menée par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les femmes ont commencé à utiliser des microdoses d'engrais qui sont devenues disponibles par le biais du projet de la FAO, qui a aussi financé de petites boutiques d'intrants agricoles. Malheureusement, beaucoup de femmes ne vendent pas leur production d'huile d'arachide. (Certaines disent avoir besoin d'un marché, en dépit du fait qu'il y a des marchés de proximité dans les villages adjacents.)

Les activités environnementales ont été bien cotées par les participants, mais dans une moindre mesure par rapport à l'agriculture. La régénération naturelle est parfois employée (en particulier par les femmes pour les cultures pluviales), mais l'abattage d'arbres dans certains champs (probablement pour se procurer du bois de chauffage) décourage les villageois de soutenir la croissance naturelle des arbres. En dépit de la formation à la production de semis, ceux qui ont reçu la formation attendaient des intrants de l'extérieur (des sacs ou même des semis) pour poursuivre cette activité. Peu continuent de créer ou d'utiliser les techniques du zaï ou des demi-lunes pour des raisons environnementales ou agricoles, même si certains participants ont dit qu'elles

étaient très utiles. Soit le sol n'est pas considéré d'assez bonne qualité soit ils ne sont pas payés pour cela, comme dans le cadre des programmes CRW ou FFW.

La prise en charge de l'entretien et la réparation de la pompe à eau à Batamberi étaient importantes en ce sens que des fonds communautaires étaient utilisés pour les réparations. En dépit des efforts répétés de réparation par le comité de gestion des points d'eau, très actif et gérant un fonds de réparation de 10 000 CFA, pour payer les pièces de rechange et les réparations de la pompe, il y avait un manque d'intérêt de la part du service technique de l'eau (ST). Ce manque d'intérêt était inattendu. Alors que de nombreux répondants exprimaient clairement le lien entre l'eau et la santé, soulignaient que les puits fonctionnaient bien, et que de l'eau propre signifiait moins d'enfants malades et plus de ménages propres, de grandes lacunes persistent dans la pratique communautaire.

4.2 SANTÉ, NUTRITION, SALUBRITÉ ET ASSAINISSEMENT

Notre étude sur la pérennisation post-projet montre que certaines activités et certains comités liés à la santé ont été repris par le personnel des centres de santé construits par PROSAN, et que l'accès à la santé et à l'hygiène a été fortement apprécié par les communautés. Le gouvernement du Niger joue un rôle particulièrement important dans la pérennisation de la santé, de la nutrition et de la salubrité, si l'on tient compte du personnel et des ressources médicales qu'apporte le gouvernement. L'emphase portée sur la nutrition peut être en partie attribuée à une ONG locale, PAEPA II, qui vient de clore un projet d'assistance en matière de salubrité, de sorte que son intervention était encore fraîche dans l'esprit des participants. PAEPA II s'est joint au ministère de l'eau du Niger pour enseigner la salubrité après PROSAN, et maintenant un nettoyage des rues est réalisé de façon hebdomadaire. Les feuilles, les déchets animaux, et d'autres déchets, sont collectés et utilisés pour le compostage, qui est largement apprécié. En outre, à Angoual Toudrou, un bénévole de la communauté se charge du nettoyage des environs du centre de santé.

4.2.1 ACTIVITÉS DE SANTÉ, DE NUTRITION ET DE SALUBRITÉ

Plus de 85 % des répondants ont dit qu'ils avaient reçu une formation en matière de santé, nutrition, et hygiène. La participation allait de 18 % pour les initiatives en faveur des mères et des enfants en bonne santé, et des mères-chefs de familles, jusqu'à 25 % en ce qui concerne la formation aux pratiques de cuisson pour une alimentation diversifiée. Presque tous les participants (97 %) ont été formés à la propreté domestique, 93 % au lavage des mains, et 88 % aux soins de santé pour enfants et adultes malades. Comme dans le cas de la formation à l'agriculture/ environnement, les villages ont participé à peu près dans les mêmes proportions.

TABLEAU 4 : TAUX DE PARTICIPANTS SE SOUVENANT D'AVOIR ASSISTÉ À LA FORMATION EN SANTÉ

ACTIVITÉS DE FORMATION	N = 335	SEXE		VILLAGE					
		Homme	Femme	Angoual Magagi Doka	Angoual Toudrou	Bado	Bakin Tapki	Batamberi	Jougola
		239	96	67	59	26	62	67	54
%	%	%	%	%	%	%	%	%	
Soins de santé pour enfants et adultes malades	88	87	91	87	90	96	82	90	87
Formation en santé	52	49	59	52	56	50	56	49	46
Formation et diffusion de l'allaitement exclusif, supplémentation en iode	61	54	80	58	53	69	68	58	69
Vaccinations	76	69	94	72	78	85	79	69	83
Conseils nutritionnels	68	60	88	70	64	85	53	69	78
Démonstration et pratique culinaire pour une alimentation diversifiée	25	12	58	24	29	35	27	15	30
Diversité de l'alimentation des enfants enrichie de porridge, de 6 à 24 mois	37	27	64	37	37	46	31	33	46
Diversité alimentaire des adultes	46	40	60	45	46	54	44	39	54
Consultations prénatales	75	67	95	76	75	81	66	75	81
Promotion de croissance des enfants	26	18	47	22	22	38	26	24	33
Sels de réhydratation par voie orale (SRO)	56	47	80	63	59	73	53	42	59
Mères-chefs de famille/déviante positive des mères avec des enfants en bonne santé	18	7	47	19	20	38	5	9	31
Filtration de l'eau	84	82	86	87	80	88	85	81	83
Latrines	73	74	72	76	78	77	61	76	72
Lavage des mains	93	93	94	96	83	100	90	99	96
Propreté domestique	97	97	98	97	95	100	97	100	96
Réhabilitation de la pompe à eau/eau potable	49	46	58	39	42	50	27	67	72
Allaitement maternel exclusif	49	41	69	49	47	50	37	55	56



Le directeur régional de CRS, Jean-Marie Adrian, se penche sur un nouveau puits construit par CRS dans un jardin potager en saison sèche. Photo par Tahirou Gouro/CRS

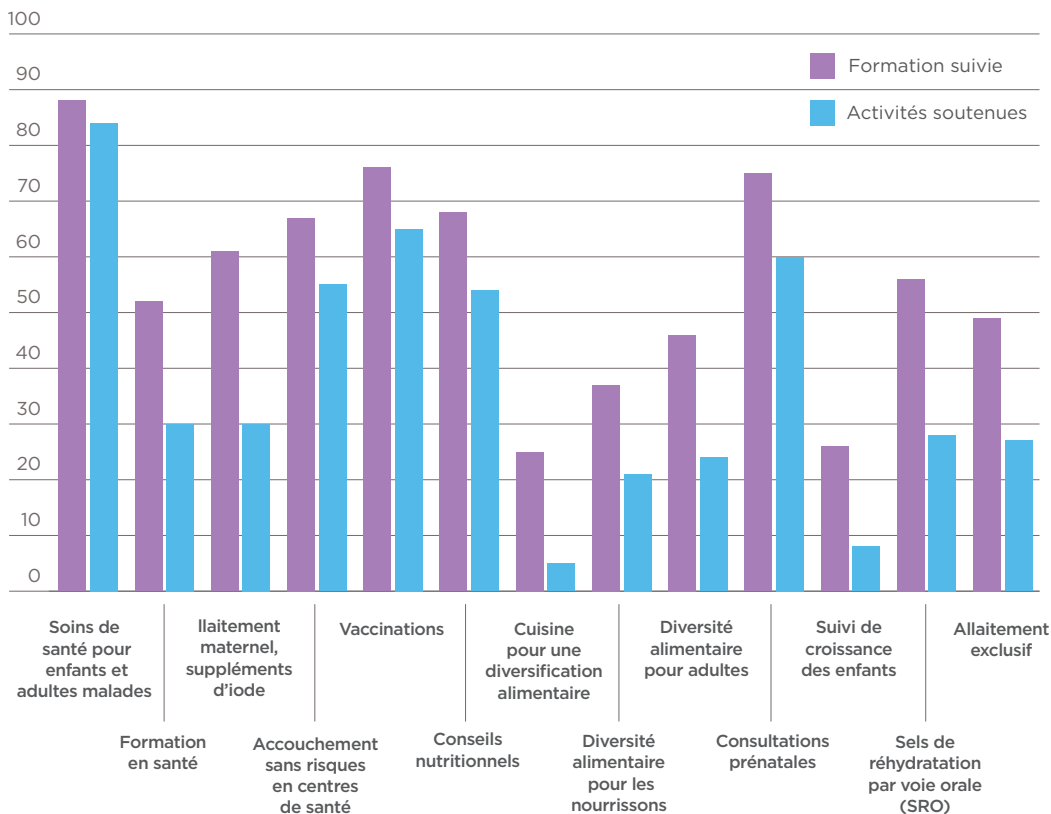
4.2.2 PÉRENNISATION DES ACTIVITÉS DE SANTÉ

Mis à part la formation d'un grand nombre d'entre eux, les répondants ont dit qu'ils pratiquaient encore un certain nombre d'activités (Figure 8), ce qui a fait apparaître des résultats plus variables que pour l'adoption des pratiques agricoles. La plupart des activités étaient encore pratiquées par au moins 50 % des participants. Les activités pratiquées par un plus petit nombre de personnes formées ont été moins soutenues que celles regroupant de nombreuses personnes formées. Les activités les plus pratiquées sont de loin les soins de santé pour les enfants et les adultes, suivies par les accouchements sans risques, les vaccinations, mais les conseils nutritionnels et les consultations prénatales sont en légère baisse. À Angoul Toudrou, presque tous les hommes ont dit qu'ils avaient amené leur épouse au centre de santé pour des accouchements sans risque (parfois en charrettes ou à motos, qu'ils ont achetées grâce aux activités de CFW). Les consultations prénatales ont également augmenté depuis la fin du projet.

Pourtant, en ce qui concerne la formation générale à la santé, on assiste à des baisses plus marquées parmi les personnes qui ont reçu une formation que parmi celles qui pratiquent l'activité à laquelle elles ont été formées (40 %). Des baisses ont également été observées dans l'allaitement maternel exclusif et la supplémentation en iode

(50 %) et dans l'alimentation complémentaire (35 %). Les entretiens de la RRA ont montré que très peu de femmes continuaient à préparer la bouillie complémentaire enrichie, malgré une formation approfondie et un bon nombre d'aliments disponibles (même pendant les saisons chaudes et les époques de famine). Très peu de mères allaitaient exclusivement au sein, et de nombreux soignants donnaient de l'eau aux nourrissons de moins de six mois. On nous a dit : « Quand les femmes doivent partir aux champs ou au jardin potager, les membres de la famille qui gardent les enfants ont besoin de leur donner quelque chose quand ils pleurent. » Nous avons vu des grand-mères donner aux enfants de l'eau sale. L'alimentation complémentaire a été rapportée comme rare, tout comme la diversification alimentaire au cours des six derniers mois, tout au moins en partie, puisque le comité chargé de la promotion de croissance (EVPC) n'est plus en fonctionnement dans les villages.

Figure 8 : Comparaison entre l'assistance à la formation en santé et les activités soutenues⁵



Bien que le projet ait permis l'augmentation de la quantité de divers aliments, la cuisine pour un régime alimentaire diversifié a chuté de 80 % à seulement 5 %, et la diversité du régime alimentaire des adultes a chuté de 50 %. CRS pourrait en profiter pour explorer un peu plus cette question dans le projet de suivi. Pourtant, en même temps, le technicien de la clinique de santé et le médecin régional à Batamberi ont dit qu'ils ont vu le taux de malnutrition chuter de façon spectaculaire, et que presque toutes les femmes participent aux consultations prénatales ou accouchent au centre de santé. Cela est dû en grande partie à la pratique communautaire d'encourager les femmes à recevoir des soins prénataux

⁵ Nous avons séparé les résultats de santé et nutrition (Figure 8) de ceux de salubrité et assainissement (Figure 9) qui avaient une plus grande pérennisation.

ou à accoucher au centre de santé. La présence répétée de la femme au centre de santé est aussi due aux formations en santé, en vaccination des enfants, et en promotion de croissance. À Angoual Toudrou en particulier, le taux de malnutrition aurait diminué, selon les rapports du poste de santé, et beaucoup attribuent cela à la diversification alimentaire. En dépit de tous les acquis du projet de production alimentaire, on rapportait encore des ménages très mal nourris dans le village d'Angoual Toudrou.

Des enfants visiblement mieux nourris seraient rapportés dans la communauté de Bakin Tapki, probablement grâce à l'EVPC (promotion de croissance) et aux visites plus fréquentes au centre de santé. Ce centre est un des acquis de PROSAN, construit avec des ressources de « Nourriture contre travail », sur les fondations de la petite clinique de santé du village. Aujourd'hui, cette nouvelle clinique met en contact les gens et beaucoup d'autres professionnels de la santé, et elle est une raison majeure de la perception d'un état de santé amélioré des participants.

Les activités les moins pratiquées comprennent la formation des mères chefs de famille/ des mères déviantes positives ayant des enfants en bonne santé aux soins de santé des enfants (chute de 80 %), le suivi de croissance de l'enfant (correspondant probablement aux mères amenant leurs enfants à la clinique, plutôt qu'à un fait rapporté par les agents de santé de la communauté) -diminution de 70 %-, et l'allaitement maternel exclusif (diminution de près de 50 %). Nous avons débattu de la chute dans la promotion de croissance avec les médecins de l'hôpital de district, au cours de notre visite dans les villages, et notre expert en santé, Na Oumé Habou Ibrahim, a fait remarquer le décalage entre les indicateurs de santé révélés par la promotion de croissance et ceux du suivi de malnutrition sévère dans les centres de santé. Les médecins ont expliqué que « les liens sont très faibles, car seul un membre du personnel de l'ONG est en liaison avec un membre du personnel technique de l'équipe de santé du district, donc quand il n'est pas là, rien ne va. » Ils ont suggéré que les services techniques du gouvernement du Niger s'impliquent dans l'ensemble du projet, depuis l'approche jusqu'à la mise en œuvre du processus, pour s'assurer d'être prêts pour la pérennisation du projet. Bien qu'ils connaissent vaguement PROSAN, ils ont affirmé qu'une telle approche était importante « pour assurer la prise en main communautaire et la pérennisation... [et que] la connaissance des membres de la communauté, les techniques de base, et l'expertise devraient être prises en compte par les partenaires, qui pourraient construire sur ces bases. »

Le personnel de santé et nutrition de CRS a indiqué que le niveau actuel de 25-50 % de femmes allaitant exclusivement au sein est supérieur à la moyenne nationale (23 %), rapportée en 2012 par le Ministère de la Santé du Niger⁶, et bien mieux que les 9 % rapportés par l'UNICEF en 2008⁷. Certains membres du personnel étaient en désaccord avec les chiffres apparus dans l'évaluation finale de PROSAN, qui rapportait un allaitement exclusif au-dessus de 95 %. Au cours de la RRA, nous avons constaté que dans les trois villages, environ un quart à un tiers des femmes seulement pratiquaient cet allaitement exclusif. Toujours au cours de nos discussions communautaires, on nous a présenté trois enfants en âge scolaire comme étant forts et sains tout au long de leur vie, grâce à l'allaitement maternel exclusif, mais ils étaient une exception. Il y avait également une certaine confusion, l'un des pères imputant publiquement à l'allaitement les mauvaises performances scolaires de son fils. Selon

6 Enquête Démographique et de Santé et à Indicateurs Multiples (EDSN-MICS IV) 2012. (www.stat-niger.org/statistique/fichier/EDSN_MICSIV2012/EDSN_MICSIV2012-Rapportdefinitif.pdf).

7 UNICEF. 2008. Afrique occidentale et centrale. http://www.unicef.org/wcaro/english/4501_5404.html.

certaines autres indicateurs, la programmation de la santé devrait faire l'objet d'une plus grande attention lors de la mise en œuvre, par exemple, le kit de santé FARN de PROSAN a été retrouvé intact, inutilisé. Plus en avant dans le rapport, nous abordons la menace que représentent les aides incitatives pour la pérennisation.

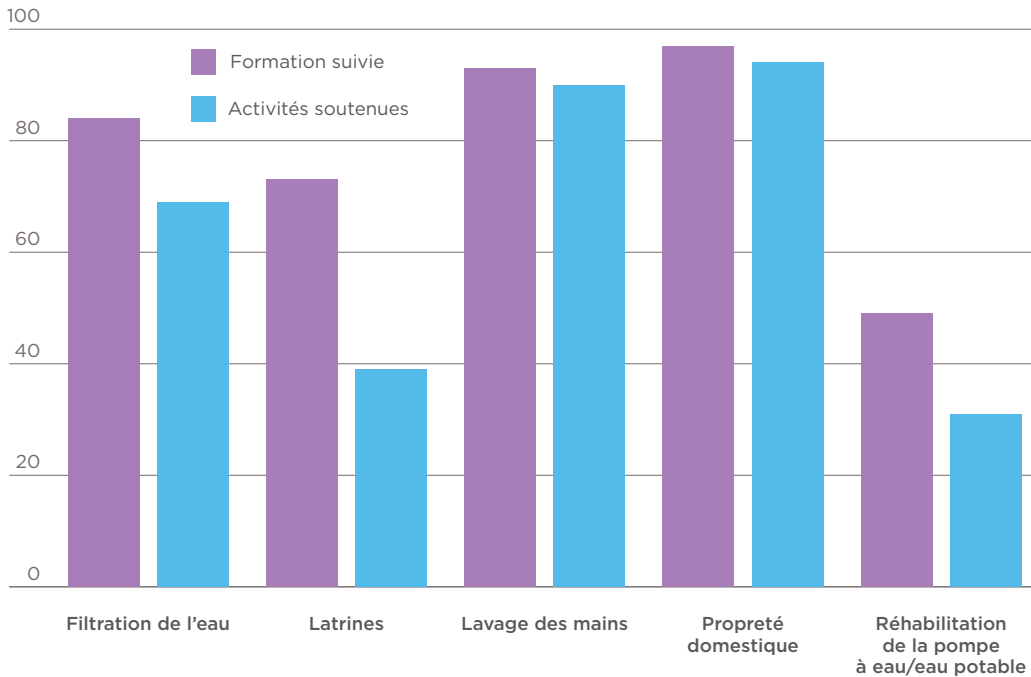
4.2.3 PÉRENNISATION DES ACTIVITÉS DE SALUBRITÉ/ASSAINISSEMENT

Les activités de salubrité, telles que le lavage des mains et la propreté domestique, se sont démarquées, et semblaient inspirer à peu près les mêmes pourcentages de répondants qui avaient suivi une formation. Lorsqu'on leur a demandé en question ouverte quelles activités pourraient être les mieux maintenues, l'hygiène et la propreté ont été la première réponse de 78 % des répondants, suivi de l'ensemble des soins de santé (46 %), et les activités de santé plus spécifiques concernant les enfants (consultations prénatales, accouchements sans risque, vaccinations), jusqu'à 13 %. Cela est encourageant, car c'est une preuve que les personnes ont réussi à mettre en pratique ce qu'elles ont appris lors de la formation et tout au long du projet PROSAN. (L'équipe soupçonne également l'ONG PAEPA II d'avoir soutenu cette connaissance dans le projet des années 2012-13.)

Il semblait y avoir des baisses plus marquées dans la filtration de l'eau et l'entretien de la pompe à eau. La plus forte baisse a frappé l'assainissement, dont nous avons vérifié le quasi-échec. Bien que la plupart des villages aient des latrines, communales ou domestiques, leur utilisation était très faible et la défécation en plein air était très répandue. L'entretien et la construction de latrines étaient très déficients. Par exemple, des huit latrines communes de Batamberi, deux seulement avaient été construites, par une seule personne, depuis la fin du projet, et seulement quelques-unes semblaient en fonctionnement. À Angoual Toudrou, la plupart des latrines de PROSAN se sont effondrées, en raison de la mauvaise qualité de la construction. Néanmoins, nous avons observé que les quelques ménages disposant de latrines avaient placé un conteneur d'eau à l'extérieur des latrines, et que les utilisateurs des latrines se lavaient les mains après avoir utilisé les latrines.

Bien que PROSAN ait organisé une formation à la salubrité et à l'utilisation de l'eau potable, trop peu d'eau de puits était disponible. À Angoual Toudrou en particulier, le manque d'eau propre est responsable de la prolifération visible de parasites (ventres gonflés chez beaucoup d'enfants) et de diarrhées. Ceci, en dépit de la richesse, très marquée d'ailleurs, de la communauté, ainsi de la présence d'autres puits de maraîchage, de seulement trois mètres de profondeur. Il est clair que cette communauté pourrait payer pour creuser des puits, si elle en avait l'intérêt. Le projet de salubrité ultérieur (PAEPA II) dans deux villages semblait très efficace pour soutenir l'hygiène des ménages et le balayage des rues. Dans l'ensemble des six villages, il semblait que l'initiative de salubrité ait été très bien accueillie, mais la formation n'avait pas amélioré l'assainissement, et beaucoup reste encore à faire dans ce domaine. Néanmoins, nous avons observé que le groupement féminin de salubrité continuait ses visites à domicile, pour voir si les maîtresses de maison avaient nettoyé leur foyer, et on nous a présenté les fonds pour la réparation de puits.

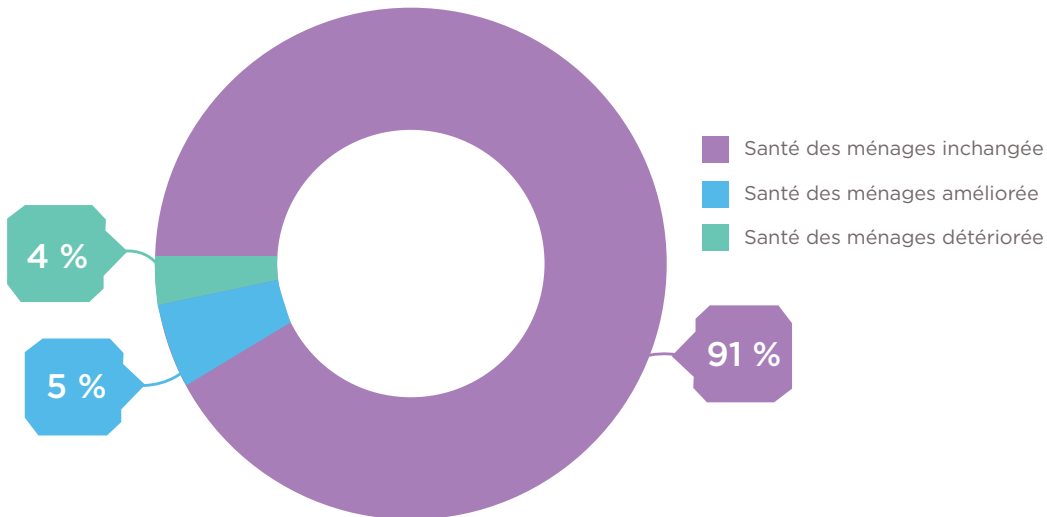
Figure 9 : Comparaison entre l'assistance à la formation en salubrité/eau potable et les activités soutenues



4.2.4 HEALTH PERCEPTIONS

Alors qu'il y avait de grandes différences dans ce que les ménages continuaient à pratiquer, les gens se sentaient en général en bien meilleure santé (Figure 10). Comme dans toute la recherche, les hommes et les femmes ont répondu à égalité. En général, 91 % des répondants avaient le sentiment que leur santé et leur bien-être s'étaient améliorés, tandis que 5 % ont dit que leur état de santé restait inchangé et 4 % qu'il s'était détérioré après PROSAN. Malgré une pratique réduite des nouvelles compétences, une grande majorité des personnes se sentaient en meilleure santé, grâce à une meilleure connaissance des questions de santé, de quantité et de diversité des aliments, mais grâce aussi aux nouveaux revenus et à l'accès aux services de santé. Les médecins de l'hôpital de district et des deux centres de santé ont indiqué que la malnutrition semble avoir nettement diminué au cours des trois dernières années, selon les témoignages anecdotiques de ces dernières années, ainsi que les révisions des registres de santé de cette année. Selon un participant, « PROSAN a aidé nos femmes à découvrir tant d'innovations que les jeunes peuvent continuer à utiliser. »

Figure 10 : Avis des ménages sur la santé après PROSAN



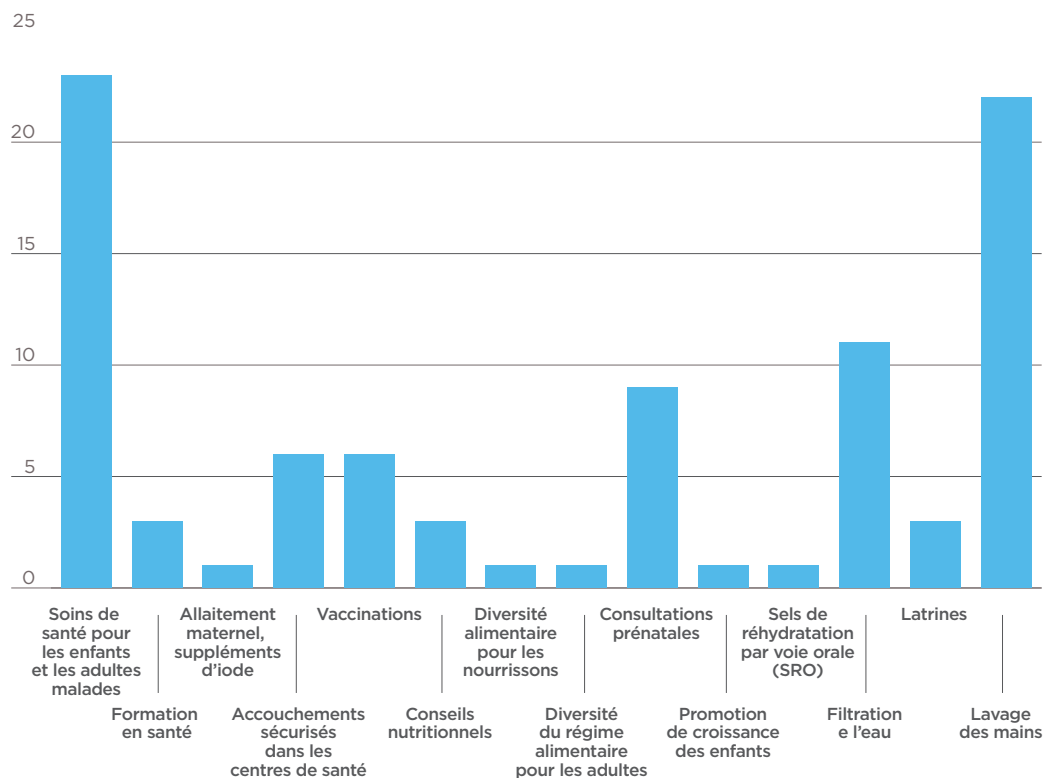
Les répondants qualitatifs ont confirmé ce sentiment de bien-être dans leurs réponses à l'enquête. Par exemple, les répondants de Bakin Tapki ont rapporté une amélioration de 100 % de l'état de santé de leur famille après le projet PROSAN. La plupart des gens ont mentionné un accès aux soins de santé, grâce aux centres de santé ou aux postes de santé, et grâce aussi aux pratiques d'hygiène enseignées par CRS (et des ONG telles que PAEPA II, au cours des deux dernières années). Le chef de la clinique et du poste de santé a rapporté qu'il n'y avait plus de carence en vitamine A, en raison de l'augmentation de la consommation de légumes (comme à Angoual Toudrou).

Les gens de Bakin Tapki ont déclaré : « Nous avons adopté de nouveaux comportements en matière de santé et de salubrité grâce à PROSAN, et grâce aussi à l'accès au centre de santé et ses médicaments [à travers la pharmacie privée] ; » « Nous mettons en pratique tous les enseignements sur la santé, ce qui réduit nos risques de maladie. » Certains ont mentionné le rôle du centre de santé, qui « a fait un grand effort pour sensibiliser les villageois ; » et « nous ne rencontrons pas d'enfants malades [maintenant que nous pratiquons] l'hygiène ; » et « en raison de notre hygiène [et de l'eau potable], nous mangeons bien. » Plus de la moitié d'entre eux ont attribué leur bonne santé à leurs propres pratiques en soins de santé et hygiène, tandis que 30 % ont dit qu'elle était due à l'accès aux centres de santé. Quant au faible allaitement exclusif, on nous a dit : « Il y a un manque d'agents du suivi de l'allaitement depuis le départ de CRS et un manque de sensibilisation à l'allaitement à travers des réunions. »

Les trois activités de santé, nutrition, salubrité et assainissement perçues par les répondants comme les plus importantes (Figure 11) étaient les soins de santé pour enfants et adultes malades et le lavage des mains (24 % chacune) suivies de la filtration de l'eau (11 %). En moyenne, les activités les moins prioritaires étaient la propreté domestique, l'allaitement, la diversité alimentaire, la promotion de croissance, et les

SRO. Toutes ces activités promues par PROSAN étaient encore moins priorisées que les latrines, qui étaient un échec partout où l'équipe est allée.

Figure 11 : Formations en santé/Activités classées comme « les plus importantes »



En dépit du fait que de nombreux répondants semblaient considérer que très peu d'entre elles étaient des priorités, 80 % des activités étaient perçues comme étant autonomes, avec un peu moins de 5 % des répondants doutaient qu'ils puissent continuer à les pratiquer toutes. Les exceptions sont que 60 % des répondants ont dit qu'ils pourraient ne pas être en mesure de maintenir leurs soins de santé à l'avenir, tandis que 15 % ont évoqué le lavage des mains, et 11 % ont évoqué les accouchements sans risque dans les centres de santé. Très peu ont dit pourquoi ils pensaient qu'ils ne pourraient pas poursuivre ces activités, mais ceux qui l'ont fait ont mentionné le problème de la distance aux centres de santé et le manque de moyens pour payer le service.

4.2.5 PÉRENNISATION DE L'ALLAITEMENT

Étant donné le très faible niveau d'allaitement exclusif au Niger, 9 % selon estimations de l'UNICEF,⁸ le projet PROSAN a mené une formation et a créé un comité pour soutenir l'importance de l'allaitement exclusif pour les nourrissons jusqu'à l'âge de six mois. Au cours de la RRA, l'activité la moins pratiquée semblait être l'allaitement maternel exclusif, donc nous avons en particulier sondé les communautés à ce sujet dans l'enquête qui a suivi. Sur les 393 personnes, 86 % ont dit qu'elles avaient des

8 UNICEF. 2008. Afrique occidentale et centrale. http://www.unicef.org/wcaro/english/4501_5404.html.

enfants dans la tranche d'âge d'allaitement (entre 0 et 59 mois). Presque la moitié de ces répondants (41 %) ont déclaré qu'ils avaient des enfants âgés de 0 à 6 mois, exclusivement allaités. Parmi les 140 autres répondants qui ont dit qu'ils avaient des enfants de plus de six mois, plus de 80 % ont affirmé que ces enfants étaient encore allaités dans une certaine mesure. De nombreux répondants ont déclaré que leurs enfants avaient plus de six mois, et qu'ils n'étaient donc plus nourris au sein (ils connaissaient au moins l'âge limite pour un allaitement maternel exclusif) ou « parce qu'ils sont déjà sevrés. » D'autres attribuaient l'absence d'allaitement maternel exclusif soit à un « besoin de donner aux nourrissons de l'eau lorsque la mère était absente », soit à un « manque de continuité, » ou à un « manque de sensibilisation ou de suivi de l'allaitement maternel par les agents de santé. »

On a quelquefois mentionné le manque de temps du personnel des soins de santé. Lors de la RRA à Angoual Toudrou, une accoucheuse traditionnelle de la communauté s'est plainte énergiquement du débordement du personnel soignant face au nombre de consultations requises par la communauté au centre de santé ; elle y avait emmené des femmes enceintes, qui avaient dû attendre des heures, et en vain. Ce manque de continuité de la part du personnel du gouvernement a également été déploré par le personnel des services techniques, par le personnel technique de l'eau et par les experts techniques agricoles au cours des entretiens. Pourtant, la pérennisation repose sur le personnel du gouvernement à l'achèvement du projet. Certains membres du personnel technique ont mis en relief le manque de services de transport, les bas salaires, ou le manque de personnel.

4.2.6 UNEXPECTED HEALTH RESULTS

Nous avons aussi obtenu quelques réponses marginales liant la santé à d'autres activités de PROSAN. Quelques répondants ont mentionné les bienfaits de la route en termes de santé : « Grâce à la route, nous pouvons partir en migration saisonnière et obtenir des revenus qui nous permettent d'acheter divers aliments. »

Pour d'autres, la santé était liée à la culture maraîchère et au broyage : « Avec l'existence d'un moulin pour transformer nos produits, nous avons tout un réseau de produits avec un large éventail de légumes disponible. » Seuls 2 % ont attribué la santé à la transformation des céréales et des légumineuses par broyage.

Une infirmière locale du centre de santé d'Angoual Toudrou a affirmé qu'elle n'avait vu aucun cas de cécité nocturne par carence de vitamine A depuis PROSAN, ce qu'elle attribuait à la culture maraîchère et à la formation en diversification de l'alimentation (non mentionnées par les autres participants).

La communauté a construit, après PROSAN, une autre salle d'attente au centre de santé, laquelle est bien entretenue. Pourtant, en dépit de ce succès, les dirigeants communautaires nous ont dit qu'ils demandaient qu'une ONG les aide à construire une maternité, et ils ne semblent pas vouloir le faire eux-mêmes ; il s'agit normalement d'une subvention du gouvernement (comme nous l'a fait remarquer un évaluateur de CRS). Un travailleur de la clinique nous a également dit que la communauté n'avait pas voulu terminer le centre d'hébergement du personnel de santé, en construction depuis les cinq dernières années.

En dépit du rapport d'un recul dans l'utilisation des connaissances sur la diversification de l'alimentation, beaucoup ont mentionné la culture maraîchère comme explicitement liée à la diversité alimentaire et aux pratiques de santé et de salubrité, par exemple : « Le projet nous a sensibilisés aux aliments riches en vitamines pour nos enfants, à l'hygiène, et à la manière de rester en bonne santé. » « Nous consommons nos propres produits et nous en vendons certains pour acheter de l'igname et d'autres aliments. » Pourtant, seule une poignée a mentionné le lien aux nouveaux produits cultivés ou aux cours de cuisine : « Grâce à Dieu et à PROSAN qui nous a aidés à diversifier l'alimentation à travers les semences de légumes. » « PROSAN nous a ouvert les yeux sur les bonnes pratiques et la diversité de la cuisine. » Bien que les statistiques sur la pérennisation de la diversité du régime alimentaire paraissent assez dramatiques, la moitié de tous les répondants ont dit que la culture de leurs légumes était la raison pour laquelle ils avaient pu diversifier leur régime alimentaire, tandis que 6 % ont déclaré qu'ils achetaient ces divers aliments. Ceux qui ne pouvaient diversifier leur alimentation ont évoqué un manque d'argent ou les faibles précipitations qui avaient diminué leur production.

La pompe du puits fournie par le gouvernement à Bakin Tapki ne fonctionne plus, donc il y a peu d'eau potable, si ce n'est celle des puits peu profonds pour la culture maraîchère. Néanmoins, les gens nous ont dit que tout le monde utilisait les connaissances de PROSAN pour filtrer leur eau, à travers un tissu. Les femmes interrogées savaient que, lors de la préparation des SRO pour les enfants souffrant de malnutrition et de diarrhée, elles doivent aussi faire bouillir l'eau. Ainsi, tandis que l'hygiène s'est bien enracinée dans les communautés, l'assainissement l'est moins. La plupart des gens des villages n'ont pas de latrines, de sorte que la plupart d'entre eux vont déféquer autour du village et, en dépit de la formation de CRS, seuls quelques-uns ont creusé des fosses peu profondes dans leur foyer, qu'ils recouvrent une fois remplie. Contrairement aux autres villages du projet visités, Bakin Tapki n'a pas de latrines (ni de type communautaire comme Batambéri ni domestiques comme Angoual Toudrou), et le personnel technique de l'eau doit travailler avec eux non seulement sur les questions d'eau potable, mais aussi sur celles de la construction de latrines qui ne contamineront pas les eaux souterraines juste en dessous de la surface.

4.3 GENRE

Notre approche holistique, auprès des ménages et des communautés entières, nous a menés à interviewer les familles dans leur ensemble, et à leur poser toute une série de questions individuelles et familiales. Alors que le genre n'était pas un objectif primordial, cette étude a porté sur trois sujets principaux liés au genre : 1) le genre dans les activités et la formation, 2) le genre dans le développement durable, et 3) la voix des femmes.

4.3.1 ACTIVITÉS ET FORMATION

Lorsque nous avons demandé aux personnes à quelles activités de PROSAN elles avaient participé, nous avons pu constater que les activités avaient été mises en œuvre de manière équitable entre les hommes et les femmes, dans tous les secteurs

de l'agriculture, de l'environnement, de la santé et de la salubrité. Comme on pouvait s'y attendre, les activités généralement associées à un genre donnaient lieu à une participation déséquilibrée : par exemple, les femmes étaient plus nombreuses que les hommes dans les activités de culture d'arachide, alors que les hommes étaient plus nombreux que les femmes dans les activités environnementales. Ces tendances répondent largement aux normes sociales du Niger. Ce qui est remarquable c'est que, tandis que les femmes se souvenaient d'avoir été formées à l'agriculture, les hommes se rappelaient un peu moins souvent avoir suivi une formation en santé (Tableau 4). Les activités de santé étaient également assez équilibrées entre les hommes et les femmes en ce qui concerne l'étude. Il est possible que la formation des hommes en matière de santé contribue à expliquer leur engagement à payer et promouvoir la participation des femmes aux activités de santé et de salubrité.

4.3.2 LE GENRE DANS LA PÉRENNISATION

Nous avons demandé aux personnes de l'enquête sur les ménages quelles activités elles faisaient encore cette année-là et pourquoi, mais il est difficile de discerner si elles attribuaient la pérennisation aux individus ou aux familles dans leur ensemble. Alors que les participants ont répondu à de nombreuses questions de manière individuelle, il est devenu clair que certaines réponses étaient données au nom de l'épouse ou même de l'ensemble de la famille. Par exemple, ce ne sont pas les hommes qui allaitent, mais leur femme, ou les femmes recherchent les soins de santé au nom de toute la famille, ce que les hommes prennent en charge en payant leurs impôts, conformément aux rôles de genre traditionnels. De même, les femmes ont répondu qu'elles cultivaient encore du millet ou des haricots, mais leurs activités étaient inséparables de leur mari et leurs enfants, puisque les différents membres d'une famille ont tous un rôle dans la préparation des champs, de la plantation, du désherbage et de la récolte.

Néanmoins, il est apparu des tendances intéressantes : les cultures d'aliments de base et de légumes, et les apports d'engrais, ont été maintenus après le projet par les hommes et les femmes, et les activités environnementales, de gestion des ressources naturelles, de résilience des demi-lunes, des zaïs, et de plantation de semis, ont été les activités les moins soutenues par les deux genres. La culture de parcelles de 1 m x 1 m était pratiquée par les deux genres, alors que la gestion des arbres a été retenue beaucoup plus par les hommes que par les femmes. Fait tout aussi étonnant, l'implication des femmes dans le broyage de l'arachide a diminué de près de 50 %.

Dans les activités de santé, les réponses des hommes et des femmes étaient similaires en ce qui concerne la recherche des soins de santé, notamment les vaccinations, les conseils nutritionnels, les conseils prénatals et les accouchements sans risque. Les activités les plus en recul selon les réponses des deux genres étaient la diversité de l'alimentation/cuisine, la promotion de croissance des enfants et les soins aux nourrissons (SRO), et l'allaitement.

4.3.3 VOIX DES FEMMES

Une femme interrogée a estimé que la participation des femmes à toutes les activités, en particulier à l'élaboration des zaïs, avait conduit à la pérennisation

[environnementale] pour toute la communauté. Elle croyait aussi que la culture maraîchère et les activités de redressement alimentaire et nutritionnel (FARN) à l'intention des femmes étaient les activités les plus durables de PROSAN. Cette croyance tient probablement à la capacité des femmes à transformer immédiatement les cultures qui seront consommées et vendues, ainsi qu'à apporter des sources de revenus distinctes pour l'achat de vêtements et de médicaments. Une autre femme impliquée dans l'étude a déclaré que la culture maraîchère pouvait « facilement être poursuivie par les bénéficiaires, même après que la conclusion du projet, y compris les achats collectifs, en s'organisant en groupes [principalement de femmes], ils obtiennent des fonds pour acheter des semences et du matériel, et poursuivent l'activité maraîchère à leur compte, s'ils le veulent. »

Un agent féminin de FFP a également évoqué l'importance d'inclure les femmes - elle pensait que les activités de PROSAN axées sur les femmes étaient un puissant facteur de réussite de la pérennisation. Elle racontait qu'« on parlait de la façon dont elle avait profité des initiatives de coopérative de femmes, parce qu'elle avait été en mesure d'embaucher un homme pour travailler ses champs et démarrer une nouvelle affaire sur le marché, avec les revenus gagnés en tant que membre d'un groupement qui fabriquait de l'huile d'arachide.

Il était par ailleurs intéressant que les acheteurs soient venus au village acheter l'huile et non l'inverse. « Ces commentaires étaient similaires à ceux des partenaires du gouvernement nigériens ; par exemple, les représentants du gouvernement de Dogondoutchi ont souligné l'importance du projet pour l'autonomie des femmes et de notre expérience sur l'égalité entre les femmes et les hommes engagés dans les activités et dans les comités (dont la plupart semblaient respecter l'équilibre des genres).

4.4 COMITÉS ET PÉRENNISATION

Après la pérennisation dans les activités agricoles et sanitaires, nous nous sommes intéressés à la façon dont les comités mis en place par PROSAN favorisaient la pérennisation. L'assistance dans les groupements et dans les comités de tous les villages était très importante, avec de nombreux participants discutant des moyens de soutenir les meilleures pratiques au sein des communautés, et des membres recevant encore des formations ou des informations de la part des comités. Il y avait aussi une prise de conscience que la formation future sera nécessaire pour atteindre les jeunes du village. Pour plus de détails concernant les conclusions sur la permanence des comités, entre autres sur les raisons pour lesquelles certains comités n'existaient plus, ou sur les personnes ayant pris en charge la promotion de l'activité, et comment elle était financée, consulter l'Annexe 2.

4.4.1 PÉRENNISATION DES COMITÉS AGRICOLES

Le projet PROSAN avait investi massivement dans les comités pour diriger les activités mises en œuvre et prendre en main les activités à l'achèvement du projet. Plusieurs questions ont été posées pour connaître l'opinion des répondants sur ces comités et leur évaluation de la performance de ces comités. La plupart des comités (81 %) avaient survécu jusque trois ans après la conclusion de PROSAN. La reconnaissance et la capacité d'évaluer les comités indiquent que ceux-ci sont actifs

et influents dans la communauté. Seul 1 % des répondants n'a pas eu d'avis sur ces comités. Plus de quatre cinquièmes des répondants (88 %) ont estimé que certains comités continueront de fonctionner, ce qui indique que les répondants ont confiance dans les comités, tandis que 50 à 76 % des répondants estiment que certains comités continueront à fonctionner.

Dans une très large mesure, les comités agricoles ont continué à se rencontrer et à répondre aux besoins des membres. En réponses ouvertes, 90 % des villageois interrogés ont déclaré qu'ils estimaient que les comités d'agriculture/environnement continueraient (Tableau 5), grâce à une association de comités internes et de partenaires externes apportant leur soutien. 20 % des répondants ont dit qu'ils avaient suivi une formation supplémentaire la dernière année, pour la plupart en santé et salubrité, et d'autres en agriculture surtout. Lorsqu'on leur a demandé qui avait réalisé la formation, 30 % ont évoqué la communauté ou d'autres ONG, et beaucoup ont dit que les comités « ont organisé des séances de sensibilisation et de rappel, afin qu'ils n'oublient pas. » Les 70 % restants ont affirmé que la formation provenait des services techniques du gouvernement.

TABLEAU 5 : TAUX DE PARTICIPANTS ESTIMANT QUE DIVERS COMITÉS D'AGRICULTURE/ENVIRONNEMENT SURVIVRONT

COMITÉ	N = 346	SEXE		VILLAGE					
		Homme	Femme	Angoual Magagi Doka	Angoual Toudrou	Bado	Bakin Tapki	Batam- beri	Jougola
		255	91	70	62	30	71	60	53
%	%	%	%	%	%	%	%	%	
Groupement local d'experts en agriculture	65	67	62	64	65	87	51	63	77
Groupement féminin de transformation agricole (de broyage de céréales et arachides)	55	50	69	47	40	83	55	47	77
Comité d'environnement	59	60	54	57	53	67	49	60	74
Groupement de pépiniéristes et plantation d'arbres	50	51	46	50	56	63	35	43	62

Certains ont dit que la survie des comités tenait à un mélange d'initiatives individuelles (chaque année, nous mettons de l'engrais dans nos champs) et d'activités collectives

(chaque année nous plantons des arbres ou conservons les sols). Les participants ont affirmé que « les membres du comité sont dévoués et convaincus que, grâce à ces activités, le village peut se développer » et également rapporté que les « comités sont motivés, ambitieux, et ont organisé des réunions de sensibilisation nous rappelant comment mettre en pratique. » Ils ont aussi mentionné que : « Les comités sont dynamiques et nous ont informés sur la manière de poursuivre les activités, et nous ont même fourni de nouvelles méthodes. » Plusieurs personnes ont mentionné qu'il était rentable pour eux de poursuivre les activités agricoles et que « nos revenus ont augmenté avec leurs activités. » Les gens envisagent également l'avenir des comités, qui « doivent aussi transmettre leurs connaissances aux plus jeunes, afin qu'ils continuent sur la même voie. » D'autres ont fait remarquer qu'en plus des réunions régulières « nous devons régulièrement aussi assurer le suivi des activités » et « nous unir pour que les villages subsistent. »

Moins de 10 % des répondants n'étaient pas du tout convaincus que les comités survivraient. Quelques-uns évoquaient un manque de communication, tels que, « la communication au village est très faible ; les gens ne partagent pas leurs connaissances » ou « je me demande s'ils auront le courage de continuer. » Plusieurs ont mentionné le manque de moyens de continuer : « Les comités ne disposent pas des moyens financiers pour recruter des membres et poursuivre les activités. "Enfin, certains ont même affirmé que les comités agricoles doivent continuer", car ils doivent former ceux qui n'ont pas (encore) reçu de formation. » « La communauté doit s'attacher aux activités de PROSAN parce que sa vie est en train de changer. »

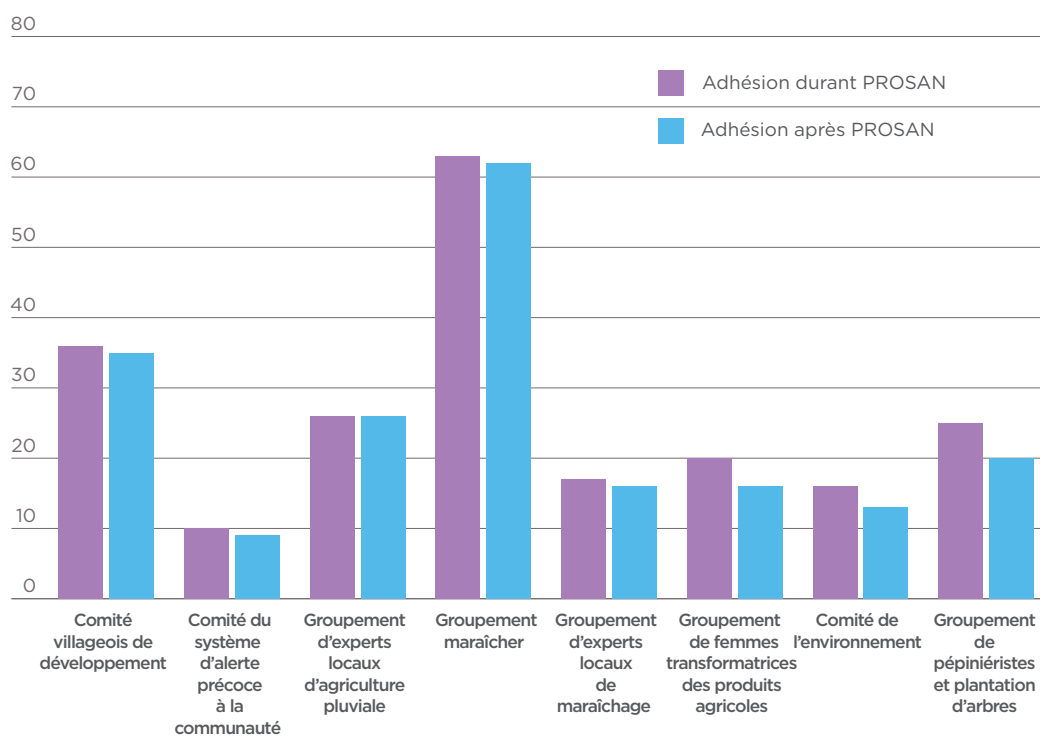
Interrogés sur la raison pour laquelle certains comités n'ont pas survécu, 3 % seulement ont déclaré ne pas avoir le temps, l'intérêt ou ne pas avoir de ressources pour conserver leurs comités, et environ un quart ont répondu que ce qui manque est « un suivi et des actions pour mobiliser différents membres. » Parfois, les dirigeants du comité étaient malades, décédés ou avaient déménagé. D'autres ont dit que les gens étaient seulement actifs quand ils obtenaient une rémunération. Par exemple, « Sans matériel pour travailler, le comité a abandonné ses activités. » « Les femmes ne viennent pas s'il n'y a pas d'intrants disponibles. » « Le comité est actif uniquement lorsque les semis sont apportés au village. » Les réflexions négatives étaient rares, mais comprenaient : « Nous ne disposons d'aucune information qu'ils existent. » « Ils ne sont pas engagés, et ils ne font aucune activité ; » ou « Ils n'ont ni la force ni la capacité de le faire. »

Les groupements ont été une structure importante pour la mise en œuvre du projet PROSAN et plus de trois cinquièmes (62 %) ont dit qu'ils avaient été membres d'un groupement communautaire, contrairement au reste (38 %). Trois fois plus des hommes que des femmes que nous avons interrogés appartenaient à des groupements durant PROSAN (180 contre 63). Le groupe de culture maraîchère du village occupait la plupart des membres de la communauté (63 %), suivi de loin par le comité villageois de développement (36 %) et par le groupement d'experts locaux d'agriculture pluviale (26 %). La formation des groupements a permis aux villageois d'être membres de plus d'un groupe à la fois.

Fait remarquable, 95 % des personnes ont dit qu'elles étaient encore membres d'un groupement. Ceci peut être un indicateur de passivité puisque personne n'a jamais

quitté un groupe, donc elles seraient en fait moins actives. Les taux de participation sont considérablement similaires, à l'exception du groupe féminin de transformation agricole, qui s'est réduit de 20 % à 16 %, le groupe de l'environnement, de 16 à 13 %, et le groupement de semis et plantation d'arbres de 25 % à 20 % (Figure 12).

Figure 12 : Adhésion aux groupements d'agriculture durant et après PROSAN



Les activités de groupement trois ans après la fin du projet sont un très bon indicateur de pérennisation. Les répondants ont également révélé que leurs groupes se réunissaient très souvent ; 50 % de tous les groupements se réunissent encore une fois par mois, 37 % se réunissent au moins quatre fois par an, 8 % une fois par an, et 4 % pas du tout. Il est important de souligner le fait que les réunions ont, dans une certaine mesure, maintenu la cohésion des groupes, tout comme les réunions semblent assurer aux membres qu'en effet le groupement existe encore et qu'ils peuvent donc tranquillement proclamer leur appartenance à ce groupement. Il y a même une plus belle réussite encore : les membres peuvent en effet assurer le suivi des réunions auxquelles ils assistent. Ceci est un autre indicateur solide que les groupements ont été soutenus.

À remarquer que près d'un cinquième des répondants (18 %) ont déclaré que certains comités ne sont plus actifs. Cela peut inclure des comités qu'ils considéraient comme inefficaces, mais il s'agit là d'une expression d'insatisfaction envers le comité ou bien un fait réel que le comité en effet n'est plus actif. 43 % pour cent ont dit que le groupement féminin de transformation n'était plus en fonctionnement, ce qui est surprenant, car cette activité est une source de revenus pour les femmes (Tableau 6). 20 % ont dit

que les groupements de culture maraîchère n'étaient pas actifs non plus, ce qui est surprenant étant donné qu'ils étaient les plus appréciés parmi les activités agricoles, selon les discussions et les réponses ouvertes. Une exploration plus approfondie sera nécessaire pour expliquer cela.

Tandis que 43 % des répondants ont signalé que le groupement de semis n'était plus actif, 14 % des répondants ont signalé que les groupements d'environnement n'étaient plus en activité.

TABLEAU 6 : TAUX DE PARTICIPANTS AYANT RAPPORTÉ DES COMITÉS INACTIFS

COMITÉ	N = 70	VILLAGE					
		Angoual Magagi Doka	Angoual Toudrou	Bado	Bakin Tapki	Batamberi	Jougola
		21	13	3	10	18	5
%	%	%	%	%	%	%	
Comité villageois de développement	16	24	8	0	10	22	0
Groupement villageois de culture maraîchère	20	10	8	0	0	44	60
Groupement local d'experts en culture maraîchère	20	19	15	33	10	22	40
Groupement local d'experts en agriculture	19	19	15	33	20	17	20
Groupe féminin de transformation agricole (groupement de broyage de céréales et arachides)	43	52	54	33	20	39	40
Groupement de semis et plantation d'arbres	43	57	46	0	60	33	0

4.4.2 SOURCES D'INFORMATION SUR L'AGRICULTURE/ENVIRONNEMENT

Pour évaluer les sources d'information après le projet PROSAN, nous avons demandé comment ils avaient accès à l'information technique agricole ou environnementale au cours des trois dernières années. Près de la moitié des répondants ont dit que d'autres sources d'information avaient remplacé leur groupe dans leur communauté, par exemple le gouvernement ou d'autres nouvelles organisations partenaires. Un tiers (34 %) ont dit qu'ils avaient reçu de nouveaux renseignements sur les techniques agricoles, mais similaires à ceux fournis dans le cadre du projet PROSAN. Cependant, seuls 20 % des personnes, et qui se sont déclarées membres de groupements communautaires, ont dit qu'elles avaient suivi la formation d'un groupe communautaire au cours de la dernière année.

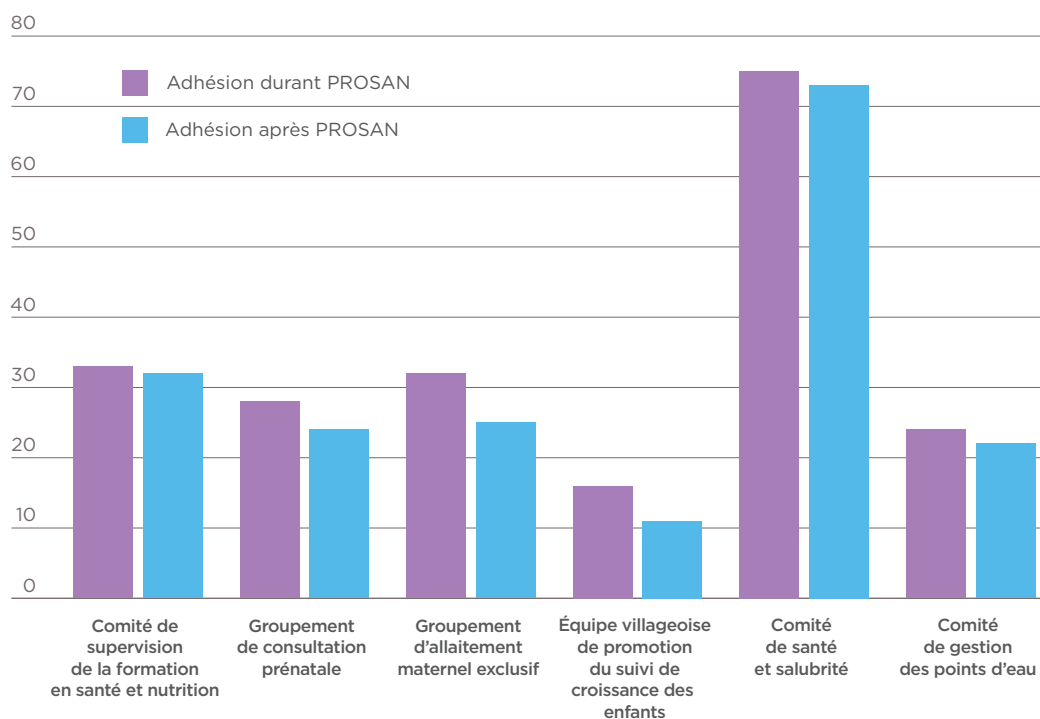
Alors qu'un quart seulement des participants ont répondu à la question sur les moyens d'accès à l'information agricole et environnementale, il semble qu'il y ait une vaste gamme de sources de bonnes pratiques. 35 % ont dit qu'ils avaient reçu de nouvelles informations dans la dernière année, fournies par les services techniques du gouvernement national et 25 % ont déclaré avoir reçu des informations de la part des experts ou des comités locaux de leur communauté, ce qui montre une forte confiance dans les sources locales.

D'autres répondants (15 %) ont déclaré que leur information provenait des ONG et 25 % de sources non précisées. Cette diversité des sources démontre l'intervention des comités fonctionnant bien et de leur responsable ou autres pour fournir des informations. Les participants ont évoqué de nouvelles sources d'information, par exemple la radio et la télévision via les téléphones portables.

4.4.3 PÉRENNISATION DES GROUPEMENTS DE SANTÉ, DE NUTRITION ET DE SALUBRITÉ

Nous avons demandé aux répondants d'énumérer tous les groupements de santé, de nutrition et de salubrité auxquels ils appartenaient au cours de la période 2006-2012. Le groupement de santé avait moins de membres parmi les répondants interrogés, avec une moyenne de 16 % d'appartenance au groupement de promotion de croissance, 24 % au groupement de gestion des points d'eau, 28 % aux groupements de consultation prénatale, 32 % au groupement d'allaitement maternel exclusif et 33 % au comité de supervision de la formation en santé et nutrition dans son ensemble (Figure 13). Ces taux correspondaient à peu près aux effectifs formés.

Figure 13 : Adhésion aux groupements de santé durant et après PROSAN



Sur les 393 répondants, 62 % (soit 243 personnes) ont dit qu'ils appartenait à un groupement depuis 2006- 2012. Parmi ces 243 répondants, 95 % ont déclaré qu'ils étaient encore actifs dans leurs groupements. Le comité de santé et de salubrité était le groupe le plus actif, avec 75 % de participants. Après PROSAN, le seul groupe qui changerait radicalement serait le groupement de promotion de croissance, qui perdrait plus de la moitié de ses participants, avec 11 %, et les groupements de consultation prénatale et d'allaitement exclusif, qui ont chuté d'un tiers, à 25 %. La réduction de la participation dans certains groupes est logique, car les situations familiales évoluent : par exemple, une femme abandonnera le groupe de consultation prénatale après l'accouchement.

Alors que près de la moitié des comités de santé n'étaient plus en activité, plus de 85 % des répondants étaient convaincus que les comités de santé, de nutrition et de salubrité continuaient de bien fonctionner. Par contre, 27 % ont déclaré que ces comités n'étaient plus en fonctionnement ou qu'ils n'étaient pas sûrs de leur bon fonctionnement. À la question sur les comités qui, à leur avis, continueraient de fonctionner, une écrasante majorité (91 %) des répondants ont nommé le comité de santé et de salubrité, 53 % le comité de gestion des points d'eau et 35 % ont estimé que les comités de suivi de croissance survivraient. 53 % des répondants ont affirmé qu'ils se réunissaient au moins une fois par mois, 40 % au moins une fois par an, 4 % une seule fois par an, et 3 % ont dit qu'ils ne réunissaient plus. Cela est troublant, car plus de la moitié des groupements de santé ont cessé de se réunir dans certains villages.

4.4.4 SOURCES D'INFORMATION SUR LA SANTÉ

Comme pour l'agriculture, il existe de nombreuses sources d'information qui ont remplacé les comités de santé de PROSAN. Il s'agit entre autres du personnel du centre de santé (60 %), des messages radio (26 %), et d'autres agents du gouvernement (14 %). Ainsi, alors que près de la moitié de tous les comités de santé ont cessé d'exister, leurs rôles ont été repris par le nouveau personnel de la clinique de santé. Lors des réponses qualitatives, cependant, les personnes ont déclaré que leurs principales sources d'information sur la santé dans la dernière année étaient également le personnel de la santé, la radio, et les agents du gouvernement. Les messages de radio communautaire et ceux de télévision accessibles à travers les portables ont remplacé certains des messages de santé et d'agriculture lancés par des groupements formés par CRS (par exemple, les messages du comité de suivi de croissance de l'EVPC ou ceux sur les meilleures pratiques agricoles). Presque tout le monde est resté en contact avec les agents de santé, les sages-femmes, et les CVA (comités villageois d'animation) depuis 2013. Beaucoup ont mentionné l'engagement du personnel soignant du gouvernement, qui a pris le relais, après PROSAN, en matière de traitement et de sensibilisation, et assure la formation pour aider les gens à éviter les maladies, les consultations de santé et les soins prénatals pour les femmes enceintes, et (paradoxalement) les conseils sur l'allaitement.

Nous nous sommes également intéressés à la diffusion des connaissances sur la santé. Les participants ont parlé, avec les gens hors de leur village, essentiellement d'hygiène et de propreté (35 %), et de santé, surtout celle des enfants (consultations prénatals, accouchements sans risque, et vaccinations [30 %]).

Les activités les moins abordées étaient la construction de pistes (8 %) et les efforts d'alphabétisation (5 %). Tandis que PROSAN a été mentionné à plusieurs reprises, d'autres ONG ont aussi été mentionnées, telles que l'ONG Swisscontact, pour les bénéfices apportés à la communauté : « Grâce à la construction de la salle de formation en agriculture, nous avons un endroit où acheter des aliments nutritifs. »

À la question sur les raisons pour lesquelles les comités ne sont plus en activité, de nombreux répondants des groupes de discussion ont dit qu'ils ont été remplacés par le centre de santé, ou qu'il n'y avait plus de responsables pour les prendre en charge. D'autres ont dit qu'ils ont arrêté du fait de l'absence de rémunération. En l'occurrence, une personne a signalé que le comité avait empêché l'intégration des jeunes (d'être élus ou d'accéder à la direction du groupe). Une grande majorité des 240 participants qui ont répondu à la question ont affirmé que le problème était qu'ils n'étaient pas élus ou choisis pour faire part du comité. Ceci est un autre problème soulevé dans le DFAP, et dans d'autres projets intéressés par la pérennisation, à savoir les implications de la sélection d'un nombre limité d'anciens pour former les équipes de plusieurs comités plutôt que d'un large éventail de membres jeunes, qui pourraient un jour occuper un poste de responsable. Ces observations émanent des réponses ouvertes de l'enquête, de plusieurs informateurs de partenaires et des débats lors des synthèses régionales. Une petite minorité de participants ont dit qu'ils n'en avaient pas le temps, l'intérêt, ou qu'ils étaient absents du village.

La majorité des gens estimaient que les comités survivraient, tout au moins dans une certaine mesure. Les répondants ont déclaré entre autres : « Il y a beaucoup de réunions sur la sensibilisation à la santé en raison de son importance. » « Il y a toujours des membres du comité qui nous forment et corrigent nos actions lorsque nous nous trompons. » « Ils réunissent les femmes pour parler de la santé de leurs enfants et de la propreté ».

4.4.5 VISION GÉNÉRALE DE LA COMMUNAUTÉ SUR LA FAÇON DE SOUTENIR LES ACTIVITÉS

Dans le cadre de l'étude sur la pérennisation post-projet, nous avons demandé aux répondants de la communauté : « Comment pourriez-vous, vous et toute votre communauté, soutenir les activités que vous avez apprises du projet de PROSAN ? » Selon la grande majorité des personnes, la communauté devait assumer la responsabilité de la pérennisation, à travers les participants ou les comités, et l'on évoquait la nécessité de séances de rappel régulières, d'« organiser régulièrement des séances de formation et des activités de suivi. » Il a été également suggéré de « former les comités à la sensibilisation et enseigner aux jeunes membres du comité à rendre compte de leurs activités ».

D'autres ont proposé d'« organiser des séances de sensibilisation et de rappel. » « Organisez des séances d'information et de formation et de rappel à chaque période. » « Cherchez des bénévoles dans notre village pour éduquer tous ceux qui n'ont pas participé au projet. » Quelques-uns ont mentionné que le gouvernement et les partenaires externes peuvent aider. « C'est l'État qui doit apporter sa contribution à la communauté après le départ de PROSAN, en organisant des réunions périodiques

[pour assurer] le bon fonctionnement des comités. » « Les agents de l'État doivent régulièrement superviser les activités des comités, pour la cohésion sociale de la communauté villageoise. » Certains répondants ont demandé de nouveaux intrants ou des intrants améliorés, par exemple la promotion de l'accès à des prêts agricoles ou la construction de latrines avec des matériaux solides.

Environ 10 % des répondants ont mentionné la transmission du savoir aux générations futures : « Les relais d'opinion doivent transmettre les enseignements aux jeunes. » « Transmettre les enseignements aux jeunes pour qu'ils continuent sur la même voie » « A tout moment des séances de rappel » doivent être organisées, pour enseigner aux autres comment réaliser au pied de la lettre les activités, et transmettre aux jeunes les leçons tirées du projet. « Seul un répondant a dit qu'il ne savait pas comment le faire, tandis qu'un autre a affirmé que le succès général surviendrait. « Nous devons continuer à pratiquer ce que le projet (de CRS) nous a appris, pour nous libérer de la famine et des maladies. »

4.4.6 RÉSULTATS INATTENDUS SUR LA PÉRENNISATION DU GROUPEMENT

Nous avons été surpris de voir que la continuité des groupements variait fortement d'un village à l'autre. À Bakin Tapki, 13 des 15 comités d'agriculture et de santé étaient encore en fonctionnement trois ans après PROSAN, contre seulement la moitié des groupements à Angoual Toudrou et Batamberi (la majorité participant en agriculture). Après l'enquête, nous avons déduit que cela était dû au fait que le gouvernement avait repris un grand nombre des activités du comité de santé, et Bakin Tapki semblait être une communauté très engagée.

De même, de nouvelles ONG et organisations internationales ont mis à profit le succès de PROSAN. Par exemple, Swisscontact utilise des terres gérées auparavant par PROSAN pour un nouveau programme de formation à l'horticulture, en élaborant des programmes d'hygiène à partir des efforts de sensibilisation à la santé, et par l'octroi d'un prêt agricole pour d'autres intrants. Dans d'autres cas, le gouvernement national assurait peu la continuité. Plusieurs villageois ont rapporté qu'une « formation faible des services techniques agricoles a conduit à un manque de confiance dans leur contribution. »

Par ailleurs, tandis que de nombreuses communautés déclaraient que leurs comités continuaient d'exister, bon nombre de leurs membres intervenaient dans plusieurs comités, et la portée ou la formation de nouveaux agriculteurs, de nouveaux parents, etc. semblait irrégulière. À Batamberi par exemple, trois personnes dirigeaient trois des comités qui n'avaient que 6 à 10 membres chacun. Compte tenu de l'insatisfaction générale des jeunes vis-à-vis de la direction du groupement, d'autres projets devront être conscients de la « main mise des élites » et de la menace qu'ils représentent pour la pérennisation.

Faisant écho aux commentaires de nombreux autres professionnels du développement rencontrés dans la région de Dosso, un professionnel de développement à Dogondoutchi déclarait : « les comités élisent souvent deux ou trois mêmes membres d'un comité pour le comité villageois de développement (CVD,) ainsi que pour [les comités de santé] COSAN et COGES, incapables de soutenir leur continuité à long

terme, ou la pérennisation des activités. En prenant une poignée de comités du registre de Batamberi à titre d'exemple, le CVD comptait neuf membres qui avaient tous, sauf deux, entre 45 et 60 ans. Les sept membres de COSAN avaient tous entre 42 et 72 ans. Le comité villageois d'animation (CVA) comptait six membres : 5 de moins de 43 ans et un de 65 ans. Comme le nombre de membres du comité allait de trois à neuf, et que les villages ont une population de 600 à 1400 habitants, on pourrait pu penser qu'il y aurait plus de responsables uniques, d'autant plus que nos participants semblaient se plaindre de ne pas être sollicités ou élus. Or, trois des six comités partageaient certains de leurs membres, probablement en raison de leur niveau d'études secondaires.

Sinon, la plupart des membres n'appartenaient qu'à un seul comité, ce qui peut laisser présager un leadership soutenu. Il reste encore beaucoup à explorer en ce qui concerne le leadership pour le renforcement des capacités dans d'autres projets privilégiant la pérennisation.

4.5 RÉSILIENCE

Les activités liées à la résilience comprenaient le système d'alerte précoce du gouvernement, le SCAP-RU, et toute une série d'activités telles que la construction de pistes contre alimentation ou argent, les demi-lunes et les zaïs pour l'amélioration de l'environnement, les cours d'alphabétisation, et l'animation pour la sensibilisation. Le gouvernement a également pris en charge la plupart des activités de résilience, y compris le groupe d'animation (on nous a dit que les messages de promotion de la santé et même de l'agriculture sont maintenant envoyés par radio, télévision, ou téléphone portable.) Dans tous les villages, la communauté du SCAP-RU signalait que le système d'alerte précoce est toujours en fonctionnement, mais que maintenant 5 à 10 villages rapportent leurs résultats mensuels en groupe plutôt que seuls ou en petits groupes. Le gouvernement paie maintenant les frais de transport des réunions régionales mensuelles ou intervillages du SCAP-RU, ce qui montre l'importance accordée à ces informations. Cependant, le nombre de membres féminins a diminué, de près de 30 % durant PROSAN à moins de 20 % après PROSAN. Quoiqu'il en soit, le suivi du système d'alerte précoce du SCAP-RU a continué, bien que beaucoup d'employés de CRS aient rapporté l'absence de réponse gouvernementale aux crises comme décourageante pour les membres du comité.

L'aspect positif est que de nombreux informants de la RRA ont mentionné des revenus provenant du programme CFW, du fait de la reconstruction de la route, et utilisés pour acheter des charrettes et des motos, ce qui a permis à beaucoup d'hommes de transporter leurs femmes enceintes vers des cliniques pour un accouchement sans risque, tandis que d'autres les ont utilisés pour transporter l'engrais organique collecté, du village aux champs. Certains ont rapporté les revenus de CFW PROSAN qui, associés à un meilleur accès à l'eau, ont permis aux gens de mieux construire leur maison, en banco. Soit le gouvernement a continué à appuyer certaines activités en apportant nourriture ou argent, soit les communautés les ont maintenues elles-mêmes, car les villageois nous ont parlé avec fierté des efforts d'entretien des pistes qui continuaient.

L'adhésion à d'autres groupements communautaires de résilience était limitée. Seuls 19 % des répondants à l'enquête appartenaient au comité d'alphabétisation/arithmétique, 16 % au comité d'entretien des pistes, 11 % à celui du SCAP-RU, 10 % au

groupement de formation à l'animation, et 7 % au groupement de suivi et évaluation (S & E). La plupart des personnes (une moyenne de 61 %) n'appartenaient à aucun de ces groupements. Les groupements d'alphabétisation et d'animation n'existent plus du tout, en grande partie du fait de l'interruption des aides économiques aux responsables.

4.5.1 RÉSILIENCE SANS RÉTRIBUTION ? NON

Bon nombre des activités de résilience n'ont pas été poursuivies en raison de la faible adhésion ou la perception courante que sans rétribution, les membres de la communauté ne participeront pas à des activités de résilience. Il s'agit de l'activité d'alphabétisation payée par FFT et celle de production de semis payée par FFW, celle des diguettes (demi-lunes et zaïs) rétribuée par FFW, et celle des pistes rétribuée par CFW. Sans compensation, les participants ont refusé de mener des activités telles que la formation à l'alphabétisation, la promotion des activités de santé (FARN), la plantation de semis, la construction de latrines, ou le maintien des pistes réhabilitées. Les jeunes ont indiqué qu'ils ne voulaient pas planter des arbres sans la compensation qu'ils avaient reçue durant PROSAN, et quelques hommes que nous avons interrogés ne voulaient pas faire pousser les semis sans aide extérieure (les sacs en plastique devant être fournis par le bureau du maire), même si l'activité rapporte des revenus. Les médecins locaux à Dogondoutchi ont donné un autre point de vue : ils estimaient que « les activités de formation rétribuées par des vivres avaient bien fonctionné tant qu'il y avait eu des semences améliorées disponibles, jusqu'à l'achèvement de PROSAN. Après quelques années, les communautés doivent revenir à l'utilisation de leurs semences traditionnelles, car il n'y a plus de soutien [gratuit]. Il n'y a pas de développement durable dans les communes, les villages et les communautés parce qu'il n'y a pas d'intrants gratuits de la part du gouvernement du Niger et aucune participation de la communauté depuis le début du projet. »

Dans une communauté, les formateurs en alphabétisation formés par PROSAN ont été choisis en tant que facilitateurs pour les centres d'éveil des enfants de l'UNICEF, mais le programme n'a pas continué. Notre équipe de RRA a constaté que les conditions existent (les formateurs vivent encore dans les communautés, le matériel de lecture est soigneusement conservé), mais la demande d'alphabétisation est faible et très peu continuent à pratiquer l'alphabétisation, et encore moins à enseigner aux analphabètes. L'alphabétisation a complètement été abandonnée même si le formateur et les enseignants à Batamberi et Bakin Tapki offrent leur aide. À Angoual Toudrou, l'entrave était un manque d'intérêt des formateurs, qui exigeaient une rétribution. Tandis que certains continuaient à lire de leur propre chef, il n'y avait pas de nouveaux apprenants, en dépit d'une énorme population d'enfants, et beaucoup d'entre eux non scolarisés. Et tout ceci en dépit de la présence d'ARIDEL, une ONG locale venue former à l'alphabétisation après PROSAN.

Beaucoup pensent que c'est parce que les activités de projet telles que FFT et CFW ont pratiquement cessé une fois les aides économiques retirées. Alors que les participants ont apprécié l'argent, et l'ont bien utilisé, le personnel et les partenaires ont estimé eux que c'était un obstacle à la pérennisation. Les seules exceptions survenaient lorsque

les communautés valorisaient suffisamment la ressource pour poursuivre eux-mêmes l'effort, par exemple, une route encore maintenue et des semis encore plantés si on les leur fournissait. Par exemple, plusieurs répondants ont dit « Sans CFW nous n'investirons pas dans la construction des demi-lunes, même elles sont utiles. » Ceci concorde avec les résultats de l'étude de Tufts/FANTA sur les stratégies de clôture du programme.⁹

Le village d'Angoual Toudrou est un excellent exemple de l'utilisation de CFW ou FFT pour des ressources qui n'intéressaient pas la communauté. Malgré les enseignements en assainissement et en salubrité, les quelques latrines en banco qui restent en place (20-30 %) sont très peu utilisées. Beaucoup ont estimé que les premières fortes pluies les avaient détruites en raison de défauts de la construction, supervisée par CRS. Les maçons formés et dotés de matériaux par CRS vivent encore dans la communauté, et beaucoup ont déclaré ne pas avoir utilisé le ciment de CRS pour construire les latrines. Les membres de la communauté ont commenté que « c'est à CRS de les remplacer. »

Prendre soin de l'environnement semble être une activité de priorité moindre, car seuls certains ménages le font. Bon nombre de ces activités semblent être entravées par des attentes de rémunération. Bon nombre des activités environnementales pour la résilience ont stagné, tandis que la plantation d'arbres, et la gestion des terres grâce aux techniques de zaïs et de demi-lunes, ne sont pas aussi réalisées que d'autres activités.

4.6 IMPRESSIONS DU PERSONNEL DE CRS, DES PARTENAIRES ET DE L'USAID

Après la collecte et l'analyse des données des bénéficiaires de PROSAN, nous avons demandé au personnel de CRS, aux partenaires locaux et aux agents de l'USAID de FFP au Niger leur point de vue sur la pérennisation de PROSAN, sur ce que les communautés et les partenaires avaient apprécié du projet, et sur ce qui avait le plus enthousiasmé le personnel et les représentants des bailleurs de fonds en ce qui concerne le projet.

Les partenaires et les bénéficiaires saluaient son approche participative des activités, des comités, et de la collaboration. Le chef du département agricole de Tibiri nous a dit qu'un chef de village non PROSAN, lors de tournées avec un responsable de l'exécution pour un projet potentiel dans son village, avait même déclaré au personnel du ministère de l'Agriculture : « Personne ne devrait introduire ici un programme, à moins que ce soit un comme PROSAN. » De nombreux participants ont estimé que les connaissances techniques apportées par PROSAN étaient excellentes et inespérées (par exemple, que l'engrais chimique ne brûle pas les cultures et que les arbres poussent mieux dans des zaïs et des demi-lunes). De nombreuses personnes lors de la RRA étaient également surprises qu'il y ait des intrants gratuits, comme FFW, FFT, CFW, des graines, et l'expertise. D'autres résultats inattendus sont apparus lors de la recherche même.

Un participant à la RRA déclarait : « Nous n'aurions jamais imaginé qu'un projet reviendrait évaluer la pérennisation, en plus d'un travail de mise au point et d'une analyse de risque phytosanitaire (ARP) en début du projet ! »

9 *Food Security and Nutrition Network. Effectiveness of Title II Program Exit Strategies : Conclusions and Recommendations* (Réseau de sécurité alimentaire et nutrition. L'efficacité des stratégies d'achèvement du programme Titre II : Conclusions et recommandations). www.fsnnetwork.org/sites/default/files/fanta_exit_strategies_presentation_conclusions_-_finale_-_feb_5.pdf

4.6.1 EXCELLENT LEADERSHIP

Le succès de PROSAN a été considéré comme remarquable compte tenu de la grave sécheresse survenue avant le programme et de la modification nécessaire de la composante de FFW du fait de l'objection du gouvernement, qui l'avait jugée humiliante pour le peuple nigérien. Les préoccupations du gouvernement et le désengagement d'un partenaire majeur entraîneraient un retard d'environ 2,5 années. L'une des raisons du succès de PROSAN est une très bonne équipe de direction de CRS, qui a misé dès le début sur la pérennisation. Un agent de FFP a commenté que, pendant les trois années du projet PROSAN, le chef des programmes (CdP) de CRS avait pris des mesures pour simplifier les stratégies et les indicateurs du programme, aidé le personnel occupé au programme, et créé un processus durable de clôture. À la suite de l'évaluation à mi-parcours, CRS a déterminé que les ressources accordées dans le cadre du programme étaient insuffisantes. Sous la direction du CdP, l'ensemble du personnel de terrain a été formé dans le domaine de la santé, formation que ces personnes devaient ensuite partager avec leur village. Plutôt que de demander aux villageois de venir à la formation, la formation a été organisée dans les communautés. Le leadership était aussi présent dans la promotion de la pensée évaluative parmi le personnel, notamment le renforcement des capacités en matière de S & E et une communication régulière avec l'USAID.

4.6.2 BÉNÉFICES IMMÉDIATS

Selon la direction de CRS au Niger, « les participants doivent percevoir un bénéfice immédiat dans les activités pour les soutenir. Notre travail a toujours été de veiller à garder en tête leurs intérêts, de leur fournir des données pour leur montrer que le changement de comportement conduit à une meilleure qualité de vie, et de leur fournir aussi les possibilités de générer les ressources nécessaires pour continuer à réaliser les activités. » Trois ans après le projet, les fonctionnaires locaux savaient très bien que les produits agricoles, les jardins potagers, et les puits donnaient les meilleurs rendements, et que la présence du centre de santé et les pratiques de remise en état des terres étaient les plus durables à travers le comité d'agriculture et de culture maraîchère, et les comités villageois de développement. Ces ressources, qui ont apporté un bénéfice immédiat et un bénéfice continu, ont été prioritaires.

4.6.3 APPRENTISSAGE À LONG TERME, ET INTÉGRATION PARTICIPATIVE ET AUTONOMIE

Plusieurs employés ont évoqué les avantages d'un ensemble de projets à long terme. D'autres, de CRS, ont estimé que PROSAN leur avait tellement appris de choses qu'ils avaient changé les plans du projet au cours de la mise en œuvre du DFAP d'alors. La pérennisation était prévue dès le départ. Comme le document de clôture de CRS Niger le souligne :

« La stratégie de clôture de PROSAN est fondée sur trois axes. Premièrement, renforcer les capacités des communautés pour identifier les besoins, élaborer des stratégies, et gérer le processus pour faire face à ces besoins. Deuxièmement, encourager les individus et les communautés à se responsabiliser des structures locales. Troisièmement, impliquer le gouvernement du Niger et les partenaires dans tous les aspects de la mise en œuvre du projet, puis du transfert des responsabilités.

Depuis sa conception, la stratégie du projet était axée sur l'intégration des activités dont la portée et/ou la pérennité pouvait être maintenue localement, au-delà de la durée de vie du projet (par exemple, la culture maraîchère, l'identification et l'utilisation de variétés de semences améliorées, la remise en état des terres, le suivi de croissance de l'enfant dans la communauté, la déviance positive/foyer, etc.). Lors de la phase de clôture, les responsabilités seront transférées progressivement aux différents intervenants : aux membres de la communauté, en leur demandant d'accroître leur participation et leur contribution, aux partenaires, qui assureront le suivi et la supervision des activités, et à l'ONG qui apportera son soutien encore longtemps après la fin du projet. La participation du gouvernement, des conseils communaux et des partenaires locaux est très importante pour garantir une clôture réussie du projet. PROSAN a mis en place trois phases : la phase de réduction par étape, la phase de transfert, la phase de retrait progressif, pour sortir des communautés en fonction du niveau de développement atteint par les communautés et leur capacité à soutenir les réalisations. » CRS a amorcé sa stratégie de clôture 36 mois avant la fin du projet ; elle est généralement mise en place 6 à 12 mois avant la fin du projet.

De nombreuses personnes de CRS Niger ont souligné l'importance de l'intégration intersectorielle et l'autonomisation régulière pour le succès du projet. Un membre du personnel de FFP a affirmé que « l'approche intégrée a permis à tous les villageois de prendre part au projet et d'en tirer profit, plutôt que de simplement cibler les « plus vulnérables ». Un membre du personnel de CRS a déclaré : « Nous avons intégré les activités d'agriculture et de santé à notre objectif principal et dans la seconde moitié de PROSAN, notre système de suivi et évaluation s'est amélioré. Nous avons régulièrement recueilli des données, que nous avons traitées et transmises à tous, et nous avons même partagé des leçons avec les communautés. Nous les avons également formés à la supervision participative, y compris à l'auto-évaluation de ce qu'elles ont accompli ».

Un membre du personnel de l'USAID/FFP a salué « la façon dont ils ont mobilisé les comités, de sorte qu'ils avaient une plus grande compréhension du nombre et du niveau des partenariats avec les communautés. » Un membre du personnel de FFP a décrit ce processus comme une co-création du projet, en gardant toujours en tête la façon dont la fin (clôture) du projet impacterait la pérennisation.

« Les boucles de rétroaction entre CRS et les communautés et les partenaires, lors de la mise en œuvre et après l'évaluation de mi-parcours- ont été un facteur de motivation, notamment le retour d'expérience formel et la discussion des résultats. » Un membre du personnel de CRS a affirmé que « l'implication de la communauté dans la mise en œuvre signifiait que chaque activité serait dès le début associée à une assistance technique, puis suivie par le développement de la structure de la communauté ».

4.6.4 PLANIFICATION PRÉCOCE DE LA FUTURE PÉRENNISATION

De nombreux membres du personnel et de la communauté interrogés sentaient également que la pérennisation était soutenue par CRS, les communautés et les partenaires. Le personnel de CRS et les partenaires ont commencé à discuter de la clôture en 2010, trois ans avant la fin du projet, afin de centrer le personnel sur le travail de fin et d'après-projet, en demandant : « Que voulez vraiment voir dans la

communauté, à la fin du programme ? » Au cours de la dernière année, un délai de 28 jours a été alloué pour quatre visites régionales à Dosso seulement, afin de rencontrer les communautés, les maires, les ONG locales et les agents des services techniques du gouvernement (conformément aux documents de clôture). Un représentant des services techniques du gouvernement a applaudi le processus de transfert par CRS et a déclaré que, par la suite, le « Gouvernement du Niger a poursuivi le même type d'infrastructure de l'eau, d'amélioration de la couverture de l'eau, d'amélioration de la formation et des connaissances des comités, et d'améliorations dans la conservation de l'eau au niveau domestique. »

Un partenaire, par honnêteté envers les communautés, leur a dit que CRS ne soutiendrait pas la dépendance. Un membre du personnel de CRS a déclaré : « CRS a discuté avec la communauté de continuer à porter la bonne parole... et que c'est à leurs services techniques de continuer à les soutenir. Cela signifiait impliquer les agents sectoriels du gouvernement local pour qu'ils connaissent l'approche de CRS et renforcer les capacités des experts locaux au sein de la communauté. Il est également important de consolider les comités de développement et les comités de gestion de chaque village, car c'est là que le partage des connaissances se poursuivra à la fin de PROSAN. »

Futures études de la pérennisation

Alors que la plupart des comités fonctionnent encore, il y a d'importantes questions sur la force de leur engagement et s'ils formeront les jeunes et les nouveaux membres des communautés, et combien de connaissances seront transmises aux générations suivantes. Ceci est essentiel étant donné que 50 % des Nigériens sont âgés de moins de 15 ans.¹⁰ Il n'y a aucune procédure en place pour les atteindre si ce n'est les réunions existantes, qui peuvent avoir lieu une ou plusieurs fois par an. Le fossé est élargi par le manque d'allocation de ressources de la part du gouvernement (personnel, transports et communications, par exemple) pour remplacer les ONG comme CRS, à la fin d'un programme.

Il est également difficile de se reposer uniquement sur les comités, car ils sont souvent de petite taille et les mêmes personnes font partie de plusieurs comités ; il est donc difficile de continuer à susciter la prise de conscience (sensibilisation) à travers les activités du projet, à moins qu'elles aient été intégrées dans une pratique commune. Savons-nous si ces activités sont réellement intégrées dans la vie des gens ? Non, à moins que nous procédions à des réévaluations. Nous devons savoir comment ces activités sont utilisées par 50 % des Nigériens au-dessus de 16 ans, et comment ils formeront les 50 % restants, de moins de 15 ans.

5.1 QUESTIONS DE GESTION DE LA CONNAISSANCE ET DÉVELOPPEMENT PRIS EN MAIN PAR LE PAYS

La gestion des connaissances fait grand défaut en ce qui concerne les données de projet à tous les niveaux, ce qui vient aggraver les changements de personnel au sein des ONG, des ministères et chez les bailleurs de fonds. Les données de projet (texte de proposition, données de suivi, résultats d'évaluation, listes de participants, noms des partenaires et accords de clôture) doivent être conservées et gérées localement, et accessibles en ligne pour d'autres projets et d'autres villages. Cela comprend même les données recueillies par le gouvernement. Par exemple, sans données gouvernementales centralisées, intégrées, transparentes, telles que des données de suivi de croissance sanitaires intégrées au taux de malnutrition (recueillies aux postes de santé et idéalement diffusées au niveau communautaire, comme avait commencé à le faire le DFAP pour favoriser l'apprentissage et la compétitivité), il est impossible de connaître le niveau de malnutrition et nous perdons toute possibilité d'apprentissage. Bien que plusieurs prestataires de soins de santé aient indiqué que la malnutrition avait diminué, la gestion de la connaissance des données entre les postes de santé, les centres de santé et même l'hôpital que nous avons visités était très pauvre.

Nous avons eu du mal à trouver des statistiques officielles sur la malnutrition au niveau local.

¹⁰ Index Mundi. Niger Démographie Profile 2014. www.indexmundi.com/niger/demographics_profile.html.

Il faut également examiner quelles données sont suivies pour les études rétrospectives de pérennisation, suivant la demande des bailleurs de fonds. Par exemple, le suivi du nombre d'heures de formation de toutes les communautés (un exemple du tableau de suivi des indicateurs [TSIP] affichait plus de 23.000 heures pour un village) est négligeable pour l'apprentissage de la notion de pérennisation. Une liste claire des activités réalisées par le partenaire de la mise en œuvre, une révision des listes des familles participantes effectuée par les formateurs, et les résultats de chaque activité, sont plus importants pour une gestion et un apprentissage modulables lors de la mise en œuvre. Comme les exigences des bailleurs de fonds en matière de contenu, de conservation, et de gestion des données se centrent sur les résultats (nombres de personnes formées) plutôt que sur la mesure des impacts pour la pérennisation (ce qui a été appris, comment la vie devrait s'améliorer), il existe des lacunes dans les données de base. L'information sur les activités et les comités a été recrée ou heureusement fournie par les membres du personnel de PROSAN encore présents au DFAP. Sans eux, ce type de recherche aurait été presque impossible.

Sans un véritable système de gestion de connaissances des activités du projet, des résultats, et sans un personnel qui sache quelles communautés et quels partenaires interroger, il est très difficile de réaliser une bonne conception du projet et par la suite une étude sur la pérennisation ; cela peut provoquer une duplication des efforts. Par exemple, un nouveau projet de HKI consistait en un sondage pour réétudier les zones de santé et de nutrition de PROSAN/CRS/HKI alors qu'il reste de vastes régions du Niger non encore touchées. Par ailleurs, les changements de personnel au sein de projets internationaux et des ONG locales, tout comme du personnel local du ministère, représentent un autre obstacle à la sauvegarde et à l'apprentissage des connaissances sur le développement durable. Heureusement, CRS a vu son projet continuer et a pu interroger l'ancien personnel de PROSAN, qui a pu nous informer et nous guider vers d'autres personnes qui connaissaient le projet depuis sa mise en œuvre et pouvaient comparer les résultats.

5.2 QUESTIONS DE PÉRENNISATION EN SUSPENS

Certaines difficultés en suspens pourraient se prévaloir d'un meilleur transfert à la fin du projet, en raison du succès de PROSAN dans la (sur) production alimentaire. Au cours des réunions communautaires pour la RRA, les participants ont demandé qu'une autre ONG vienne les aider : a) à créer un marché ; b) à commercialiser leurs surplus auprès d'acheteurs privés ; c) à fournir des sacs pour les semis, ce qui leur permettrait de vendre ces semis à la mairie ; et d) à soutenir les formateurs en alphabétisation. En dépit de nos questions sur la façon de le faire eux-mêmes, les participants semblaient dépendre des appuis, attendre que les autres les aident. Alors que certains acteurs du secteur privé sont intervenus, il reste encore beaucoup à faire et nous avons été surpris de voir qu'ils ne se voient pas vraiment comme une force d'autosuffisance.

Du fait que l'intégration du personnel des partenaires du gouvernement dans les projets est si variable et que les études réalisées par les propres autorités du pays sont rares, il y a une grande nécessité de participation, de partenariat et de projets d'apprentissage comme ceux de PROSAN, qui visent la conception, la mise en œuvre

et la pérennisation post-projet. Cependant, les ONG doivent investir leur temps et leur énergie dans la poursuite de la pérennisation, en occupant le temps du personnel et en changeant souvent la façon dont les projets sont mis en œuvre, par exemple, en cédant aux communautés le pouvoir de disposer de leurs propres études et en impliquant les fonctionnaires dans la mise en œuvre.

Comme les médecins de Dogontoutchi l'ont fait remarquer, « Les partenaires internationaux doivent laisser les données dans le pays, car si, après le départ du personnel, les données ont disparu, il n'y a plus de statistiques à partager ou à comparer. » Un représentant local du gouvernement, de Dosso, reconnaît : « Le projet ne s'est pas tourné vers l'avenir, vers l'après-projet, donc il ne reste pas de fonds pour assurer le suivi des activités ou soutenir leur poursuite ou leur perfectionnement (par exemple, assurer le suivi de la malnutrition et la combattre grâce à des activités ciblées). » Il suggérerait un retrait progressif de CRS et un transfert à la communauté et aux partenaires locaux plutôt qu'une fin abrupte, ce que CRS a fait avec succès.

5.3 LEÇONS POUR DE FUTURES ÉTUDES DE PÉRENNISATION

En raison de la rareté d'études rétrospectives sur les projets de l'USAID/FFP (à la seule exception de l'étude de Tufts/FANTA sur les stratégies de clôture), nos propres méthodes mixtes ont dû être redéfinies sur le terrain. La combinaison des méthodes qualitative et quantitative, avec l'aide du personnel évaluateur interne et externe de CRS, nous a permis de réaliser l'étude de façon appropriée et efficace.

L'étude sur la pérennisation des projets comme PROSAN doit comprendre :

- L'étude sur la pérennisation des activités et des résultats ; les impacts peuvent nous indiquer quelle activité a été maintenue et pourquoi, par qui et pendant combien de temps.
- L'étude des causes du maintien d'activités :
 - Bonne conception et bonne mise en œuvre,
 - Transfert/clôture bien planifiée avec les partenaires,
 - Forte motivation de la communauté.

Il est également essentiel d'examiner pourquoi certaines activités et certains groupements ont échoué, et d'examiner la conception utilisée, ainsi que la mise en œuvre. L'arrêt de l'apport de ressources financières, techniques, administratives aux communautés et/ou aux partenaires a-t-il affecté la pérennisation ? Qu'est-ce qui a poussé les communautés à autofinancer certaines activités (formation en salubrité dans les centres de santé) à partir de leurs propres idées et de leurs propres plans ?

La dépendance à l'égard des fonds des bailleurs, des intrants et des idées de développement est un obstacle à la maîtrise des communautés de leur propre avenir – depuis leur refus de poursuivre certaines activités (formations à l'alphabétisation, activités environnementales, ou même l'entretien des pistes) qui étaient rétribuées, en espèces ou en vivres, jusqu'à attendre une ONG qui puisse les amener à l'étape

suivante (faire de la communauté un marché). Il faut plus de données sur le soutien aux communautés pour assurer le suivi et le partage de leurs propres conclusions, comme cela a été souligné dans les conclusions d'une étude récente sur l'auto-étude sur la pérennisation en Ethiopie.¹¹ La concurrence entre les villages quant aux résultats des communautés peut également pousser à l'excellence. Par ailleurs, nous devons encourager la capacité nationale et régionale de reproduire ce genre d'études.

5.4 MEILLEURE PÉRENNISATION : RECOMMANDATIONS MÉTHODOLOGIQUES

Parmi les recommandations aux ONG sur la gestion et l'apprentissage au cours de la mise en œuvre, pour se préparer aux évaluations post-projet, citons :

- L'apprentissage lors de la mise en œuvre :
 - Il faut amorcer un projet dans le but de le transférer aux intéressés locaux, et former le personnel, les participants et les partenaires dans ce but ; la pérennisation des communautés nécessite de nombreux mécanismes de facilitation continue dans la communauté, et pas seulement une poignée de membres de comité.
 - Les discussions doivent avoir lieu au cours de la mise en œuvre et concerner la qualité de cette mise en œuvre et des boucles de rétroaction réciproque, par exemple, la qualité des latrines construites avec peu de ciment.
 - Il faut construire de bonnes boucles de rétroaction, en aller-retour, entre les responsables de l'exécution, les partenaires et les communautés, tout au long de la mise en œuvre, afin d'alléger les efforts de transfert.
 - Un projet devrait suivre les stratégies nationales, les priorités et les protocoles sectoriels, et renforcer les capacités locales de ceux qui assumeront la responsabilité de soutenir le développement communautaire.
 - Les données sur les résultats poursuivis sont nécessaires et doivent être disponibles au niveau du village, au plus bas de l'échelle municipale : par exemple, les données sur la malnutrition et les données sur le suivi de croissance et les accouchements, pour plaider en faveur de meilleurs services, comme une nouvelle maternité ou une clinique au complet plutôt qu'une infirmerie.
- Les frais de participation :
 - Il faut entrer en contact avec les partenaires nationaux tels que les ministères de l'Eau, de l'Agriculture et de la Santé/assainissement et, au cours du projet, les encourager à continuer à appuyer les groupes communautaires encore actifs (très actifs, à notre surprise), mais le montant des ressources espérées des partenaires locaux doit être clairement établi.
 - Il faut que les représentants du gouvernement et les bailleurs de fonds allouent des aides incitatives – économiques ou autres- à la participation aux formations, etc.

¹¹ *Valuing Voices. Stepping Up Community Self-Sustainability on [Ethiopian Step] at a Time* – Valoriser les voix. Consolider l'autosuffisance de la communauté [étape éthiopienne] par étape. <http://valuingvoices.com/stepping-up-community-self-sustainability-one-ethiopian-step-at-a-time/>



Une femme arrose les plantes, en saison sèche, dans un potager de CRS. *Photo par Tahirou Gouro/CRS*

- Les limites du bénévolat devront être ouvertement accordées, car il est de coutume au Niger d'offrir une aide économique aux bénévoles, et même au personnel du gouvernement assistant à des présentations.
- La clôture du projet et le transfert :
 - Il faut réaliser un inventaire de tous les documents distribués dans le cadre du projet et des données utiles à une prochaine étude comparative. Les résultats résumés doivent être conservés à chaque emplacement pour les partenaires futurs ou toutes les organisations qui souhaiteraient une étude comparative (le village, les services techniques régionaux, les conseillers municipaux, la préfecture, et le personnel du projet).
 - Les données doivent être disponibles avant, durant et après la clôture d'un projet, afin de faire des comparaisons sur l'état de la sécurité alimentaire, de la santé et de la salubrité, avant et après le projet, en particulier étant donné que le personnel des ONG locales et internationales part et que le personnel local du ministère change.
 - Il faut relier les nouveaux projets aux précédents, en termes de compétences forgées au niveau des partenaires et de la communauté.

- L'USAID devrait financer ces études de pérennisation qui seraient utiles pour intégrer les résultats et les meilleures pratiques dans les plans stratégiques nationaux et dans les demandes de proposition ou les appels de demandes.
- La préparation à l'évaluation post-projet :
 - Le gouvernement doit prendre en main la conservation des données, en donnant la priorité aux communautés desservies, et en renforçant la connaissance des réussites et les défaillances des projets antérieurs.
 - CRS Niger estime que les discussions sur la pérennisation devraient commencer la troisième année des cinq années du projet, mais le changement de comportement prend plus de cinq ans.
 - Les projets qui réalisent des études de pérennisation devraient partager les résultats au niveau local (communautés, partenaires locaux) et aux niveaux national et international, afin que les projets à venir puissent apprendre de leurs succès et de leurs échecs.
 - La pérennisation post-projet doit être étudiée au plus tôt trois ans après un projet, mais pas plus de cinq ans après, car les souvenirs des réalisations du projet peuvent disparaître.
 - Avant la fin du projet, il faut établir une liste complète des participants et des activités, ainsi que des instructions de transfert pour les villages et les partenaires gouvernementaux qui clarifient les rôles pour une future collaboration.
 - Nous devons suivre les mêmes villages et les mêmes familles, depuis le début et jusqu'au point de mi-parcours, puis jusqu'aux points final et de post-projet.¹²
 - L'évaluation post-projet doit être effectuée au cours de la même période.

Avant tout, tandis que nous intervenons dans la vie des gens et qu'ils en sont reconnaissants, il est bon de se rappeler que ce sont eux les experts dans leur communauté, et que la pérennisation exige leur leadership.

¹² Comme le fait remarquer un consultant de MEAL de CRS : « cela peut exiger un échantillonnage de 50 % ou plus, et les ressources de budget et de temps doivent donc s'aligner pour que cela soit possible ».

Duplication des efforts entre l'étude sur la pérennisation de PROSAN et l'évaluation des stratégies de clôture de Tufts/FANTA

Comme nous l'avons montré tout au long de cette étude, le degré de participation des consortiums et du personnel de CRS lors de la mise en œuvre et auprès des communautés et des partenaires, durant et après PROSAN, a été un facteur clé de pérennisation. Cependant, comme l'indique l'évaluation de Tufts/FANTA de FFP des stratégies de clôture en Bolivie, au Honduras, en Inde et au Kenya, des intrants supplémentaires ont été nécessaires : ressources, capacités techniques et administratives, motivation et liens. Leurs résultats précisaient entre autres :

- La pérennisation doit être intégrée dans la conception des programmes dès le début [tels que] la conception durable et la prestation de service initiale, la création de demandes, la formation de partenariats, le renforcement de capacités, le développement de ressources assurées, l'assurance de liens appropriés, la promotion d'un pilotage indépendant, et un pilotage indépendant des activités du programme et du retrait progressif de l'agence.
- Les plans doivent inclure une décision concernant l'approche (retrait progressif, phase de transfert), les critères explicites de progrès, le calendrier, l'attribution claire des responsabilités, et les critères de gradation.
- Chaque élément - la capacité, la motivation, les ressources - doit être considéré, avec les redondances et les contingences liées aux chocs externes compris dans le plan.

Les quatre intrants décrits dans l'étude de Tufts/FANTA (ressources, capacités techniques et administratives, motivation et liens) et leur influence dans cette étude sur la pérennisation de PROSAN sont décrits en détail ci-dessous.

6.1 RESSOURCES

L'étude de Tufts/FANTA a montré que les ressources, bien que nécessaires pour la poursuite de certaines activités, ne sont pas une condition préalable. Par exemple, des pratiques à coût faible ou nul, telles que les mères nourrissant exclusivement au sein leurs enfants, ont été maintenues, alors que des pratiques reposant sur un financement des bailleurs de fonds, telles que l'alimentation pendant la diarrhée, se sont estompées

au fil du temps. Dans PROSAN, il y avait une relation claire entre les revenus issus de l'agriculture, qui permettaient des investissements dans la sécurité alimentaire et dans la santé et la salubrité des ménages, et des investissements soutenus des ménages dans ces activités sectorielles. Comme signalé dans les résultats de l'étude de Tufts/FANTA sur l'investissement communautaire à travers des honoraires versés pour la maintenance du système, nous avons observé un investissement dans le nettoyage d'un centre de santé à travers le prélèvement de la dîme par la communauté.

Comme notre étude sur la pérennisation l'a montré, les communautés vont prioriser leurs propres ressources pour répondre à leurs besoins, et poursuivre les activités de plus grande valeur pour elles. Les aides en espèces et en vivres sont profondément appréciées et peuvent apporter des bénéfices à court terme, mais pour un impact à long terme, les activités soutenues par des intrants gratuits semblaient en difficulté. Un représentant de FFP nous a dit, « les programmes efficaces (ou durables) sont ceux qui prévoient un moyen de financer les services que l'ONG fournit. Cela signifie, pas d'aumône. Cela signifie établir une structure tarifaire de l'eau à payer en acomptes, avant de recevoir le service. Cela signifie trouver un moyen de rétribuer les femmes responsables de groupe pour leurs services après que le programme officiel ait pris fin. » L'étude de Tufts/FANTA a également constaté que l'utilisation des intrants baissait lorsqu'il fallait les acheter à la fin du programme et les rations alimentaires gratuites risquaient de créer des attentes insoutenables.

Comme l'a mentionné un représentant agricole du comté de Tibiri dans notre étude, la question des ressources devrait également envisager qui supportera les coûts par la suite ; il estimait que le principal obstacle à un succès durable est « un manque de personnel du service technique et de moyens de transport pour soutenir les villageois. » Il déclarait que, globalement, il y a un agent de vulgarisation agricole pour huit villages, mais dans son département, ce pouvait être un pour 80 villages. Il n'y avait que 11 travailleurs pour couvrir 271 villages répartis dans quatre communes de son département (couvrant l'assistance coopérative, les statistiques agricoles, la sensibilisation et la protection de l'environnement).

6.2 CAPACITÉ TECHNIQUE ET ADMINISTRATIVE

Dans le cadre de PROSAN, la grande majorité des communautés ont rapporté que les formations continuaient, que les moulins étaient maintenus, et que la multiplication des semences était en expansion. Nous avons constaté que la gestion au niveau communautaire était bien active parmi les nombreux comités qui continuaient à se réunir (de 1 à 12 fois par an, sans compter la myriade de discussions informelles et le partage de connaissances avec les autres villages).

Les partenaires de PROSAN ont maintenu leurs services techniques et leur appui, ce qui est remarquable compte tenu de leurs restrictions budgétaires. En revanche, l'étude de Tufts/FANTA a constaté que « les agriculteurs modèles (agriculteurs vulgarisateurs) manquaient de motivation, de ressources, et de renforcement des capacités, pour continuer à fournir une assistance technique après l'interruption des aides économiques. La prestation de services a largement diminué. » Tout aussi frappant, l'étude de Tufts/FANTA révèle que « la prestation de services du personnel de santé de la communauté

(PSC) a diminué lors de l'interruption des aides matérielles et lors de la baisse de la demande. » Au Niger, nous avons constaté que les groupes communautaires dévoués à la santé avaient été remplacés par le personnel du poste de santé et la radio. Le seul exemple montrant que PROSAN a bien moins réussi que les pays de la stratégie de sortie de crise décrit : « Les changements positifs dans le reboisement, le terrassement, etc. ont été maintenus, bien que les activités pour étendre ces changements ne l'aient pas été. » Au Niger, la plupart des activités environnementales ont cessé, sauf au niveau de quelques ménages.

6.3 MOTIVATION

L'étude de Tufts/FANTA a révélé que « de nombreuses activités, pratiques, et impacts de tous les secteurs, ont diminué au cours des deux années après la clôture... Ces baisses sont liées à une conception et une mise en œuvre de stratégies de développement durable et de processus de clôture déficients. » Cela a été beaucoup moins visible dans PROSAN, où 80 % des activités et des groupes ont été rapportés actifs. L'étude de Tufts/FANTA estime que « les bénéficiaires sont motivés à payer pour des services d'eau fiables, pratiques et abondants. La capacité technique et administrative des comités de l'eau permet que le système reste actif après le projet, et les frais payés par les consommateurs fournissent les ressources nécessaires à la pérennité du système. » Les puits pris en charge par PROSAN et d'autres ONG, et dont l'eau était vendue (pour couvrir les frais de maintenance et d'entretien) étaient bien entretenus, du point de vue technique et sanitaire.

Par ailleurs, l'étude de l'USAID a montré (dans le programme de COSAMO Kenya) que certaines activités étaient autofinancées et qu'aucun capital de départ ni autre apport de l'extérieur n'avait été nécessaire. De même, le Niger avait innové avec l'autofinancement des activités de santé et de salubrité.

Le besoin de motivation en tant que facteur de pérennisation était également pertinent pour le personnel d'exécution. Une personne interrogée s'est déclarée fortement motivée pour aider le personnel, les partenaires et les communautés à sentir que le projet PROSAN était le leur et qu'ils devaient le comprendre et le soutenir. Cette personne a organisé un forum pour le personnel, afin de discuter de la mise en œuvre et du suivi nécessaires pour se concentrer sur les résultats du programme, ainsi que des réunions trimestrielles avec le consortium pour discuter du programme. Après avoir pris connaissance du programme dans son ensemble, et pas seulement des activités simples que chaque partenaire mettait en œuvre, des visites conjointes de partenaires ont été organisées sur le terrain. Ils ont construit sur ce qui existait déjà, sont devenus les évaluateurs du travail de l'autre, pouvaient apporter des critiques positives et négatives, et invitaient les experts techniques du gouvernement lors des visites.

Les partenaires ont également reconnu le rôle de la motivation dans le développement durable. Lors d'un entretien, un représentant de l'agriculture du comté de Tibiri rapportait : « Depuis 2012, date à laquelle j'ai assumé cette fonction, je me suis rendu dans tous les villages du comté et j'ai constaté que les localités qui travaillaient le mieux de toutes étaient celles où intervenait CRS. Je qualifierais les onze villages de PROSAN de bien à excellent, à l'exception de ceux qui ne disposent pas de bonnes terres arables ;

six d'entre eux sont motivés et autonomes, et cinq n'ont pas les moyens ni la motivation pour exceller. » Il a aussi déclaré que de nombreux agriculteurs de PROSAN avaient pris l'initiative d'aller à la recherche de nouvelles semences et d'étendre leurs cultures, d'étendre les surfaces cultivées, et de trouver de nouveaux marchés pour leurs produits. Certains ont même produit en surplus, tant et si bien qu'ils vendent des graines, de millet ou de haricots par exemple, et un agriculteur a même vendu 40 tonnes de graines de haricots et 10 tonnes de graines de millet.

6.4 LIENS

We perceived linkages as possibly the most important input in PROSAN, as they Les liens seront sans doute la contribution la plus importante du projet PROSAN, car ils auront favorisé la poursuite des activités de CRS grâce à une plus grande prise en main des activités par le pays. L'étude de Tufts/FANTA a constaté qu'« en général, les composantes du programme axées sur le renforcement des relations locales et des capacités locales étaient plus susceptibles d'être soutenues que celles qui ne l'étaient pas, » et que « les liens étaient absolument évités par la plupart des comités de l'eau... et n'étaient pas nécessaires. [Les communautés] pouvaient payer l'assistance technique de personnes ressources formées. » En revanche, notre évaluation de PROSAN a révélé que bien que les réparations de puits d'une communauté aient été ignorées par le service technique, de nombreuses autres communautés ont rapporté une bonne collaboration avec les services du gouvernement. Tout le monde, même l'équipe des services techniques, a déploré que la limitation des fonds ait découragé toute autre possibilité de formation et de sensibilisation, en particulier en agriculture. Au cours de PROSAN au Niger, de nombreux liens ont permis de poursuivre les activités et, malgré des services gouvernementaux sous pression et un support technique limité, les liens consolident encore les communautés, en particulier dans le domaine de la santé.

Conclusions

Les bailleurs de fonds et les responsables de l'exécution doivent se demander plus souvent si les programmes mis en œuvre au sein des communautés sont tout aussi efficaces lorsqu'un programme prend fin. Il faut le demander aux membres de la communauté qui savent parfaitement ce qu'ils ont maintenu pendant des années après l'achèvement du projet, et pourquoi.

Les questions suivantes sont essentielles :

- Les communautés et leurs partenaires maintiennent-ils les activités du projet et les comités pour les appuyer encore trois années après la fin du projet d'une ONG ?
- Que pouvons-nous apprendre des efforts de ces communautés et de leurs partenaires de mise en œuvre post-projet ? Quelles sont les perspectives à long terme pour une pérennisation solide ?
- Qu'est-ce que les ONG peuvent apprendre des projets pour rendre la pérennisation à long terme plus envisageable partout ?

Dans l'ensemble, la pérennisation d'un projet peut être comprise par le biais d'une évaluation approfondie de ses différents catalyseurs et de ses différents obstacles. Les catalyseurs de la pérennisation du projet PROSAN au Niger comprenaient : le calendrier, la participation, la continuité et la prise en main. Les obstacles à la pérennisation de PROSAN comprenaient, entre autres, l'impuissance perçue, la dépendance, le manque de gestion des connaissances, et l'exclusion des jeunes..

7.1 CATALYSEURS DE PÉRENNISATION

7.1.1 UN FINANCEMENT ET UNE MISE EN ŒUVRE À LONG TERME SONT DES VECTEURS DE RÉUSSITE : DE 2002 À 2012, À TRAVERS DEUX PROJETS DE CINQ ANS

Lors d'un entretien, un représentant de CRS nous a expliqué que le financement stable et constant du bureau de l'USAID de FFP pour les mêmes activités et dans les mêmes communautés pendant très longtemps était une raison importante de la pérennisation du programme. La présence forte et généralisée de CRS dans les activités du programme a donné au personnel et aux communautés des possibilités d'apprentissage, et donc une très bonne compréhension des communautés. Il affirmait : « Maintenant, ce que veulent les bailleurs de fonds, c'est que les responsables de l'exécution conçoivent des programmes qui relèvent totalement de nouvelles idées, et non des choses qui ont déjà été faites. Je pense que cela est une grosse erreur. Nous ne pouvons pas nous permettre de renoncer à des choses qui ont déjà été faites, parce que nous apprenons de ces choses et elles aident à améliorer ce que nous faisons. Plus le programme est rodé, plus les résultats sont bons. Un laps de sept à dix ans, voilà ce qu'il faut. Un délai moindre ne donnera pas de bons résultats.

Voilà la raison pour laquelle nous remercions FFP d'avoir financé ce programme pendant si longtemps. » De nombreux employés de CRS Niger nous ont parlé de la courbe d'apprentissage que CRS et ses partenaires ont adaptée au cours des 10 dernières années, depuis 2002, et trois ans de plus, au cours de ce DFAP. La conception de la pérennisation exige apprentissage, ressources, liens, et délais.

7.1.2 VASTE PARTICIPATION DE LA COMMUNAUTÉ ET DES PARTENAIRES TOUT AU LONG DE LA CONCEPTION, DE LA MISE EN ŒUVRE ET DE LA CLÔTURE

La plupart des propositions répondent aux demandes décrites dans les exigences des bailleurs de fonds en fonction de leurs priorités, plutôt qu'aux demandes de la communauté. Parfois, les bailleurs de fonds le comprennent, parfois ils ne le comprennent pas, et les responsables de l'exécution doivent alors faire des ajustements sur le terrain pour répondre aux besoins requis et être efficaces.

Une autre surprise pour toute notre équipe est la situation de dépendance vis-à-vis des ONG étrangères. Par exemple, malgré les 300.000 CFA alloués au compte du broyage, les femmes de Bakin Tapki espèrent qu'une autre ONG leur apportera une décortiqueuse. À Batamberi, quelques femmes nous ont demandé de leur fournir un marché pour leur surplus. Quand on les a incitées à le faire elles-mêmes, elles nous ont dit qu'elles ne savaient pas comment le faire. Les activités les plus appréciées sont les améliorations des moyens de subsistance et les activités de santé qui sont essentielles à la survie des membres de la communauté. Ils savent, ou détectent rapidement, ce qu'ils souhaitent améliorer. Il est important d'écouter et de leur donner le moyen de répondre à ces besoins.

7.1.3 CONTINUITÉ STRUCTURÉE PARMIS LES PARTENAIRES POUR ÉVITER LA DUPLICATION DES EFFORTS

Les communautés et les ONG ont besoin de continuité pour savoir qui a fait quoi avant elles, tirer des leçons des anciens projets, et éviter la duplication des efforts. Les communautés ont des réseaux internes qui identifient les participants ayant une expertise : par exemple, on a demandé aux présidents de comité d'aider les personnes à utiliser les meilleures pratiques après PROSAN. Les responsables devraient, semble-t-il, améliorer leur communication et leur organisation à l'intérieur des villages, en tirant parti des visites si précieuses des femmes dans les communautés. Voilà une suggestion qui pourrait intéresser le personnel des services techniques.

Comme le nouveau projet de HKI à Dogondoutchi ville illustre, les agents d'HKI savaient qu'ils voulaient étudier les besoins de santé et de nutrition dans les 70 villages qui avaient participé au programme PROSAN, mais qu'il y avait peu de connaissances sur les résultats d'il y a trois ans, et encore moins sur le nom des villages qui n'avaient reçu aucune assistance. Alors qu'il existe des systèmes tels qu'*InterAction AidMap* et *AidTracker*, de l'USAID, ou le système de suivi de l'aide de *Development Gateway*, et qu'il est plus facile de savoir qui fait quoi, grâce aux médias, il est beaucoup plus difficile de savoir quelles activités ont été réalisées, où, par qui et avec quelle performance.

7.1.4 LA PRISE EN MAIN PAR LE PAYS EST ESSENTIELLE

De nombreux membres de la communauté pressentaient que le gouvernement était à la base du projet. Un répondant affirmait : « Vous voyez que c'est un programme du gouvernement parce que c'est le gouvernement qui l'a permis ici et qui l'a appuyé. » Excellent ! Comment pourrions-nous promouvoir de meilleurs sentiments ? Comment d'autres projets de développement pourraient-ils intégrer toutes les parties prenantes dans la conception, la mise en œuvre, et la clôture du projet mieux que ne l'a fait CRS ?

Les ONG doivent partager les leçons tirées de leurs projets précédents pour aider les autres à combler les lacunes. Par exemple, les projets pourraient partager la nécessité d'un nouveau marché pour vendre les aliments en surplus, la nécessité d'un soutien aux intrants agricoles et commerciaux comme les engrais et les sacs à semis, la nécessité de trouver des moyens novateurs de soutenir financièrement le programme d'alphabétisation en payant les formateurs, et de trouver des moyens de collaborer à l'entretien des pistes. Ces communautés sont, après tout, non seulement les bénéficiaires d'un projet pour quelques années, mais aussi les citoyens du pays pour toute la vie.

7.2 OBSTACLES À LA PÉRENNISATION

7.2.1 DÉPENDANCE AUX BAILLEURS DE FONDS

Nous avons constaté à plusieurs reprises que, même lorsqu'un nombre étonnant d'activités étaient toujours actives, à côté persistait aussi parfois une dépendance aux ONG en ce qui concerne l'apport de nouvelles ressources, de nouvelles idées et de nouvelles connexions. Les compétences des responsables de communauté n'étaient-elles pas suffisamment bien développées pour aller eux-mêmes à la recherche de ces ressources ? Les jeunes responsables n'étaient-ils pas habilités à tracer leur avenir avec des ressources nationales ?

Un exemple vient directement de la réussite des agriculteurs formés par PROSAN qui produisaient en surplus. Les villageois des trois sites concernés par la RRA ont demandé qu'une autre ONG les aide à mettre en place divers nouveaux projets ou activités. Nous les avons encouragés à atteindre ces objectifs eux-mêmes, mais les participants semblaient dépendre fortement de l'aide, et attendaient que d'autres les assistent.

7.2.2 DÉPENDANCE AUX AIDES A LA PARTICIPATION

La dépendance des Nigériens aux aides incitatives à la participation était présente tout au long de notre travail de terrain – depuis les villageois recommandant de « motiver financièrement ceux qui pratiquent l'activité » jusqu'aux partenaires gouvernementaux réclamant des indemnités journalières pour assister à nos synthèses régionales. Nos collègues nigériens nous ont dit que cette pratique était répandue.

7.2.3 LA CONNAISSANCE DU PROJET N'A PAS DE NATIONALITÉ

L'absence d'un véritable système de gestion de la connaissance des activités du projet, des résultats, et d'un personnel qui sache quels projets solliciter à l'avenir, est un

énorme frein à la pérennisation et peut conduire à la duplication des efforts comme, par exemple, le nouveau projet de HKI à Dogondoutchi.

7.2.4 NE PAS OUBLIER LES JEUNES—NOUS BÂTISSONS LEUR AVENIR

Le fait qu'une poignée de membres de la communauté interviennent dans plusieurs comités représente un problème fondamental, car, même si les jeunes nigériens sont disposés à soutenir la santé, le travail ou la formation agricole, la moitié d'entre eux ont moins de 15 ans. Comment ces jeunes apprendront-ils alors les pratiques sanitaires et agricoles s'ils ne sont pas appuyés par leurs parents et s'ils ne voient pas ces activités largement pratiquées dans leur communauté ? Investir dans la jeunesse est le meilleur investissement dans la pérennisation.

En termes d'âge, le programme semble avoir ciblé le groupe le plus stationnaire, de 41 à 61 ans ; il leur était donc facile de rester au village et de pratiquer les activités, contrairement aux jeunes qui auraient été plus mobiles. Cela représentait à la fois un avantage et un inconvénient, car tandis que l'âge est synonyme de sagesse, il peut aussi être celui d'une élite réduite à qui on ne peut demander d'intervenir (comme nous l'avons vu à Bakin Tapki) qu'en tant que gardiens du savoir. Beaucoup de jeunes de moins de 30 ans se sont dits désolidarisés des comités, ce qui ne présage rien de bon pour la pérennisation..

7.3 RÉSUMÉ DES CONCLUSIONS

- 80 % pour cent de toutes les activités de PROSAN étaient maintenues par les communautés trois ans encore après la clôture (et des innovations étaient apparues, telles que l'autofinancement du personnel d'entretien des centres de santé, par prélèvement de la dîme dans la communauté, la création d'aides à l'accouchement en toute sécurité dans les centres, ou la supervision de plusieurs personnes quant au solde de l'épargne communautaire issue de la vente d'eau de puits, plutôt que celle des anciens seulement).
- Les comités communautaires et nationaux et les ONG partenaires soutiennent la pérennisation — la plupart des comités se réunissent, et le soutien aux activités de PROSAN est dorénavant pris en charge par le personnel et les initiatives du gouvernement, ou par de nouvelles ONG.
- 20 % des activités mises en place n'étaient pas soutenues (par exemple, l'assainissement, l'allaitement exclusif, les activités d'alphabétisation), ou stagnaient (la résilience), ou certains comités avaient totalement abandonné certaines activités (en particulier la santé).
- Les aides gratuites semblent entraver la pérennisation, et l'exclusion des jeunes du leadership limite les perspectives pour le maintien des acquis et la formation à long terme dans les villages.
- La pérennisation doit être planifiée. Cela exige un plan clair pour le transfert de ressources, des capacités, de la motivation et des liens, la concentration de PROSAN sur une planification précoce de clôture, et sur le suivi du niveau de développement atteint par les communautés et sur leur capacité à pérenniser les acquis.

CONCLUSIONS

- La participation est excellente, mais qui la soutiendra par la suite, compte tenu de la croissance démographique, des faibles ressources nationales, et de la carence des investissements des bailleurs de fonds dans la gestion et la conservation des connaissances au niveau national ?
- De nombreuses autres études rétrospectives sur la pérennisation seront nécessaires pour découvrir les tendances et tirer des leçons, et sur la duplication des efforts entre les travaux de PROSAN et ceux de Tufts/FANTA en matière de ressources, de capacité, de motivation, et de liens.
- Prioriser la pérennisation est une cause naissante ; il y a beaucoup à faire pour obtenir des études solides, notamment des travaux préparatoires au cours de la mise en œuvre, l'essai des meilleures méthodes, et même des changements dans la façon dont les projets sont conçus, mis en œuvre et évalués.

Il reste beaucoup à faire pour l'ancrage de la pérennisation. Les prochains travaux sur le développement durable devront se centrer sur ces quatre vecteurs :

- De longues périodes de financement et de longs délais de mise en œuvre ;
- Une vaste participation de la communauté et des partenaires à la conception, à la mise en œuvre, et à la clôture ;
- Une continuité structurée parmi les partenaires afin d'éviter la duplication des efforts ;
- Une prise en main conduite par le pays.

Annexe 1

RÉSULTATS DE LA RRA SUR LA PRIORISATION* ET LA PÉRENNISATION^ DES ACTIVITÉS

Lors de la RRA, nous avons demandé aux participants de classer les activités par ordre d'importance pour la sécurité alimentaire, puis de rapporter leur taux de participation. Cette méthode nous a permis de mesurer l'intérêt que portent les participants aux activités, de mettre en forme et de valider les résultats de l'enquête, et de tester les méthodes de la RRA par rapport à l'enquête. Les tableaux ci-dessous répertorient les activités, le niveau de priorité et la participation de chaque village, et une explication concernant la motivation au maintien de chaque activité. Les éléments en gras sont des activités recueillant au moins deux notes de priorité et de participation des communautés. Les activités sont classées par ordre décroissant de priorité et de participation, en fonction du vote des groupes de discussion.

ACTIVITÉS AGRICOLES ET ENVIRONNEMENTALES

ACTIVITÉ	VILLAGE			MOTIVATION
	Batamberi	Angoual Toudrou	Bakin Tapki	Pourquoi cette activité a-t-elle été poursuivie ?
Engrais organique	Priorité et participation	Priorité et participation	Priorité et participation	Continue à générer des aliments et des revenus à travers la multiplication des semences/vente de produits. CFW a acheté des charrettes pour le transport.
Gestion des terres améliorées	Priorité et participation	Priorité et participation	Priorité et participation	Continue d'améliorer les rendements, et les jeunes acquièrent des compétences qu'ils utilisent lors de la migration saisonnière (zaïs).
Culture maraîchère	"S.O.	Priorité et participation	Priorité et participation	Continue de générer une alimentation et des revenus grâce à la vente de légumes et à la multiplication des semences.
Broyage de céréales et arachides	Priorité et participation	"S.O.	Priorité et participation	Continue de générer une alimentation et des revenus grâce à la vente des arachides et de l'huile produites, en particulier pour les femmes.
Engrais chimique	Priorité et participation	Participation seulement	Participation seulement	—
Compostage	"S.O.	Priorité et participation	Participation seulement	—
Visites des femmes en vue d'un échange commercial de légumes	"S.O.	Priorité seulement (minorité de femmes)	"S.O.	—
Plantation d'arbres/ croissance des semis	"S.O.	"S.O.	Priorité et participation	—
Production de semences améliorées	"S.O.	Priorité et participation	"S.O.	—
Remise en état des terres	"S.O.	Priorité et participation	"S.O.	—

* Nous avons demandé aux participants de prioriser les activités (classer leurs trois premiers choix) pour la sécurité alimentaire et la santé.

^ Nous avons demandé aux participants d'indiquer s'ils réalisaient encore cette activité après PROSAN.

ACTIVITÉS DE SANTÉ ET DE SALUBRITÉ

ACTIVITÉ	VILLAGE			MOTIVATION
	Batamberi	Angoual Toudrou	Bakin Tapki	Pourquoi cette activité a-t-elle été poursuivie ?
Consultation prénatale	Priorité et participation	Priorité et participation	Priorité et participation	Continue d'améliorer la santé maternelle et le poids du nouveau-né.
Hygiène et propreté des ménages	Priorité et participation	Priorité et participation	Priorité et participation	Continue de prévenir les maladies grâce à une bonne hygiène.
Accès aux soins de santé	"S.O.	Priorité et participation	Priorité et participation	Continue de prévenir les maladies et d'accroître la couverture vaccinale (nous avons vu des vaccinations contre la méningite TB).
Accouchements assistés/sans risque	Priorité et participation	participation seulement	Priorité et participation	Continue de sauver la vie de femmes et enfants. CFW a aidé les hommes à acheter un transport pour emmener les femmes aux centres de santé.
Suivi de croissance	Priorité et participation	participation seulement	Priorité et participation	Continue de soutenir la santé et la nutrition des enfants. Les ONG/partenaires fournissent des vivres aux sous-alimentés.
Accès à l'eau potable	Priorité et participation	Priorité et participation	Participation seulement	Continue de prévenir les maladies (diarrhée, parasites) avec une bonne eau potable, et réduit le temps que les femmes passent à aller chercher de l'eau.
Conseils nutritionnels jusqu'à 9 mois (CNR)	Priorité et participation	participation seulement	Participation seulement	—
Alimentation complémentaire	"S.O.	Priorité et participation	Participation partielle	—

* Nous avons demandé aux participants de prioriser les activités (de classer leurs trois premiers choix) pour la sécurité alimentaire et la santé.

^ Nous avons demandé aux participants d'indiquer s'ils réalisaient encore cette activité après PROSAN.

Annexe 2

CONCLUSIONS INTER-VILLAGE DE LA RRA SUR LE MAINTIEN DES COMITÉS

Lors de la RRA, nous avons demandé à des groupes communautaires de lister les ONG étant intervenues dans leur communauté. Cela nous a permis d'aider les participants à se concentrer sur les activités que seul PROSAN (CRS/HKI) avait réalisées, ainsi que de préciser quel comité était en charge. Avec cette information, nous avons demandé si le comité était toujours actif. Nous avons terminé l'exercice en demandant, s'ils avaient cessé, pourquoi, qui avait repris la promotion de l'activité, et la façon dont cette personne était rémunérée. Nous avons appris également pourquoi certaines activités avaient été abandonnées. Cela s'est avéré être une très riche série de questionnements sur la pérennisation, qui sera reprise dans les prochains recours à ces méthodes.

GÉNÉRAL

RESPONSABLE DE L'EXÉCUTION	COMITÉ	RÉSULTATS PAR VILLAGE		
		Batamaberi	Angoual Toudrou	Bakin Tapki
CRS	Comité villageois de développement (CVD)	Continue avec le service technique de la santé. Un fonds communautaire a été créé (1000 CFA par mariage ou baptême) pour le salaire d'un agent chargé de l'entretien du centre de santé (3000 CFA/mois). Ce fonds couvre également les coûts d'entretien du puits.	Maintenu ; en partie par le chef du village.	Maintenu ; « il supervise les autres comités ».
CRS	Comité de FFW /CFW	Inactif	Inactif	Inactif

GESTION AGRICOLE/ENVIRONNEMENTALE (DES RESSOURCES NATURELLES)

RESPONSABLE DE L'EXÉCUTION	COMITÉ	RÉSULTATS PAR VILLAGE		
		Batamaberi	Angoual Toudrou	Bakin Tapki
CRS	Groupement maraîcher	"S.O.	Continue à produire des légumes et produit des graines (laitue, oignons, tomates).	Maintenu ; soutenu par le ST agricole et la Croix-Rouge, présents en 2012-14.
CRS	Experts locaux de maraîchage	"S.O.	Continue avec un certain soutien du ST agricole.	Continue de former et de démontrer comment faire pousser des légumes ; soutenu par le ST agricole, des ONG/organisations internationales et le secteur privé.

RESPONSABLE DE L'EXÉCUTION	COMITÉ	RÉSULTATS PAR VILLAGE		
		Batamberi	Angoul Toudrou	Bakin Tapki
CRS	Experts locaux d'agriculture pluviale	Voir ci-dessous (les répondants ne parlaient que des graines lorsqu'on les a interrogés sur ce groupement)	Continue à montrer comment perfectionner les cultures pluviales ; soutenu par le ST agricole.	Continue à montrer comment améliorer les cultures pluviales ; soutenu par le ST agricole.
CRS	Groupement des multiplicateurs de semences améliorées	Continue avec l'Union privée de Madabane pour le groupement des multiplicateurs de semences. Une fois par an, les experts reviennent au village pour partager de nouvelles leçons avec d'autres multiplicateurs de semences.	Continue avec l'aide du maire et du secteur privé.	—
CRS	Groupement des femmes transformatrices des produits agricoles par moulins (groupement de broyage de grains et arachides)	Continue avec le soutien de l'ONG PTFM qui les a dotées d'autres moulins et de l'ONG Moribane. Elles se réunissent chaque semaine, et financent un fonds de 100 CFA par femme par semaine pour créer un fonds de prêt de 2000 CFA par semaine (20 femmes).	"S.O. (pas CRS, mais CARE)	Continue avec un fonds d'entretien pour les moulins, actuellement avec un solde de 300 000 CFA (qui, selon l'expert en agriculture, Magagi Manane, était faible et sous-utilisé, car ils pourraient économiser pour acheter un autre moulin).
CRS	Comité de l'environnement	Inactif	"S.O. -pas d'information	Continue avec le soutien du ST de l'environnement du pays. Le principal avantage de la formation aux zaïs est qu'elle a doté les jeunes d'un emploi rémunéré.
CRS	Groupement de pépiniéristes et plantation d'arbres	Inactif	Continue avec l'aide du maire	Continue seulement si le bureau du maire le dote d'intrants (par exemple des sacs en plastique pour les semis).
CRS	Comité de surveillance des plantations	—	Continue avec le ST des forêts	—

SANTÉ/NUTRITION/SALUBRITÉ

RESPONSABLE DE L'EXÉCUTION	COMITÉ	RÉSULTATS PAR VILLAGE		
		Batamberi	Angoual Toudrou	Bakin Tapki
HKI	COSAN - Comité de Santé	Continue avec le ST de santé et Mercy Corps. Ils ont créé une salle d'attente au centre de santé que CRS a aidé à construire, et ajouté une latrine. La communauté entretient et répare tous les 2 ans (et paye pour le nettoyage).	Inactif ; il y a une nouvelle clinique privée (Centre Sainte Omega).	Continue avec le ST de santé
HKI	Consultation prénatale -CPN	Inactif	Inactif	Inactif ; devrait continuer au centre de santé
HKI	Groupement de Soutien à l'Allaitement Maternel Exclusif- GSA	Inactif	Inactif	Inactif ; dit de continuer au Centre de santé
HKI	Équipe villageoise de promotion de la croissance des enfants de 6 mois à 5 ans	Inactif, mais les messages sont encore donnés au centre de santé, avec un thème mensuel pour la diffusion de messages de santé.	Continue avec le ST Santé.	Inactif ; dit continuer au centre de santé
HKI	Comité de Santé et de Salubrité- CSS	Continue ; voir Entretien du centre de santé par le CVD.	Continue avec le ST de santé et le ST de l'eau.	Continue fermement ; chaque semaine la communauté nettoie les rues publiques et un bénévole a été nommé comme responsable (créé par l'ONG/projet PAEPA II en 2015).
CRS/HKI	Comité de gestion des points d'eau	Continue avec le gouvernement et le trou de forage de l'ONG de l'Agence de coopération belge. La communauté gère 5 points d'eau et vend l'eau pour financer l'entretien et les réparations. Le produit de ce fonds est distribué : 1/3 au village, 1/3 au maire, 1/3 à l'entrepreneur.	Continue avec le ST de l'eau.	"S.O.

RÉSILIENCE ET AUTRES :

RESPONSABLE DE L'EXÉCUTION	COMITÉ	RÉSULTATS PAR VILLAGE		
		Batamberi	Angoual Toudrou	Bakin Tapki
CRS	Système Communautaire d'Alerte Précoce et de Réponse aux Urgences (SCAP-RU)	Continue à 3 villages, avec le soutien du gouvernement/maire qui couvre les frais de déplacement. Le comité assure le suivi des indicateurs régionaux pour une alerte précoce.	Continue à 5 villages, avec le soutien du gouvernement/maire qui couvre les frais de déplacement. Le comité assure le suivi des indicateurs régionaux pour une alerte précoce, avec une participation des femmes passée de 33 % à 42 %.	Continue à 5 villages, avec le soutien du gouvernement/maire qui couvre les frais de déplacement. Le comité assure le suivi des indicateurs régionaux pour une alerte précoce, avec une participation des femmes passée de 28 % à 17 %.
CRS	Comité Villageois d'Animation	Inactif, mais certains messages sont toujours diffusés, à la radio et la télévision via les portables, avec l'appui du ST de santé et du ST d'agriculture.	Inactif ; messages diffusés par le centre de santé.	Inactif, mais certains messages sont toujours diffusés, à la radio et la télévision via les portables, avec l'appui du ST de santé.
CRS	Comité de Gestion des Pistes	Continue, avec le soutien du gouvernement et de la communauté. Les villageois construisent volontairement des obstacles, chaque année pendant l'hiver, pour éviter que les gros camions détruisent la piste - si précieuse pour parvenir au marché.	Inactif	Inactif
CRS	Réparation des pistes avec distribution d'argent contre travail (CFW)	Inactif	Inactif	Inactif
CRS	Comité villageois d'alphabétisation	Inactif, bien que les formateurs et le matériel soient encore là.	Inactif	Inactif, bien que les formateurs et le matériel soient encore là.
CRS	Comité de suivi et évaluation	Continue au niveau communautaire. Les villageois disent que, depuis la fin du projet, beaucoup de personnes vérifient les fonds, au lieu de deux personnes seulement contrôlant les chiffres.	Inactif	Inactif
Autres ONG depuis la fin de PROSAN	-	ONG Badalafiya, multiplication des semences BZD, Multiplication des semences KUNDUGA, Union MADABANE des multiplicateurs de semences, Crédit aux femmes de Mercy Corps ONG PTFM et ONG Moribane.	CARE, ONG du PAMED, ONG de l'ANPIP, ONG du PAEPA, ONG Swisscontact	ONG/projet du PAEPAIL, Croix-Rouge pour les animaux (Habbanayé), FAO (magasin d'intrants agricoles), Groupe d'épargne (GdN), ONG ARIDEL



Catholic Relief Services, 228 W. Lexington Street, Baltimore, MD 21201, USA.
Pour plus de détails, contactez pqpublications@crs.org.